

^{BOLL}
alternatives

non violentes



photo : D. PERRON

^{BOLL}
**GRÈVES
DE LA FAIM**

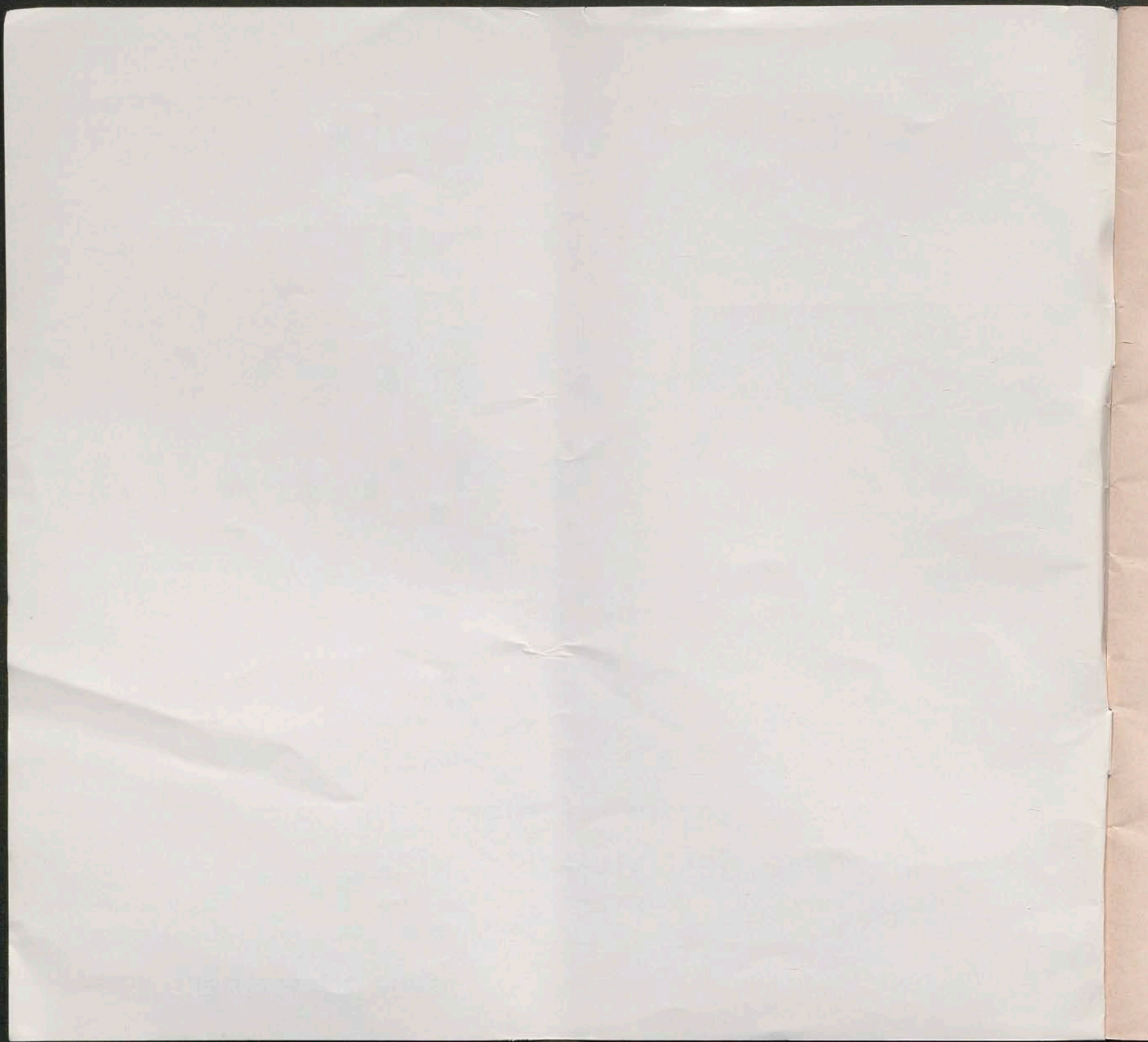
*le dossier
de la grève de Lyon*

la grève des prisonniers irlandais
la grève des paysans andalous

42

8° 2 6112

revue trimestrielle 15 F



Editorial

La grève de la faim n'est pas une arme qui s'est imposée rapidement comme une forme de lutte dans nos pays d'occident. Les militants républicains irlandais, au début du siècle, furent probablement parmi les premiers, mais leur exemple resta longtemps isolé.

En France, deux grandes grèves peuvent être considérées comme « fondatrices d'une nouvelle tradition » : la grève que menèrent en 1961 Ahmed BEN BELLA et d'autres détenus algériens et, bien entendu, la grève de la faim illimitée observée avec succès, du 1^{er} au 22 juin 1962, par le vieux militant libertaire Louis LECOIN pour l'obtention d'un statut des objecteurs de conscience.

Mais c'est à partir du mois de mai 1968, du fait notamment de l'emprisonnement de plusieurs militants gauchistes qui revendiquaient par ce moyen le statut de prisonniers politiques, que les grèves de la faim collectives à objectifs politiques ou humanitaires se multiplièrent en France... et ne cesseront plus dès lors d'alimenter (!) régulièrement l'actualité.

Nombreuses, elles sont néanmoins le fait de groupes très précis : les détenus « sociaux » et politiques qui revendiquent ainsi des améliorations de leurs conditions de vie ; les travailleurs immigrés en quête d'une régularisation de leur situation administrative ; les groupes non-violents soucieux de dénoncer des situations d'injustice...

Ces grèves collectives en outre sont rarement des grèves qui s'annoncent comme « jusqu'à la mort » s'il le faut. Elles se disent souvent « illimitées », mais il est presque toujours évident que leurs auteurs sont prêts à des concessions et à des abandons.

A cause de la multiplication des grèves de la faim individuelles à but personnel qui ne durent généralement pas longtemps, l'impression prévaut aujourd'hui que la grève de la faim est devenue une arme « galvaudée ». Mais en réalité cette arme n'est que rarement utilisée dans toutes ses possibilités.

En annonçant au printemps dernier qu'il mènerait une grève de la faim pour l'arrêt des expulsions de France des jeunes de souche étrangère, Christian DELORME, lui, comptait bien aller « jusqu'au bout » et sa détermi-

nation fut prise au sérieux au point qu'elle engendra un vaste mouvement de solidarité qui devait aboutir à plusieurs victoires.

C'est à cette grève de la faim et à ce mouvement que l'essentiel de ce numéro d'Alternatives Non-violentes est consacré. Près de six mois après, il nous a paru important en effet de « faire mémoire » de l'événement et d'essayer de l'analyser quelque peu. Il n'est pas fréquent que des luttes aient un tel retentissement et s'avèrent aussi rapidement efficaces, et sans doute la réflexion sur ce qui s'est passé peut servir d'enseignement.

Le travail que nous avons accompli est modeste ; il comporte une grande part de témoignages mais nous espérons qu'il sera bien reçu par tous ceux — dont beaucoup de nos lecteurs — qui ont été partie prenante de ce mouvement d'avril 1981.

Nous avons tenu à ajouter à ces textes sur la grève de la faim contre les expulsions deux articles consacrés l'un à la grève des détenus politiques irlandais, l'autre à la grève des ouvriers agricoles de Marinaleda en Andalousie.

La dernière grève des détenus irlandais qui s'est étendue du 1^{er} mars au 3 octobre de cette année et qui a compté dix morts, sans que le gouvernement britannique ne cède, a marqué beaucoup de gens, tenu en haleine des milliers d'hommes et de femmes sans que l'on comprenne toujours bien ce qui se passait. Christian MELLON qui vient d'achever un séjour de deux ans en Grande Bretagne a essayé de nous donner quelques « clés » pour comprendre. Mais reste le douloureux souvenir de dix jeunes hommes qu'on n'aurait pas voulu laisser mourir...

La grève d'Andalousie, observée en même temps que la grève de Lyon et précédée d'une première grève en août 1980, n'a guère eu, elle, l'écho qu'elle aurait également mérité en France. Roger MOREAU qui est allé cet été à la rencontre des animateurs de ce mouvement nous en retrace les raisons et l'histoire. A la lecture de ce texte, on mesure combien la grève de la faim est bien « l'arme des pauvres », la puissance des impuissants... à condition de ne pas être employée n'importe quand, n'importe comment et pour n'importe quoi.

Par amour et par colère

par Christian DELORME

Avril 1981 restera longtemps gravé dans des milliers de mémoires. Ce mois-là, en effet, en pleine campagne des élections présidentielles et autour de la Semaine Sainte des Chrétiens, s'est manifesté dans toute la France un étonnant (et détonnant !) mouvement de solidarité Français-Immigrés que rien ne laissait présager quelques semaines auparavant où, au contraire, le « climat » semblait plutôt propice au rejet des Immigrés, lesquels étaient accusés d'être responsables d'une partie de nos problèmes économiques et sociaux. Valéry Giscard d'Estaing, dans

la foulée de sa politique anti-immigrés, avait déjà répété des dizaines de fois que, s'il était réélu Président de la République, il résorberait le chômage en rendant à de vrais Français des milliers de postes de travail occupés par des immigrés. Et le Parti Communiste lui faisait écho, tendant de plus en plus à rajouter à ses slogans « Produisons et Achetons français », ceux de « Habitons et Travaillons français ...

Pourtant, la décision que nous avons été trois à prendre d'observer une grève de la faim illimitée jusqu'à l'obtention d'une circulaire ministérielle

stipulant que ne pourraient plus être expulsés de France des jeunes de souche étrangère nés dans ce pays ou y ayant passé l'essentiel de leur vie, cette décision a emporté l'adhésion de dizaines de milliers de personnes. Celles-ci, françaises et immigrées, de tous âges et de conditions diverses, de toutes les régions de France et d'horizons idéologiques très nombreux, ont fait vraiment corps (et cœur) avec nous, nous permettant ainsi de remporter plusieurs victoires dont la première a été cette extraordinaire mobilisation.

L'aboutissement d'une fidélité

Comment tout cela a-t-il commencé ? Qu'est-ce qui a pu permettre une telle éclosion du mouvement que nous avons lancé ? Telles sont les questions que beaucoup se posent.

L'initiative de cette grève de la faim a évidemment une longue histoire. Elle a été essentiellement l'aboutissement — et cela, beaucoup de gens l'ont compris — de plusieurs années de ma vie partagées

avec des jeunes Maghrébins, le fruit naturel pour moi d'une fidélité à plusieurs amitiés grandies dans la joie et la souffrance.

C'est presque « par hasard » qu'en 1973-1974, j'ai rencontré les premiers de ces jeunes. Je vivais en communauté sur le quartier lyonnais de Gerland avec d'autres jeunes se préparant au ministère sacerdotal dans le cadre de l'association des prêtres du Prado. Des enfants et des adolescents avaient l'habitude de se rassembler dans la cour et dans la montée d'escalier du petit immeuble

que nous habitions. Pour la plupart, ils étaient Algériens et ils ne demandaient qu'à entrer en relation avec nous. De « bonjour » en « bonsoir », des liens se sont ainsi progressivement tissés. La porte de notre logement, et particulièrement celle de ma chambre, se sont rapidement ouvertes à eux, et surtout nos cœurs se sont ouverts les uns aux autres.

Dans les heures et les jours passés ensemble à discuter, à jouer, à chercher du travail, à faire des sorties et des camps, etc., j'ai appris d'eux plus, sans doute, qu'ils n'ont appris de moi. Ils m'ont fait l'honneur de me laisser pénétrer dans leurs existences, celles de jeunes pleins de possibilités et encore pleins d'espérances, et nos existences, dès lors, ont été liées. Moi le petit bourgeois au cœur porté à gauche, j'avais lu bien des livres et bien des articles sur la vie des classes laborieuses, spécialement celle des immigrés. Ayant grandi dans le quartier de la Guillotière très marqué par une forte présence maghrébine, j'avais été témoin déjà de nombreuses injustices, notamment durant la guerre d'Algérie, à l'égard des hommes, des femmes et des jeunes venus de l'autre côté de la Méditerranée. D'avance j'étais solidaire de leur libération. Mais une chose est de savoir, une autre est de vivre vraiment les réalités. Et si j'ai trouvé beaucoup de joie à partager avec mes nouveaux amis, si nous avons beaucoup ri ensemble, bien des colères surtout se sont emparées de moi, bien des rages impuissantes m'ont pris, bien des sanglots m'ont saisi devant les mécanismes de rejet, les mécanismes d'expulsion de la vie sociale qui frappent les jeunes issus des familles prolétaires de souche étrangère. Au bout de la vie scolaire de la plupart des jeunes que j'ai rencontrés et aimés : l'échec. L'échec à l'école, l'échec dans les tentatives d'obtenir une formation professionnelle ou un emploi, l'échec dans les relations familiales, l'échec dans la rencontre des autres, l'échec toujours, l'échec encore...

Ces jeunes veulent leur place au soleil de l'existence, tout simplement. Ils demandent à vivre harmonieusement avec tous dans le respect de ce qu'ils sont. Mais la réponse qui leur est faite le plus fréquemment est une fin de non-recevoir. Alors

comment ne pas se révolter ? Comment ne pas chercher à « faire sa place » malgré et contre tout ? Ainsi certains en viennent-ils à commettre des actes dits « de délinquance ».

Etre jeune immigré en France, être jeune Maghrébin surtout, c'est avoir très vite affaire à la police, même quand on n'a rien fait : le délit de « gueule d'Arabe » suffit. Des garçons connus depuis 1973, pas un n'a échappé aux ennuis avec la police. Plusieurs ont subi la prison... et l'expulsion du territoire français, phase finale de l'expulsion sociale permanente.

Abdenabi

Il y a eu d'abord Abdelkrim, avec qui nous avons dû passer discrètement la frontière belge pour échapper aux policiers qui voulaient l'expulser. Puis il y a eu Mohamed. Et puis Mocef, expulsé à dix-sept ans. Et puis Amar. Et puis deux autres Mohamed. Et puis Belkacem. Et puis, et puis... Et puis ils ont voulu expulser Abdenabi KEBAILI, celui qui m'appelle son frère, celui que j'appelle mon frère. Alors qu'il était encore une fois en prison,



Christian DELORME et Abdenabi KEBAILI

dans le courant de 1980, j'avais promis à Abdenabi : « Je ne te laisserai pas expulser, dussé-je faire une grève de la faim ». Et j'ai tenu ma promesse.

Beaucoup de gens m'ont interrogé sur la période choisie pour entreprendre cette grève de la faim. J'ai jugé, c'est certain, que la campagne électorale pouvait être une bonne période. Car s'il y avait le risque que l'information sur notre mouvement soit noyée dans le flot des informations de la campagne, il y avait aussi la probabilité — et ce fut mon pari, et ce fut mon juste raisonnement — que les multiples débats publics organisés de-ci de-là par les partis politiques, pouvaient nous servir de caisse de résonance. J'ai estimé, également, que la coïncidence de la Semaine Sainte des Chrétiens avec notre initiative était l'occasion rêvée de provoquer les communautés chrétiennes à une solidarité précise avec des visages actuels du Christ souffrant. Mais la première raison du choix du mois d'avril 1981, c'est que ce mois-là, Abdenabi devait être expulsé de France, son arrêté étant sur le point d'être signé après un passage sans illusion en commission d'expulsion, et que je ne pouvais que m'y opposer... avec le seul moyen qui me restait, ce moyen de « la grève du manger » appris dans déjà quelque quinze années de fréquentation de la non-violence.

Un projet qui avait eu le temps de grandir

Il y avait cependant près de deux ans que le projet d'une grève de la faim illimitée contre les expulsions de jeunes de souche étrangère était « dans l'air », ou plutôt dans nos têtes à quelques-uns. A plusieurs reprises, nous en avions parlé avec François LEFORT, ce prêtre d'Alger dont la vie bourgeoise a été, elle aussi, bousculée, « détournée » par la rencontre des jeunes Maghrébins. Lui et moi et beaucoup d'autres, après avoir additionné les démarches et les suppliques pour épargner l'exil à des centaines de jeunes, nous étions bien conscients que seul un coup d'éclat parviendrait peut-être à dénoncer suffisamment fort et à arrêter l'injustice. Et l'idée de la grève de la faim s'était

installée dans nos esprits, à François et à moi, installée dans le futur de nos combats et de nos vies...

Mais deux choses me paraissent devoir être bien soulignées ici, car elles ont, de toute évidence, été déterminantes dans le succès du mouvement.

La première, c'est que le projet de grève de la faim illimitée n'a été fait qu'après que nous avions essayé, en vain, tous les moyens de lutte à notre disposition. Si nous n'avions pas pu témoigner que cette grève était un ultime combat, je ne crois pas qu'elle aurait recueilli tant d'adhésions.

La deuxième, c'est que François et moi, si nous sommes apparus ces dernières années comme des « spécialistes » du secours aux jeunes Algériens de France frappés de la peine d'expulsion (François plus encore que moi), nous n'en avons pas moins tout fait pour que nos combats soient partagés avec le plus possible d'autres personnes. Et, de fait, ils l'ont été, et cela s'est retrouvé dans le mouvement d'avril. « Initiative individuelle », ont sévèrement jugé les censeurs professionnels des Eglises et (dans une moindre mesure) des organisations et des partis, lorsque la grève a été déclenchée. Mais ils ignoraient, ces censeurs, que cette initiative avait grandi dans le ventre de multiples solidarités, qu'elle était devenue possible parce que plein de gens étaient devenus capables d'en comprendre le pourquoi et de s'y associer. D'autres que moi auraient pu lancer cette grève de la faim. J'ai été disponible et acculé à agir plus tôt : c'est tout.

« Craquer l'allumette »

A plusieurs reprises, déjà, je l'ai écrit et dit : au printemps 1981, il y avait « du gaz dans l'air », et il n'y avait plus, finalement, qu'à « craquer l'allumette ». Car si beaucoup de désespérance et de renoncement à la lutte apparaissaient comme le climat dominant de la fin d'un septennat giscardien que l'on croyait inévitablement promis à la reconduction, il y avait aussi, particulièrement chez ceux

— nombreux — qui sont proches des fils et des filles d'immigrés, beaucoup d'amour et beaucoup de souffrance et de colère accumulées à cause de cet amour. Et cette souffrance et cette colère rentrées, il devait être possible de les libérer... ce qui fut fait.

Le mouvement d'avril 1981 a recueilli toutes les solidarités vécues ces dernières années entre Français et immigrés. Il a permis à des tas de personnes qui se croyaient seules à rager dans leur coin, de se rassembler pour un grand coup.

Pour nombre de personnes, la grève de la faim a été aussi, je crois, comme un « dernier baroud » contre la politique de mépris du peuple de MM. Giscard, Barre et consorts, et j'ai la prétention d'imaginer que ces derniers s'en souviendront comme tel. Nombreux sont ceux qui nous ont rejoints sans croire que la victoire était au bout, mais ils voulaient quand même donner leurs dernières munitions et leurs dernières forces, comme pour dire : « Nous sommes peut-être vaincus, mais nous ne sommes pas domptés ».

Personnellement, en revanche, j'étais sûr de gagner, parce que j'étais déterminé à aller jusqu'au bout, et que je me disais : « Giscard peut difficilement laisser mourir un prêtre, et s'il le fait, il ne peut qu'être perdant ». Je « misais » néanmoins sur une cinquantaine de jours de grève de la faim, avec tout ce que cela ferait courir comme dangers à ma santé, or vingt-neuf jours ont suffi pour faire plier le genou au pouvoir d'injustice !

« Tu es fou ! tu vas y laisser ta peau », me disait courant mars un responsable syndical ami qui n'en sera pas moins un des premiers à se jeter dans la bataille et à y jeter son organisation. « Vous n'obtiendrez rien ; votre décision est stupide », m'avait crié pareillement le préfet de police de Lyon quelques jours avant le début de la grève, alors que je lui faisais part de mon intention, sûr que ce Chrétien sincère, fut-il de droite, en serait ébranlé. « Vous nous faites peur. La cause est juste, nous en sommes solidaires, mais le moyen de la grève illimitée et le moment choisi sont contestables. En avez-vous suffisamment parlé avec d'autres ? Réflé-

chissez encore », m'avaient paternellement dit mes évêques. Ils avaient cependant ajouté, et c'est tout à leur honneur : « Nous ne souhaitons pas que vous vous engagiez dans cette grève. Mais nous respectons votre liberté, et si telle est votre décision finale, nous serons forcés de vous soutenir. »

Le Comité Français-Immigrés de Gerland et le M.A.N.

A Gerland, en revanche, tous les amis du Comité Français-Immigrés, constitué depuis plus d'un an, étaient partants à commencer par plusieurs mères algériennes qui, en décembre 1980, se référant au dernier mouvement de grève de la faim de détenus politiques irlandais, m'avaient confié : « Il faudrait qu'on ait ce courage-là nous aussi pour arrêter l'expulsion de nos enfants. C'est une grève de la faim qu'il faut faire ». Dès la mi-mars, un appel signé par les mères de familles immigrées de Gerland et un autre rédigé par les jeunes Maghrébins de ce même quartier seront publiés par voie de tracts pour que soit soutenue la grève à venir.

Mes camarades du Mouvement pour une Alternative non-violente (M.A.N.) de Lyon, dont certains, dans les mois précédents, avaient déjà été capables de venir en aide à de jeunes expulsés revenus clandestinement en France et pourchassés par la police, ont adhéré eux aussi tout de suite au projet lorsque je leur en ai fait part. Le M.A.N. de Lyon, soutenu par le M.A.N. national, sera ainsi le « tremplin » de l'action. Lui et le Comité Français-Immigrés de Gerland ont été les « fers de lance » de tout ce qui s'est passé, témoignant que même de petites organisations sont capables de faire naître de grands mouvements quand elles sont animés de convictions assez fortes à défendre, quand elles savent juger de l'opportunité d'une action et quand elles font les efforts de concrétisation nécessaires.

Et puis il y a eu des dizaines et des dizaines d'autres ami(e)s, rencontré(e)s toutes ces années dans des combats divers qui, par fidélité autant à

des idéaux communs qu'à nos liens de fraternité, ont répondu « présent(e)s » à l'appel que je leur lançais. Je voudrais les citer tous et toutes, mais je crains trop d'en oublier un(e) seul(e). Trois personnes, a-t-on dit, ont « fait la grève de la faim ». En réalité, nous l'avons tous faite cette grève, de multiples façons, nous tous qui avons décidé, ce printemps 1981, de donner l'essentiel des heures de nos journées et la priorité de nos préoccupations à la reconnaissance du droit de vivre en France aux fils et filles d'immigrés.

Courant mars, j'ai diffusé chez mes amis, à environ cent cinquante exemplaires, un texte, rédigé d'ailleurs à la demande d'un de mes évêques, où j'expliquais mon projet. Or ces quelques pages ont été reproduites à un nombre d'exemplaires que j'ignore ; elles ont circulé d'une manière très large que je n'attendais pas. Des militants d'associations et de quartiers, des travailleurs sociaux et des avocats, des Français et des immigrés de tous âges, quelques amis journalistes aussi, se sont ainsi retrouvés dans l'exposé de ce projet. De telle sorte que le soir du 24 mars, quand se tient une première assemblée générale de préparation de la grève dans les locaux du Centre Chrétien Universitaire qui allaient nous accueillir, nous nous trouvâmes déjà cent cinquante personnes prêtes à nous investir sérieusement dans l'organisation du mouvement.

Jean COSTIL et Hamid BOUKHROUMA

Ce soir-là, revenant d'ailleurs tout juste de Paris où nous avions pris plusieurs contacts, nous étions deux à penser nous abstenir ensemble de manger : Abdenabi KEBAILI et moi. Mais la crainte que l'arrêté d'expulsion d'Abdenabi arrive et soit exécuté avec le début de la grève fixé au 2 avril, ce qui aurait pu briser le départ du mouvement, fit que les jours suivants nous décidâmes que mon ami ne m'accompagnerait pas de cette façon. Je risquais alors de me retrouver tout seul à jeûner... et je fis donc appel à Jean COSTIL.

Jean était depuis un peu plus d'un an en poste à Lyon, comme responsable local du Service Œcuménique d'Entraide C.I.M.A.D.E. Dès son arrivée, il s'était trouvé confronté au drame des jeunes expulsés et de leurs familles ; nous nous étions mis à travailler étroitement ensemble et depuis un an je lui répétais, mi-taquin mi-sérieux : « Il va falloir qu'on fasse une grève de la faim ! » Il était donc depuis longtemps « mis en condition », et quand je lui dis que j'avais besoin de lui, il ne se fit pas prier pour répondre : « Je t'accompagne ! »

Je pense que son mérite a été bien plus grand que le mien. En effet, il n'avait pas toutes les raisons affectives que j'avais, moi, de me lancer dans une pareille aventure. Par surcroît, étranger à la pensée et à l'action non-violentes, il n'avait pas mon « accoutumance » au moyen de la grève de la faim. Enfin, il n'eut pas le temps que j'eus moi de me préparer à cette décision. Mais un an de « bataille classique » et vaine contre les expulsions l'avait convaincu qu'il fallait « taper un grand coup sur la table ». Son caractère énergique demandait à secouer l'insecouable. Et notre amitié fit le reste...

La présence de Jean, pasteur de l'Eglise Réformée, à mes côtés, a été d'un bénéfice inestimable pour l'action. Elle a empêché qu'on me jette l'étiquette « d'idéaliste » ou celle de « gauchiste ». Elle a donné une dimension œcuménique concrète à la grève de la faim, à laquelle des milliers de Chrétiens ont été sensibles, surtout dans le cadre de la commémoration annuelle de la Passion du Christ. Elle a également permis que les responsables de l'Eglise Catholique et ceux de l'Eglise Réformée se stimulent mutuellement dans le soutien qu'ils ont été, en définitive, forcés de nous apporter. Car même si l'arme employée les faisait grimacer, pouvaient-ils nous reprocher, au risque de se déjuger, de concrétiser les appels à la fraternité Français-Immigrés qu'ils avaient heureusement multipliés ces dernières années ?

Hamid BOUKHROUMA, lui, le troisième gréviste, nous rejoignit de façon assez inattendue. Une amie l'avait amené « pour qu'il voie » à la deuxième

assemblée de préparation de la grève, le 30 mars. Ce soir-là, j'annonçais à deux cents personnes déçues qu'Abdenabi ne pourrait pas jeûner. Alors Hamid, que nous ne connaissions pas, se leva et dit dans un langage qui émut tout le monde : « Il faut qu'il y ait un jeune Algérien avec Christian DE-LORME. Je serai ce jeune. J'ai été moi aussi expulsé, et je n'ai qu'un titre provisoire de séjour. » Sa décision avait été prise en quelques secondes, nous n'avions pas à la discuter, et Hamid sut tenir son engagement. Nul doute que sa participation nous a valu la solidarité de beaucoup d'autres jeunes comme lui.



photo : C. BOISSEAU

Hamid : meeting de Gerland le 7 mai 1981

Réticences à Paris et dynamisme en Province

Fort du soutien actif de plusieurs centaines de personnes avant même le début de la grève, le mouvement ne pouvait que se développer.

En Algérie, François Lefort s'était activé. Un texte de solidarité avait été rédigé, qui recueillit la signature de la quasi-totalité des prêtres présents dans ce pays. Les évêques d'Algérie eux-mêmes, cardinal Duval en tête, étaient mobilisés et dès le 4 avril, au troisième jour de la grève, ils publièrent une déclaration de soutien qui secoua la hiérarchie catholique de France et qui encouragea le service national de la « Pastorale des Migrants », le Secrétariat des Relations avec l'Islam et la Commission épiscopale « Justice et Paix » à nous manifester une solidarité réelle.

A Paris, ces derniers services d'Eglise mis à part, la plupart des organisations sur lesquelles nous pensions pouvoir compter à cause de leur action dans l'immigration se firent plus que « tirer l'oreille ». « Comment un mouvement parti de Lyon peut-il prétendre à une audience nationale ? » s'interrogeaient-elles, victimes du complexe de supériorité parisien et aigries surtout de ne pas être à l'origine de l'initiative. Les animateurs de l'hebdomadaire « immigré » SANS FRONTIERE, heureusement, dont certains furent grévistes de la faim dans les années 1973-1974 pour l'obtention de papiers, avait fait le choix sans réserve d'être à nos côtés dès le début et, en nous ouvrant leur cœur autant que les colonnes de leur journal, ils furent d'un poids inappréciable dans la lutte. La C.I.M.A.D.E., elle, appuyait forcée. Et le M.A.N. de Paris eut tout le mérite, avec l'aide de quelques amis personnels, de mettre sur pied un comité de soutien. On lui reprocha de ne pas être « spécialiste » des problèmes de l'immigration. On lui fit valoir que demander l'obtention d'une circulaire était contraire à tous les combats qui avaient été menés contre une politique de réglementation de l'immigration par circulaires, oubliant que ce que nous demandions était une circulaire d'application de la Loi Bonnet en vue d'un « mieux », alors que jusqu'ici les circulaires, qui ne se rattachaient généralement pas à des lois,

n'avaient effectivement apporté que « du pire ». On lui opposa que se limiter à des revendications pour les jeunes était une discrimination inacceptable... Il tint bon, organisa même une grève de la faim de solidarité.

A Lyon, par bonheur, tout fonctionna de manière formidable. Des commissions s'organisèrent et rassemblèrent de plus en plus de monde : coordination des jeunes immigrés, coordination des femmes immigrées, relations avec la presse, popularisation de l'action, intervention sur les entreprises, liens avec les autres villes, action dans les Eglises...

Dès le lancement de l'action, cinquante avocats lyonnais, à l'initiative de M^e Jean-Loup Cacheux et avec le soutien du bâtonnier Paul Bouchet, signèrent une lettre destinée au Ministre de l'Intérieur. Le Collectif des Organisations Solidaires des Travailleurs Immigrés (C.O.S.T.I.), à l'animation duquel Jean Costil et moi avons beaucoup contribué, nous apporta lui aussi, dès les premiers jours et comme je m'y attendais, son soutien militant. Ce qui signifiait que nous rejoignaient notamment l'Union Départementale C.F.D.T., la Fédération du Rhône du Parti Socialiste, le P.S.U., la L.C.R., la Fédération des Centres Sociaux, la Ligue des Droits de l'Homme... lesquelles organisations secoururent leurs instances nationales avec succès.

En ce qui concerne la presse, un ami journaliste au quotidien régional « Le Progrès », Paul Gravillon, avait obtenu que son journal rende compte régulièrement et honnêtement de l'action. Pierrick Eberhard, correspondant lyonnais du quotidien « La Croix », soutenu par le responsable de la rubrique « société », Jean-Pierre Hauteœur, avait reçu les mêmes engagements de sa rédaction en chef à Paris. Ces deux quotidiens jouèrent un rôle irremplaçable dans la popularisation de la grève, le premier plus ou moins de bon cœur, le second en parfaite solidarité. Avec moins de rapidité (sérieux oblige !), « Le Monde » les suivit, grâce au correspondant Claude Régent et au rédacteur Jean Benoît.

Plusieurs autres journaux, magazines ou revues firent progressivement leur travail de répercussion de l'actualité que nous créâmes. L'Agence France-

Presse reconnut qu'elle n'avait jamais reçu autant de communiqués de soutien qu'à l'occasion du mouvement d'avril ! En revanche, les radios se firent très peu l'écho de nos initiatives et les chaînes nationales de télévision observèrent un silence honteux. Mais, malgré ce « boycott » dû à la main-mise des pouvoirs publics sur l'information audio-visuelle, notre mouvement « perça ». En plus de l'écho donné par les organes de presse précités, des centaines d'autres réseaux de communication militants fonctionnèrent avec une efficacité remarquable, ce qui représenta aussi une grande victoire.

Très vite, extraordinairement vite finalement, de toute la France, des milliers de personnes manifestèrent leur plein accord avec la lutte que nous avions lancée et montrèrent leur capacité de s'y adjoindre. Durant ce seul mois d'avril, plus d'une cinquantaine de comités de soutien se constituèrent à travers tout le pays ! Solidairement mêlés, s'y retrouvaient des Français et des Immigrés, croyants et incroyants, militants ou non, intellectuels et ouvriers, travailleurs sociaux et gens d'Eglises, non-violents et pas non-violents, socialistes, marxistes ou non, etc.

La « nébuleuse chrétienne »

En gros, trois grands groupes de gens ont été partie prenante de ce mouvement : des jeunes immigrés, des militants ouvriers ou/et politiques, des humanistes chrétiens ou non.

La « nébuleuse chrétienne » est, probablement, le « réseau » qui a été le plus jeté dans l'action. Cela, certes, du fait de notre qualité de pasteur et de prêtre à Jean et à moi, qui a interpellé. « Joignant l'acte à la parole, ces ministres de l'Eglise ne font-ils pas ce que nous devons attendre d'eux ? » se sont demandé beaucoup. Mais les chrétiens se sont aussi jetés nombreux dans cette action à cause de la célébration de la Semaine Sainte, voyant dans le soutien à notre grève l'occasion d'ajouter, eux aussi, des actes à leurs prières pour les opprimés. Et puis, si les « Français moyens » qui vont

à l'église ou au temple ne sont pas, dans leur grande majorité, très formés et progressistes en matière politique, en revanche ils sont très sensibles, parce qu'incités à cela par leurs pasteurs, à tout ce qui touche à la dignité et aux droits des hommes, et plus spécialement à la dignité et aux droits des familles et des jeunes. Or le combat que nous leur proposons était un combat pour les Droits de l'Homme, un combat pour que des familles ne soient plus séparées.

Les communautés paroissiales ou de prière, catholiques et protestantes, les aumôneries de l'enseignement, les monastères se manifestèrent plus facilement et plus activement que les mouvements spécialisés. Ceux-ci, pour la plupart, boudèrent la lutte, à l'exception de la Jeunesse Etudiante Chrétienne, et surtout du Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne (M.R.J.C.) et des Chrétiens en Monde Rural (C.M.R.), lesquels représentent certainement ce que l'Eglise Catholique de France compte de plus « avancé ». Le bureau national des Scouts de France fit connaître également son appui, ce qui est assez « parlant » quant à la large audience que nous avons obtenue.

L'objectif du mouvement avait le mérite d'être précis, concret, accessible, même s'il remettait fondamentalement en cause la politique anti-immigrés du régime en place, et cela ne pouvait que donner un espoir de réussir aux personnes habituellement incrédules quant aux possibilités de l'action politique et aux militants désespérant d'arracher quelque chose à MM. Giscard et Barre. Le moyen de soutien proposé le plus massivement : signer et envoyer des lettres et des pétitions au Ministre de l'Intérieur, avait en plus l'avantage d'être simple, à la portée de tout le monde. C'est le moyen qui a fait ses preuves avec notamment l'organisation Amnesty International, et plusieurs dizaines de milliers de lettres aboutirent ainsi sur le bureau de M. Christian Bonnet.

La plupart des organisations de solidarité Français-Immigrés de province se mirent dans la bataille ainsi que la plupart des organisations de défense des Droits de l'Homme, telles les sections de la Ligue de Droits de l'Homme, celles d'Amnesty ou de

l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (A.C.A.T.)... Les groupes de solidarité avec le Tiers-Monde se mobilisèrent nombreux également. Et les rejoignirent plusieurs associations familiales, plusieurs associations de parents d'élèves, plusieurs centres sociaux, des M.J.C.

Le soutien de François MITTERRAND et du Parti Socialiste

Le soutien de la C.F.D.T. fut clair et fructueux : des centaines de sections syndicales d'entreprises, plusieurs unions départementales se révélèrent partiellement prenantes de l'action et Edmond Maire adressa une lettre importante au Premier Ministre (1). Des sections C.G.T. nous appuyèrent aussi, même si leurs instances dirigeantes faisaient le mort à l'exemple du Parti Communiste. A Lyon, l'Union Départementale C.G.T. publia un communiqué de soutien sur la pression d'une partie de sa base.

La solidarité manifestée par François Mitterrand et le Parti Socialiste fut, évidemment, une grande chose. Plusieurs militants socialistes de Lyon y furent pour beaucoup, à commencer par Andrée Chazalette et le sénateur-maire de Saint-Fons Franck Sérusclat, ainsi que Jean Perraudeau, un des responsables nationaux de la Commission « Immigration » du P.S. Lors du meeting du 2 avril de François Mitterrand à Lyon, le démarrage de notre mouvement fut amplement annoncé et applaudi, comme il le sera dans la plupart des autres meetings qu'organiseront en avril, à travers la France, les socialistes. Dès le 4 avril, Pierre Mauroy nous rendit visite au nom de François Mitterrand et du Parti Socialiste. Moins d'une semaine après, le 10, Jean Le Garrec vint me renouveler cet appui lors d'une conférence de presse donnée à Paris dans les locaux de SANS FRONTIERE. De son côté, Lionel Jospin demandait à toutes les Fédérations du P.S. de nous soutenir activement, et le 17 avril,

(1) Lettre dont le texte est publié dans ce numéro en page 48.

François Mitterrand nous adressait son propre témoignage de solidarité (2), assorti de l'engagement que, s'il était élu, les expulsions de jeunes ne se feraient plus...

Ce soutien, exprimé si rapidement, était courageux, car il ne jouait pas forcément dans l'intérêt du candidat aux élections présidentielles. Pour François Mitterrand, ce fut certainement une question de fidélité à ses convictions et je crois que lui non plus n'est pas prêt d'oublier le mouvement que nous avons vécu et auquel il a su s'associer. Il est d'ailleurs assez révélateur que l'une des toutes premières mesures du gouvernement socialiste a été de proclamer fortement la fin des expulsions de jeunes.

Il n'est malheureusement pas possible de donner ici la liste de tous les soutiens reçus, en raison de leur nombre impressionnant. L'information sur notre action circula dans plusieurs pays et des messages d'amitié nous parvinrent de Belgique, de Suisse, d'Italie, de Grande-Bretagne... et évidemment du Maghreb. Fait nouveau et extrêmement important, les autorités algériennes nous soutinrent, notamment par le biais d'une déclaration de l'Amicale des Algériens en Europe et en faisant de la publicité à notre action en Algérie même. Elles se réjouirent (cela me fut dit en mai à Alger) de la démarche que nous fîmes le 21 avril auprès de la Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U. à Genève, comme du dénouement heureux de notre lutte.

Le gouvernement marocain, lui, ne se manifesta évidemment pas, mais un jeûne de solidarité, réunissant des intellectuels musulmans et chrétiens, eut lieu à Rabat au moment du vendredi saint. Autre jeûne de solidarité que nous n'avons appris que bien plus tard : celui que fit, cinq jours durant, un groupe de Chrétiens de Fortaleza au Brésil...

Il n'est pas davantage possible de raconter toutes les péripéties du mouvement d'avril 1981, toutes les initiatives que l'on a vu éclore : jeûnes publics, manifestations de rues, démarches multiples de

gens connus et de « militants de l'ombre », fêtes... Un grand mouvement a existé, qui a marqué profondément ceux qui s'y sont donnés. Des centaines de groupes auraient des choses à rapporter et il faut qu'ils en gardent mémoire afin que ce qui a été vécu les aide dans le présent et l'avenir de leurs luttes.

Forces et faiblesses du mouvement

Ce mouvement a eu ses forces et ses faiblesses et, depuis, certains en ont retenu surtout les faiblesses, discréditant à partir d'elles ce qui fut globalement formidable.

Le premier écueil sur lequel nous avons buté, à mon avis, a été la participation des jeunes immigrés. Nous l'avions proclamé haut et fort : un des objectifs larges de la grève de la faim était de permettre l'expression des jeunes « de la Deuxième Génération ». De fait, beaucoup d'entre eux se sont retrouvés dans le mouvement et s'y sont montrés extraordinaires. Mais les militants français n'ont pas su toujours leur laisser la place, moi le premier ; une attitude « paternaliste », un manque de confiance dans leurs capacités à lutter ont trop souvent joué.

Dans le même sens, si de nombreux militants ouvriers ont été présents, le mouvement est resté très marqué par la participation de bonnes volontés venues (comme Jean Costil et moi) de la « classe moyenne », laquelle est dominante dans les communautés chrétiennes, les mouvements non-violents, « tiers-mondistes » ou de défense des Droits de l'Homme... et au Parti Socialiste ! De ce fait, la dimension de lutte des classes nécessaire à l'instauration d'une vraie solidarité Français-Immigrés dans notre pays a été par trop occultée.

Durant tout ce mouvement, j'ai été moi-même sans cesse tiraillé entre deux stratégies : valoriser la dynamique de lutte des jeunes prolétaires immigrés et faire jouer le poids des hiérarchies ecclésiastiques (poids dû à l'existence d'un peuple chrétien sans lequel ces hiérarchies ne seraient rien). Or, les deux allaient difficilement ensemble et la nécessité d'obtenir rapidement un résultat a conduit

(2) Texte publié en page 49.

à ce que s'est imposée, en définitive, la deuxième stratégie, quand bien même la première avait ma préférence. De ce fait, certains jeunes immigrés ont eu le sentiment de n'avoir été que des jouets dans cette lutte et ils ont vécu l'intervention des hiérarchies ecclésiastiques comme un « court-circuitage », une confiscation, une neutralisation de leur combat. Je le regrette profondément, sans bien savoir ce qu'il eût été possible de faire pour éviter cela (l'idéal

aurait été que les autorités ecclésiastiques viennent jeûner avec nous plutôt que d'essayer de faire jouer leur influence, certes réelle, auprès de leurs « homologues » de la société civile). Mais je n'en suis pas moins persuadé que le début de mobilisation, de prise de parole des jeunes immigrés auquel nous avons assisté, a constitué un événement qui est prometteur de beaucoup de suites et qui a été, malgré tout, une victoire essentielle du mouvement.



Manifestation du 22 avril 1981 à Lyon

photo : D. PERRON

La victoire sur Giscard

Le 29 avril, profitant (bien plus qu'à cause) d'une démarche qu'avaient faite les plus hautes autorités catholiques et protestantes françaises, le gouvernement de M. Barre acceptait de suspendre les expulsions de jeunes pour trois mois et d'engager une discussion avec notamment le comité de négociation (Roby Bois, André Coste, Stanislas Mangin et Jean-Marie Muller) que nous avions désigné dès le début de la grève. Jean, Hamid et moi décidions alors de suspendre notre grève, en accord avec nos négociateurs, mais en désaccord avec la plupart des animateurs du mouvement lyonnais de soutien.

Il nous semblait en effet (et je ne crois pas que nous nous soyons trompés) que nous avions déjà remporté une victoire extraordinaire sur le gouvernement d'alors qui jusqu'au bout avait dit : « Nous ne céderons pas ! » (affirmation faite encore le 27 avril à Lyon par le Secrétaire d'Etat aux Immigrés, Lionel Stoléru, à l'évêque auxiliaire Maurice Delorme). Avant le deuxième tour des élections présidentielles, nous ne pouvions guère espérer plus et, surtout, le gouvernement ayant relancé la balle dans notre camp, les milliers de personnes « apolitiques » qui nous soutenaient sur la base de la défense des Droits de l'Homme n'auraient pas compris et nous auraient lâchés si nous n'avions pas accepté la main qui nous était tendue, même si cette main était piégée. MM. Giscard et Barre, s'ils avaient conservé le pouvoir, auraient certainement cherché à nous « rouler » mais alors nous aurions pu reprendre la grève, accompagnés cette fois de dizaines d'autres amis dont plusieurs jeunes

immigrés qui y étaient prêts. Notre tort, en suspendant notre grève, a été de ne pas dire aussitôt que nous étions prêts à la reprendre si nous ne devions pas avoir gain de cause à l'issue des trois mois de discussion. Il a été, aussi, de ne pas avoir trouvé le moyen d'expliquer suffisamment nous-mêmes à tous ceux qui nous soutenaient les raisons de notre interruption de grève. Beaucoup ont souffert d'une annonce trop brutale de notre décision, qui a brisé leur élan. Tant de choses commençaient à peine à naître et à se développer !

Notre décision, en tout cas, a permis à François Mitterrand et au gouvernement socialiste de se sentir libres de prendre d'eux-mêmes les mesures que nous voulions. Ce qui ne m'empêche pas d'être persuadé que, si ce mouvement n'avait pas eu lieu, les jeunes immigrés pourraient toujours être aussi facilement expulsés de France. Car, malgré leurs bonnes intentions, s'ils n'avaient pas eu l'assurance qu'il existait un soutien populaire, les socialistes au pouvoir n'auraient jamais osé prendre des mesures tant refusées par ailleurs, notamment par des policiers, des maires (même « socialistes ») et des juges. La preuve nous en a malheureusement été donnée ce mois de septembre 1981, où la nouvelle législation réglementant l'immigration qui a été imposée aux votes des députés par le gouvernement (essentiellement par MM. Defferre et Hernu) est très nettement en retrait par rapport aux propositions du Parti Socialiste...

Garmia, jeune Algérienne de Gerland, le disait bien : « Cette grève de la faim, c'est comme une majuscule au début d'une phrase : tout reste encore à écrire... »

Éléments en vue d'une analyse politique

par Christian BABOIN-JAUBERT

Le préalable pourtant indispensable

Le temps et la disponibilité nous ont manqué pour **inventorier avec précision** les expressions et manifestations, sous leurs multiples formes, de toutes les forces sociales et politiques qui se sont fait jour lors de la grève de la faim d'avril 1981 à Lyon contre les expulsions. Cet inventaire devrait se doubler d'un **repérage chronologique** de ces mêmes expressions et manifestations pour les mettre dans une exacte perspective. C'est là le seul point de départ d'une analyse politique au sens sérieux du terme.

Faute d'un tel préalable, nous ne proposons ici que des **éléments** en vue d'une analyse que d'aucuns ont sans doute déjà entreprise sans attendre le présent article. Ces éléments peuvent servir de complément utile.

Un fil conducteur

Ce fil nous est fourni en termes « incendiaires » par Christian Delorme dans une intervention aux « Journées Maghreb » de Marseille le 30 mai 81 : « je savais qu'il y avait du gaz dans l'air et que l'heure était venue de craquer l'allumette ».

Une telle remarque, traduite en termes de **philosophie politique**, revient à prendre en compte la **distinction** clairement formulée par Hegel et reprise

après lui, à leur manière, par Marx et bien d'autres, **entre l'Etat et la Société civile**. La **Société civile** est principalement fondée sur des activités économiques (besoins, production, échanges, consommation...) en même temps que sur des activités culturelles (ressentir, parler, penser, imaginer, éduquer...). L'**Etat** est l'institution suprême que la société se donne pour l'ensemble d'elle-même, en vue d'organiser, d'exercer, de contrôler le pouvoir politique. L'Etat est le pouvoir politique institutionnalisé par et dans la société.

Le projet démocratique

Ce que l'on nomme la **démocratie** dans les pays occidentaux depuis deux siècles n'est pas autre chose qu'un mode de rapports entre la société et l'Etat, un mode de fonctionnement de l'Etat par rapport à la société censé permettre aux sujets de la société de revenir des citoyens de l'Etat, c'est-à-dire co-responsables de diverses manières, à divers degrés, de sa marche. Ce mode de rapports entre la société et l'Etat, tel qu'il s'est historiquement institué, est dit **représentatif** avec ses mécanismes électoraux et son organisation de partis politiques en vue de la conquête légale du pouvoir.

La démocratie ainsi instituée dans l'Etat ne peut pas ne pas **rejaillir sur l'organisation de la société**, de son action économique, de ses activités culturelles. Une société qui entend se donner, à un moment de son histoire, un Etat démocratique

s'affronte inévitablement à sa propre démocratisation. Le choix de la démocratie politique, dans une société qui n'est pas homogène mais le plus souvent divisée en groupes, couches ou classes sociales, provoque la question de la démocratie sociale économique, culturelle. Et tout l'art de la politique (au sens péjoratif du terme) consiste à éluder d'aussi redoutables questions !

Forts de ce « détour théorique » par la Société, l'Etat et la Démocratie, nous pouvons revenir à notre exercice de pyromanie du départ. Le gaz dans l'air évoque une certaine situation de la société française en avril 81 et « l'heure de craquer l'allumette » désigne la décision politique qui va provoquer une forme de rapport — démocratique — entre la société et le pouvoir d'Etat. Pour obtenir de l'Etat une décision conforme à un certain style de vie en société.

La mise à feu

Un certain nombre d'éléments nous semblent devoir être retenus ici, dont l'énumération n'est pas limitative mais veut jouer comme « amorce » en vue d'une analyse plus large. Ces éléments sont au nombre de trois.

Une mauvaise conscience des Français

Parmi les choses apprises à l'école, « obligatoire » ou « libre », plus sans doute par tradition orale que par écriture, figure le mythe de la **Révolution française**. France, patrie de la Liberté. Droits de l'Homme. Liberté, Egalité, Fraternité. Chaque homme a deux patries, la sienne et puis la France... Et peut-être ce mythe se doublerait-il, chez les Français catéchisés, de l'Utopie de la Révolution culturelle des Béatitudes ?

Ce mythe, comme discours fondateur de la Société sur elle-même, n'empêche pas la vie de se dérouler dans les réalités quotidiennes qui

font du Français moyen ou supérieur — Français confronté au mélange moderne des races, idiomes, cultures (et odeurs...) — **un raciste à part entière**, à l'image de tout autre citoyen dans le vaste monde. Français qui, dans un bon mouvement, irait jusqu'à concéder : « le racisme, c'est comme les Algériens, ça ne devrait pas exister ! »

Des choses ont néanmoins choqué, ça et là, fin 80 début 81, des zones de l'opinion publique : filtrage des étudiants étrangers en France alors qu'on veut la culture française universelle ; découverte des « esclaves » turcs dans le travail au noir de la confection parisienne alors qu'on dénonce le dumping des textiles sud-coréens ; coups de bulldozers spectaculaires à Evry alors qu'on « résorbe » les bidonvilles. Et pour finir ces expulsions de jeunes algériens nés en France. « Il y avait du gaz dans l'air ».

Une démobilisation dans la campagne électorale

Au printemps 81, les Français dans leur ensemble sont parfaitement conscients de l'**importance des enjeux électoraux** mais ils sont désabusés. Le « phénomène Coluche » ne révèle pas un désintérêt ironique par rapport à la politique mais une désillusion amère à l'égard de la « classe politique » qui sert de bouc émissaire. Comme la politique, entre nous, serait belle, n'est-ce pas, sans les affreux politiciens ! A cette époque les militants politiques eux-mêmes (tout comme les syndicaux) n'ont vraiment pas le « moral » et ont peu de « foi ». Les Français ont l'impression de ne pas avoir de prise sur les événements et se font spectateurs sans passion de l'Etat spectacle et de l'Opposition spectacle.

Pour beaucoup, personnes et groupes, personnes se formant en groupes, sur la toile de fond de la « mauvaise conscience » évoquée ci-dessus, la grève de la faim d'avril 81, qui recouvre la période de la première campagne électorale, va apparaître comme un événement sur lequel on peut enfin avoir prise et dont on s'empare selon un certain spontanéisme. **Une mobilisation dont on prend l'initiative.**

alternatives

non violentes

***REVUE TRIMESTRIELLE
de RECHERCHES
et de CONFRONTATIONS
SUR LA NON-VIOLENCE***

3, rue Dumenge 69004 Lyon

Vous voulez mieux comprendre les mécanismes de la violence, des violences : course aux armements, militarisation des sociétés, violence politique des Etats, injustices sociales, violences marginales ou populaires...

Vous cherchez à approfondir les fondements psychologiques, culturels, sociaux, politiques de la non-violence, à savoir si la nonviolence représente vraiment une alternative et non une utopie généreuse.

Vous vous demandez si les moyens d'action non-violente sont efficaces, et vous cherchez à connaître des exemples historiques ou contemporains de luttes populaires non-violentes.

Vous vous interrogez sur la nature du projet de société dont peut-être porteur une stratégie de libération non-violente, sur la manière dont celui-ci s'articule avec le socialisme, l'autogestion, le féminisme, l'écologie...

Vous tenez à être informé des principales recherches sur la paix, des études sur la défense populaire non-violente, menées dans divers pays.

**ALTERNATIVES NON-VIOLENTES VOUS PROPOSE, 4 FOIS PAR AN,
AUTOUR D'UN THEME PRECIS :**

**DES DOSSIERS DE DOCUMENTATION,
DES ARTICLES DE FOND,
DES ENTRETIENS AVEC DIVERSES PERSONNALITES
DU MONDE POLITIQUE, SYNDICAL, UNIVERSITAIRE...
DES DEBATS CONTRADICTOIRES,
DES ANALYSES DE LIVRES.**

Depuis 3 ans, nous avons publié...

NUMÉROS DISPONIBLES

N° 33 DEFENSE POPULAIRE NON-VIOLENTE

Peut-on se défendre sans armes ? Diverses expériences historiques (Prague 68) permettent de penser que oui. Et des gouvernements commencent à y penser... (6 F).

N° 34 DESOBEISSANCE CIVILE

Le droit de désobéir - Apprendre à l'organiser collectivement contre tous les arbitraires (réédition mise à jour) (15 F).

N° 35 LA POLITIQUE DE LA PEUR

Comment l'Etat gère la peur pour mieux administrer sa sécurité (10 F).

N° 36 CHRISTIANISME ET VIOLENCES

L'hypocrisie des Eglises face aux différentes formes de violences (militaire, politique...). Débats sur la non-violence avec René GIRARD (15 F).

N° 37 SURARMEMENT ET SOUS-DEVELOPPEMENT

Sous les termes officiels de désarmement et de développement, la réalité : course aux armements, militarisation sociale, exploitations économiques du Tiers Monde... On en parle comme des plaies à guérir, on s'en sert comme outils de domination (15 F).

N° 38 VIOLENCES BANALES

Mieux comprendre ces « petites violences » quotidiennes dont nous sommes les témoins, les victimes... ou les acteurs. Un dialogue Michel Bosquet et Serge July (15 F).

N° 39 LA DEFENSE CIVILE EN QUESTION

Diverses études françaises et étrangères sur la défense civile et la militarisation. Un dossier essentiel sur la grève de la faim en Bolivie en 1978 (15 F).

N° 40 FEMMES ET VIOLENCES

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir, une approche historique de l'oppression des femmes (15 F).

N° 41 LES TRAVAILLEURS FACE A L'ARMEMENT

Quelle reconversion ? Une table ronde CFDT MDPL MAN et Mouvement de la Paix (15 F).

N° 42 GREVES DE LA FAIM

Des analyses et des témoignages sur la grève de Lyon contre les expulsions de jeunes immigrés en avril 1981. La grève des prisonniers irlandais. La grève des paysans andalous (15 F).

QUAND LA PRESSE PARLE D'A.N.V.

« Nous avons plaisir à signaler la revue **ALTERNATIVES Non-violentes**. La générosité, l'ardeur, et même la contestation radicale, n'y vont pas sans lucidité ni réalisme. »

Yves FLORENNE, LE MONDE.

« Toutes les objections et critiques que vous pourrez faire à ces adversaires de la logique militaire (les objecteurs de conscience), ils se les ont déjà faites eux-mêmes. Vous les trouverez discutées dans la revue **Alternatives Non-Violentes**, dont la réflexion politique se situe à un niveau et est empreinte d'une honnêteté que l'on ne trouve nulle part ailleurs. »

Michel BOSQUET, LE NOUVEL OBSERVATEUR.

Abonnez-vous, Abonnez vos amis

Tarif minimum : 60 F - Tarif de soutien : à partir de 90 F - Etranger : 75 F.

Bulletin à renvoyer à A.N.V., 3, rue Dumenge 69004 LYON.

Chèque à l'ordre de ANV - CCP 2915-21 U LYON



Nom Prénoms :

Adresse :

Souscrit à abonnement(s) d'un an (4 numéros) à partir du n°

Désire recevoir exemplaire(s) du N°

..... exemplaire(s) du N°

..... exemplaire(s) du N°

Verse la somme de F par chèque postal, bancaire, mandat (rayer la mention inutile).

Désire recevoir exemplaires de ce tract (gratuit).

Date :

Signature :

Directeur de Publication : Ch. DELORME
Dépôt légal : 4^e trimestre 1981

Commission paritaire n° 54826
Imp Reynaud, 10, rue du Soleil, Saint-Etienne

Enfin des tracts que l'on décide de composer et de diffuser soi-même. Des réunions que l'on programme de son propre chef où l'on ne parle pas la « langue de bois » des militants es-qualités. Des manifestations qui ne sont pas télécommandées depuis un état-major technocratique et parisien ! De la campagne électorale on aurait pu attendre un feu purificateur. Et voici qu'une allumette a craqué là où on ne l'attendait pas...

Dans l'Eglise catholique française, une superposition d'objectifs

L'impact de la grève a vite été très fort dans les milieux chrétiens et notamment catholiques (du fait même de la prépondérance statistique du catholicisme). D'abord parce que le prêtre y détient, par héritage des temps « cléricaux », un prestige encore considérable (même s'il est... déconsidéré), prestige que de façon paradoxale le prêtre redouble dès lors qu'il en prend le contre-pied. Ensuite parce que les catholiques, traditionnellement mal à l'aise en politique (du côté de l'Etat) où on se salit inévitablement les mains, raffolent du « social » (du côté de la société civile) où l'on peut lutter, jeûner, prier, se sacrifier pour des causes nobles. Parce que enfin, une fois n'est pas coutume, les Fils de Lumière ont été habiles à s'organiser, informer, diffuser, utiliser, « groupe-pressionner ». Dans cette fin de XX^e siècle, le sermon sur la montagne n'est pas incompatible avec la dynamique de groupe.

Un certain nombre d'évêques, pour ne pas mentionner les responsables des Eglises protestantes dont le poids et le style de gouvernement ont leur originalité propre, et notamment l'évêque de Lyon, pressés par certains de leurs fidèles, sans que soit exclu bien sûr leur propre zèle apostolique, ont fini par se saisir de l'affaire et l'ont traitée à la manière romaine c'est-à-dire dans la négociation discrète, sinon secrète, de « pouvoir à pouvoir », d'autorité à autorité. Cette négociation semble avoir été très efficace. De surcroît, elle semble avoir révélé du côté de l'Eglise ce que je nommerai une « dérive par superposition des objectifs » : à l'objec-

tif numéro 1 — arrêter le scandale humain et chrétien des expulsions — s'est superposé un objectif numéro 2 — arrêter le scandale ecclésiastique de ministres du culte grévistes de la faim ! Ici, il ne s'agit plus de vulgairement « craquer l'allumette » mais de rallumer les cierges de la procession médiévale du pouvoir indirect en matière temporelle. Il s'agit entre autres de l'art de faire pression sur le pouvoir sans lui faire perdre la face mais avec le risque inévitable d'un prêté pour un rendu (ou en langage politicien trivial de devoir renvoyer l'ascenseur...).

Points de suspension...

Au cours des événements politiques du printemps 81, les Français finalement ont été aussi retenus dans leur victoire (c'est-à-dire la défaite pour l'autre moitié, encore que le nombre des... socialistes-de-cœur ait connu une ascension vertigineuse) qu'ils avaient été retenus dans la bataille. En cette fin d'été 81, la dominante est la **précarité** pour l'Etat comme pour la société, pour les immigrés comme pour les citoyens. Tout était démocratiquement gagné. Rien n'est réellement acquis, y compris la démocratie.

Deux points, entre autres, méritent pour finir notre attention.

Les phénomènes de basculement

Ce sont essentiellement à l'origine des phénomènes d'opinion publique, ce qui souligne en même temps leur fragilité.

EN CE QUI CONCERNE LES IMMIGRES

Le « retournement » a déjà été souligné. La campagne électorale avait commencé dans l'hostilité à l'égard des immigrés et elle s'est achevée

sans que presque plus personne n'ose dire quoi que ce soit contre eux. Et la charnière de ce retournement est apparue de façon symbolique au 69 de la rue Pasteur à Lyon, lieu de destination du communiqué émanant du Premier ministre (bientôt démissionnaire) et annonçant la suspension provisoire des expulsions, et lieu où s'était effectuée la visite (parmi tant d'autres) de celui qui allait devenir nouveau Premier ministre. L'ancien pouvoir alors en place avait donc, au moins provisoirement, cédé et ce qui allait être le nouveau pouvoir s'était clairement prononcé et engagé. Avant même le retournement électoral, le retournement en faveur des immigrés était acquis, les deux retournements restant néanmoins imbriqués.

La victoire contre les expulsions avait été emportée sur un terrain de lutte « mou », domaine social, socio-culturel, spirituel, domaine où l'opinion publique fait plus facilement la loi. Et cela par opposition à des terrains de lutte plus « durs » comme l'orientation de l'économie ou la « sécurité nationale », domaines où le pouvoir d'Etat doit rester intraitable. Mais en cette fin d'été 81, la C.E.E. compte 9 millions de chômeurs et les P.M.A. (1) 900 millions d'affamés. Les problèmes de société sont devenus tels que les Etats, trop grands pour les petits problèmes et trop petits pour les grands, prennent le vertige tandis que risque de vaciller la démocratie...

EN CE QUI CONCERNE LE CHANGEMENT

Le nouvel Etat, comme tout Etat, reste l'Etat. A titre symbolique, si le préfet de police de Lyon a reçu une autre affectation, un nouveau préfet de police a été nommé (qui portera bientôt un autre nom). Et l'Histoire nous enseigne que lorsqu'il n'y a plus d'Etat, il y a la barbarie... L'« état de grâce » a cédé la place à l'« état de chantier » : décentrali-

sation, nationalisations, nouveaux déficits, nouveaux impôts, nouveaux emprunts. Nombreuses réformes en perspective.

Mais la société ? On ne la réforme pas par décrets. Le dilemme reste toujours le suivant : un Etat fort rend la société serve, un Etat faible laisse la force aux plus forts dans la société. Dans une société qui réclame ses libertés contre l'Etat et sa propre transformation contre une part d'elle-même, le rapport des forces est tel que les changements ne peuvent s'y opérer qu'en s'opposant aux pouvoirs sociaux dominants mais avec l'appui de l'Etat. Le signe symbolique du « changement » de la société ne serait-il pas paradoxalement le suivant : comment la société française va-t-elle accepter de reconnaître les immigrés comme citoyens ?

Le paradoxe de la non-violence

« Il y avait du gaz dans l'air ». Les grévistes de la faim n'ont pas voulu de déflagration. Une déflagration est presque toujours suicidaire, elle emporte tout sur son passage, les « bons » comme les « mauvais ».

« L'heure était venue de craquer l'allumette ». Il ne s'agit pas de la flamme de l'incendie mais de la flamme de la prise de conscience. Pourquoi'elle ne soit pas un feu de paille, il lui faut se prolonger en formation, éducation. Non pas endoctrinement. Il s'agit d'une lutte contre l'adversaire où ne s'avilisent pas mais grandissent ceux qui luttent et où l'adversaire n'est pas éliminé mais remis à sa place.

Dans la poudrière du XX^e siècle finissant où l'on aligne quatre tonnes d'explosifs par tête d'humain, sans compter les explosifs sociaux et politiques, semblable forme de non-violence serait-elle la dernière chance de la démocratie ?

La grève de la faim est-elle une action démocratique ?

par Jean-Marie MULLER

« Le recours à la grève de la faim, écrit l'éditorialiste du **Monde** daté du 5 mai 1981, est une arme déjà ancienne, en particulier en Irlande. Mais ce moyen d'action connaît actuellement un net regain en Europe après avoir été remis en honneur en Inde par Gandhi et ses amis. » En effet, les grèves de la faim, et tout particulièrement les grèves de la faim illimitées, se multiplient. Pourtant les réserves, les réticences, les désaccords et même les désaveux demeurent extrêmement répandus devant ce moyen d'action. La grève de la faim reste pour beaucoup un moyen suspect et équivoque. Parmi les objections avancées, celle qui revient peut-être le plus souvent est d'affirmer que la grève de la faim n'est pas un moyen d'action « démocratique ». Notre propos ne veut pas être d'infirmier totalement ce jugement. Nous pensons, au contraire, qu'il comprend une part de vérité et qu'il caractérise la nature particulière de la grève de la faim comme moyen de lutte. Pour autant, nous ne pensons pas que tous les arguments avancés soient justes et, surtout, il ne nous semble pas que ceux-là mêmes qui s'inscrivent dans la réalité des faits constituent une objection qui serait de nature à disqualifier ce moyen d'action. Tentons de démêler cet écheveau.

UNE ACTION FORTEMENT PERSONNALISEE

Prenons tout d'abord l'hypothèse d'une grève de la faim illimitée (1) entreprise par une ou un nombre restreint de personnes. Il est sûr que l'action est alors très fortement personnalisée. Le ou les noms des grévistes ainsi que leurs visages seront un élément essentiel de l'information qui fera connaître l'action auprès de l'opinion publique. Soulignons d'emblée que cette forte personnalisation ne nous semble nullement jeter le discrédit sur l'action. Qu'une ou quelques personnes décident de s'engager dans une action où elles prennent des risques très importants pour dénoncer et combattre une injustice dont elles ont une conscience toute particulière alors que la majorité reste silencieuse, ne saurait passer pour un fait regrettable. Ce qui est regrettable c'est précisément que les autres restent complices.

(1) Sur la différence de nature qu'il existe entre une grève de la faim selon qu'elle est limitée ou illimitée, voir notre livre « **Stratégie de l'action non-violente** », Coll. Points Politique, Ed. du Seuil, Paris, 1980, p. 130 s. et 153 s.

Dans la mesure où la grève de la faim est une action fortement personnalisée, la personnalité du ou des grévistes entre pour une part essentielle dans la crédibilité, et donc dans l'efficacité de l'action. Les grévistes se font les porte-parole à la fois de ceux qui sont victimes de l'injustice dénoncée et de ceux qui luttent contre elle. Il importe donc qu'ils soient reconnus par les uns et par les autres. Si ce n'est pas le cas, l'action risque d'être d'emblée vouée à l'échec.

Cependant la grève de la faim opère une rupture avec l'action menée au jour le jour par les organisations qui s'efforcent, par les moyens qui leur sont propres, de lutter contre l'injustice mise en cause. La décision d'entreprendre une grève de la faim se fonde précisément sur l'analyse selon laquelle toutes les interventions faites jusqu'à présent dans le cadre traditionnel des organisations qui se préoccupent du problème s'avèrent insuffisantes pour y apporter une solution. Dans un premier temps, cela n'est pas fait pour plaire aux dites organisations qui auront l'impression de se trouver en quelque sorte dépossédées de leur propre action. Et cela leur laissera un arrière-goût de frustration. C'est la raison pour laquelle, s'ils sont consultés avant le début de la grève de la faim, les dirigeants de ces organisations s'efforceront de faire valoir plutôt les raisons qui tendent à montrer que pareille action est inopportune. Il faudra généralement qu'elles soient placées devant le fait accompli pour qu'elles acceptent d'être solidaires, sans qu'elles le soient toujours de manière très active.

BRISER « LE COURS NORMAL DES CHOSES »

La grève de la faim veut dramatiser la situation en déclarant l'état d'urgence. Elle veut produire une accélération du temps : en ne voulant plus tolérer l'intolérable, en refusant d'entendre encore les arguments des personnes raisonnables qui font l'éloge de la patience et de la prudence, en exigeant

que la solution qui s'impose soit mise en œuvre sans plus tarder, le ou les grévistes brisent « le cours normal des choses » et prennent en quelque sorte à contre-pied ceux qui s'en accommodent et acceptent finalement de le suivre. Les grévistes affirment qu'ils n'ont plus le temps, ils refusent de se donner le temps. Ils ne veulent plus attendre parce qu'ils ont conscience que ceux qui sont victimes de l'injustice qu'ils dénoncent ne peuvent plus attendre. Ils prennent le pari qui est aussi un risque — et un risque mortel — de conjuguer la volonté de justice au présent et non plus au futur seulement.

Certes, les censeurs ne manqueront pas qui accuseront cette ou ces personnes de se donner en spectacle et de chercher leur propre publicité ; de profiter en quelque sorte de la cause qu'ils prétendent servir. Mais il s'agit là d'un procès d'intention qui se retourne en réalité contre ceux qui l'instruisent. Il entre effectivement une part de spectacle dans toute action publique et cela est encore accentué dans le cas d'une grève de la faim. Celui qui entreprend une action devient tout naturellement un « acteur » dans tous les sens du terme et donc un « personnage » ; il doit assumer en toute lucidité les différents aspects de son « rôle ». Pour attirer l'attention de l'opinion publique, il doit évidemment attirer d'abord l'attention des médias et « faire parler de lui ». C'est dans la logique même de son action.

Mais, précisément, le fait même qu'une grève de la faim ne peut atteindre son objectif que dans la mesure où elle se « popularise », c'est-à-dire où elle devient populaire, où elle suscite la sympathie de la population, ce fait-là est de nature à garantir l'authenticité de la démarche. Car il ne suffit pas de décider de refuser de s'alimenter pour convaincre de la justesse d'une cause, il faut d'abord que cette cause soit juste et que celui qui la défend soit qualifié pour le faire. Là sont, en fin de compte, les critères décisifs en fonction desquels la grève de la faim sera perçue et appréciée. Contrairement à ce qu'on entend dire souvent, une grève de la faim ne peut pas se réduire à un simple chantage à la mort. Par lui-même, ce chantage serait inopérant.

UN OBJECTIF CLAIR, PRECIS, LIMITE ET POSSIBLE

Précisons qu'en relation avec ces critères fondamentaux, un troisième critère intervient : le choix de l'objectif assigné à la grève de la faim. Celui-ci doit être clair, précis, limité et **possible**, compte tenu des délais inhérents au moyen d'action choisi. « Soyez réalistes, demandez l'impossible ! », pouvait-on lire sur les murs de Paris en mai 1968... La formule est certainement admirable, elle ne saurait cependant servir de fondement à l'élaboration d'une stratégie politique qui ne peut avoir d'autre visée que de réaliser le possible. Si la grève de la faim répond à ces trois critères, au niveau de la cause, de l'objectif et des personnes des grévistes, elle peut prétendre non seulement interpeller mais mobiliser une large minorité de l'opinion publique.

Car c'est la réaction de l'opinion publique qui prépare la réussite ou l'échec d'une grève de la faim. Et, en cela, on peut dire qu'elle est une action démocratique. La véritable contrainte qu'elle peut exercer pour obliger l'adversaire à céder n'est pas une pression morale sur celui-ci qui serait de nature à lui faire prendre conscience de l'injustice dont il est responsable. L'expérience nous a suffisamment montré que les tenants du pouvoir, surtout lorsqu'il s'agit du pouvoir d'Etat, se font une obligation d'être parfaitement insensibles à ce genre de pression. En revanche, un pouvoir, quel qu'il soit, ne peut rester indifférent à la pression d'une part importante et significative de l'opinion publique. L'épreuve de force ne se joue donc pas tant entre les grévistes et les tenants du pouvoir adverse qu'entre celui-ci et l'opinion publique mobilisée par la grève de la faim. Il n'est donc possible d'entreprendre une telle action que si l'on peut être assuré, avant même de l'avoir commencée, que des relais militants se mettront très vite en place afin de faire le travail d'information et d'explication auprès des différentes populations susceptibles d'être sensibilisées au problème posé. Les affiches, les tracts, les textes de pétition, les documents et tout le matériel nécessaire à ce travail de popularisation devront être préparés par les grévistes eux-mêmes

et le comité de coordination de l'action. Des grèves de la faim limitées pourront être organisées à chaque niveau local et toutes les initiatives d'actions directes non-violentes (défilés, marches, rassemblements silencieux, sit-in, théâtre-tract, enchaînements, etc...) seront les bienvenues pour amplifier et intensifier le mouvement de solidarité. Dans le même temps, le comité de coordination devra protéger les grévistes des tentatives de récupération qui ne manqueront pas d'apparaître, surtout si la grève devient populaire. Certains tenteront de projeter leur propre idéologie dans l'action et de la faire prévaloir. Cela mérite beaucoup de vigilance. Les contacts avec les journalistes qui, pour l'essentiel, devront être pris par les grévistes eux-mêmes, joueront un rôle déterminant car la crédibilité même de la grève de la faim dépendra, pour une large part, de la manière dont elle sera couverte par les médias. L'intervention de personnalités et d'organisations affirmant leur solidarité avec l'action entreprise sera également un élément important pour donner à la grève l'audience dont elle a besoin pour être opérationnelle.

LA PEDAGOGIE DE LA NON-VIOLENCE

La grève de la faim a la réputation — qui n'est pas forcément bonne — d'être un moyen d'action non-violent. Pourtant, des militants qui n'ont nullement opté pour la non-violence peuvent choisir, à tel ou tel moment de leur lutte — notamment lorsqu'ils se trouvent incarcérés — de recourir à ce moyen tactique tout en maintenant leur action dans le cadre d'une stratégie de la violence. Nous n'entendons pas ici entrer dans le débat de fond violence/non-violence. Notons seulement qu'il nous semble qu'une grève de la faim ne peut prétendre à toute son efficacité que si elle se situe dans un environnement stratégique non-violent. Nous pensons que l'efficacité d'un tel moyen d'action est directement liée à la pédagogie propre à la non-violence. Dès lors, tout acte de violence qui précède, accompagne ou menace de suivre une grève de la faim enlève à celle-ci une large part de son efficacité potentielle.

C'est précisément, selon nous, l'analyse qu'il convient de faire pour expliquer l'échec des grèves de la faim des prisonniers irlandais. Si, en fin de compte, le gouvernement britannique peut se montrer aussi cyniquement intransigeant face aux revendications pourtant légitimes des grévistes de la faim irlandais, c'est parce que l'opinion publique anglaise s'affirme solidaire du gouvernement et non point des grévistes de la faim dont, par ailleurs, elle désapprouve le choix de la violence comme moyen privilégié de leur lutte. Cette explication est sans doute partielle, elle ne nous semble pas fausse pour autant.

LE POUVOIR DE DECISION N'APPARTIENT QU'AUX GREVISTES

Mais si la grève de la faim a besoin pour réussir du concours actif du plus grand nombre, il est trop clair que la décision de la poursuivre ou de l'interrompre n'appartient en définitive qu'à celui ou à ceux qui ont pris la décision de la commencer. Et cela parce qu'ils sont seuls à assumer les risques inhérents à la nature même de l'action. Il n'est pas concevable que cette décision soit prise par un vote démocratique au cours d'une assemblée générale de tous les militants qui organisent le soutien de la grève de la faim. Certes, il existe en quelque sorte un contrat moral, un contrat de confiance entre le ou les grévistes et ceux qui se sont engagés à leur suite pour assumer l'intendance et la promotion politique de l'action. Mais ce contrat ne reconnaît point aux militants le pouvoir de décider de l'avenir de la grève elle-même.

Il y a en réalité un certain paradoxe dans le fait que les militants sont des acteurs à part entière de l'action et que cependant ils ne peuvent participer au pouvoir de décision dont dépend directement et entièrement la poursuite ou l'arrêt de cette action. Il importe que les militants aient conscience de ce paradoxe et qu'ils soient en mesure de l'assumer tout au cours de l'action, et tout particulièrement au moment où la décision sera prise de mettre un terme à la grève de la faim.

Le ou les grévistes pourront choisir un « comité de négociation » auquel ils confieront la mission de prendre contact avec la partie adverse et de leur proposer les termes d'un accord éventuel sur la base duquel l'action pourra être interrompue ou seulement suspendue. Ce comité ne sera pas responsable devant l'ensemble des militants qui soutiennent l'action mais seulement devant le ou les grévistes eux-mêmes. Tant que ceux-ci seront en mesure d'apprécier eux-mêmes les termes de l'accord survenu, c'est eux seuls qui prendront la décision d'interrompre ou non leur grève. Ce n'est qu'à partir du moment où leur état de faiblesse ne leur laissera pas suffisamment de lucidité pour apprécier la situation que la mission de confiance que les négociateurs ont reçue les habilitera à prendre toutes leurs responsabilités en assurant les grévistes qu'ils ont atteint leur objectif et qu'il convient donc qu'ils mettent un terme à leur grève.

DES PRESSIONS CONTRADICTOIRES

Pour autant, il n'est pas concevable non plus que ceux qui ont décidé de s'engager dans l'action de soutien n'aient pas leur propre idée sur la décision qu'il convient de prendre lorsque la question se pose de mettre ou non un terme à la grève de la faim. En réalité, les grévistes subiront des pressions extrêmement diverses. Il se trouvera toujours des amis aussi bien intentionnés les uns que les autres pour leur donner des conseils diamétralement opposés. Les uns leur assureront très vite que le but qu'ils s'étaient assigné est déjà atteint dans la mesure où l'opinion publique se trouve interpellée et que les responsables sont précisément en face de leurs responsabilités. En fonction de quoi, ces mêmes amis les supplieront d'arrêter leur grève et de ne pas compromettre gravement leur santé alors que celle-ci leur sera nécessaire pour poursuivre la lutte par « d'autres moyens »... Il ne sera pas rare que ces amis aient beaucoup plus le souci de mettre un terme à la grève de la faim elle-même que de mettre un terme à l'injustice contre laquelle la grève de la faim a été entreprise. Leurs sentiments d'amitié à l'égard des gré-

vistes ne sauraient généralement être mis en cause, mais il reste que ceux-ci, en la circonstance, n'ont nullement besoin de ce genre de démonstrations d'amitié.

Les autres, alors même que l'on peut estimer que les négociations avec la partie adverse évoluent dans un sens favorable, n'auront de cesse de mettre en garde les grévistes contre la tentation d'accepter un compromis qui ne serait concédé que pour briser la dynamique de l'action et qui, en fin de compte, n'apporterait aucune véritable réponse au problème posé. Toute action militante fait surgir des vocations de révolutionnaires purs et durs qui viennent camper sur une position maximaliste à partir de laquelle toute négociation est vouée à l'échec puisqu'il faudrait en quelque sorte négocier la fin du capitalisme... Au demeurant ces pressions et ces conseils contradictoires seront de plus en plus insupportables aux grévistes et finiront par entretenir un climat extrêmement pénible. Il faudra très vite les protéger contre ces amis encombrants. D'ailleurs, au fur et à mesure qu'ils s'affaibliront, ils ne seront plus à même de mener de longues discussions. Même si cela accentue encore le caractère antidémocratique de l'action, il sera nécessaire, lorsqu'ils entreront dans leur quatrième semaine de grève de la faim, que les « visites » soient de plus en plus limitées. Il ne s'agit pas qu'ils deviennent des reclus mais il importe qu'ils ménagent leurs forces.

UNE QUESTION DE DISCERNEMENT POLITIQUE

Le refus des deux attitudes extrêmes que nous venons de préciser ne rend pas pour autant la tâche aisée : pour déterminer l'instant où l'on pourra raisonnablement estimer que l'objectif est effectivement atteint. Il importe de ne pas suspendre l'action devant une concession de l'adversaire qui ne satisfait nullement les exigences mises en avant par les grévistes. Le principe voudrait que la grève de la faim ne soit arrêtée qu'à partir du moment où l'objectif préalablement fixé est atteint à 100 %. Cependant, il n'est guère possible d'en faire une

règle absolue dans la pratique. Tout devient ici une question de discernement politique et aucune recette ne saurait être donnée qui dicte la marche à suivre. Il sera extrêmement difficile que la décision prise par les grévistes et les négociateurs fasse l'unanimité parmi les militants. Certains d'entre eux pourront la contester vivement et se sentiront frustrés de voir interrompre l'action dans laquelle ils s'étaient investis tout entiers. Ils pourront le manifester plus ou moins bruyamment. Cette frustration — et le mécontentement qu'elle peut entraîner — s'explique d'autant mieux que généralement la grève s'arrêtera au moment où le mouvement de solidarité aura pris sa plus grande ampleur. Des initiatives avaient été envisagées qui devront être suspendues, du moins dans la forme prévue. De nombreux militants auront l'impression que l'on casse une machine qui commençait seulement à fonctionner à plein rendement et que, le cas échéant, il serait extrêmement difficile de relancer. Ce sentiment de malaise sera d'autant plus grand que l'accord intervenu ne satisfait pas immédiatement la totalité des exigences préalablement formulées, même s'il permet d'envisager qu'elles le soient à moyen terme. Il reviendra aux négociateurs la tâche difficile de rendre compte des raisons qui ont justifié l'accord et l'arrêt de la grève de la faim.

Pourtant celui-ci ne doit pas signifier l'arrêt de l'action. Il est essentiel que la mobilisation ne retombe pas aussitôt, même si elle doit s'exprimer de manière différente. Il est sûr cependant que la dédramatisation qui suivra immédiatement l'annonce de l'arrêt de la grève de la faim fera perdre aux militants une grande part de leur motivation. Mais il importe de veiller à ce que l'accord intervenu soit respecté dans les faits et cela exige qu'une pression soit maintenue. Il appartient au comité de coordination d'assumer les suites à donner à l'action. S'il advenait que la partie adverse ne respecte pas ses engagements, alors la question se poserait de reprendre éventuellement la grève de la faim. D'autres militants pourraient alors se joindre aux premiers grévistes et lui donner ainsi une dimension plus collective. Cette amplification de l'action serait vraisemblablement nécessaire pour lui donner l'intensité exigée par la situation.

UNE ACTION COLLECTIVE

Une autre grève de la faim illimitée peut être envisagée : il ne s'agit plus d'une décision d'une ou de quelques personnes seulement mais d'une décision et d'une action collectives. On retrouve alors le schéma d'une grève ouvrière : la décision repose sur un consensus — lequel, bien sûr, n'est jamais total car toute grève connaît ses « jaunes » — entre ceux qui sont directement victimes d'une situation d'injustice caractérisée. Ce fut notamment le cas en novembre 1961 lorsque près de quatre mille détenus algériens ont décidé d'observer dans les prisons françaises une grève de la faim illimitée afin d'obtenir le statut de prisonnier politique. Ben Bella participait à cette action mais il n'était que l'un des quatre mille. De même, ce fut plus de mille cinq cents ouvriers agricoles andalous qui observèrent en 1981 une grève de la faim pour protester contre la situation de misère à laquelle ils se trouvaient réduits (2). Cette forme d'action est préférable mais elle exige des conditions qui ne se trouvent réalisées que rarement. Elle implique notamment une très grande cohérence aussi bien psychologique que politique entre les membres du groupe. Il est clair que le plus grand nombre des objections généralement mises en avant contre la grève de la faim tombent d'elles-mêmes. Ici toutes les exigences de la démocratie se trouvent satisfaites.

Si Valéry Giscard d'Estaing avait été réélu le 10 mai 1981, les paysans du Larzac n'auraient été en mesure de conclure à leur avantage l'épreuve de force qui les opposait depuis plus de dix ans à l'Armée et à l'Etat que par une action offensive extrêmement « dure » qui soit de nature à mobiliser l'opinion publique et à contraindre le gouvernement à céder. Pour résister aux offensives et aux avancées de leurs adversaires, les paysans n'auraient pas pu se contenter d'actions ponctuelles de popu-

larisation comme leurs différentes marches sur Paris (celles-ci avaient été de grands succès tactiques mais ne leur avaient pas permis d'obtenir des gains stratégiques décisifs). Nous pensons que l'action qui aurait correspondu aux exigences de la situation aurait été précisément une grève de la faim illimitée du plus grand nombre de paysannes et de paysans accompagnés par quelques-uns de leurs amis. Etant donné le capital de sympathie et le réseau de solidarité que les paysans avaient su créer en France et à l'étranger, les risques d'une telle action pouvaient être pris raisonnablement. Mais les événements en ont décidé autrement et nul ne peut le regretter.

UN ACTE D'ESPERANCE

Si elle doit rester un moyen exceptionnel, si elle exige des conditions particulières pour être effectivement opérationnelle, la grève de la faim n'est certainement pas « le plus désespéré et le plus désespérant des combats » comme croit pouvoir l'affirmer « **Le Monde** » dans son éditorial du 5 mai 1981. Marco Panella, en annonçant le 2 septembre 1981 sa grève de la faim illimitée pour que cesse l'extermination de millions d'êtres humains affamés, affirmait : « Notre spiritualité est celle de militants de la vie, de l'existence. S'il en faut, notre ascèse est dans la parole, dans la rigueur de la fantaisie et de l'espoir qui l'animent. Si nous recourons aux armes ultimes de la non-violence, c'est toujours pour interrompre un processus de mort et le reconverter en son contraire. » La grève de la faim doit donc être, et elle peut être, un acte d'espérance contre précisément toutes les raisons que ce monde insensé nous donne de désespérer. Une espérance dont le risque est à la mesure même du désespoir qui risque de nous emporter tous si nous avons le courage d'être lucides et de devenir conscients.

(2) Cf. l'article ci-dessous.

Le témoignage d'un porte-parole

Interview du Père André COSTES

Le Père André COSTES, jésuite, est Secrétaire de la Commission épiscopale des Migrations. A ce titre, il est en contact avec un réseau de 95 délégués diocésains de la Pastorale des Migrants. Choisi par Christian DELORME pour être l'un des trois porte-

parole des grévistes, il a vécu toute la grève d'avril en contact étroit avec d'une part les organismes de l'Eglise et d'autre part le mouvement de soutien. Enfin, il a participé aux diverses rencontres qui ont eu lieu avec les autorités officielles et qui ont abouti

au Communiqué du 29 avril. Son analyse de cette grève, son témoignage personnel sur la manière dont il l'a vécue et perçue constituent donc un document essentiel de notre dossier.

Le premier point sur lequel je voudrais insister, c'est que cette grève a été **préparée**. Il y a eu, d'abord, la préparation faite par Christian Delorme et ses amis, laquelle suppose une longue expérience de contacts avec les jeunes Algériens dont il a voulu faire entendre la voix. Mais il faut dire aussi que la communauté chrétienne était, d'une certaine manière, « préparée » à soutenir une action de ce genre, sensibilisée qu'elle était, depuis quelques années, au problème des immigrés. En effet, depuis le resserrement du filet administratif autour des immigrés (Lois Bonnet, projet Stoléro, Circulaire du 10 juin 1980), les chrétiens engagés dans des mouvements et, plus largement, certains chrétiens jusque-là insensibles au sort des Migrants se sont mis à se poser des questions : pouvait-on, moralement, accepter les comportements de l'Administration ? Etait-il conforme à la justice, à la simple moralité publique, de prendre des positions aussi étroites, voire mesquines, que celles adoptées par les pouvoirs publics ?

La troisième préparation lointaine qui peut expliquer le comportement, cette fois, des instances hiérarchiques de l'Eglise pendant cette grève, c'est la multiplication des interventions d'évêques sur des cas précis d'expulsions depuis plusieurs années. Il arrivait souvent que les délégués diocésains aux Migrants attirent l'attention de leur évêque sur tel cas particulier amenant ainsi des interventions très ponctuelles mais très efficaces de cet évêque en faveur d'un immigré menacé d'expulsion. Cette multiplication d'interventions épiscopales a fait prendre conscience à la communauté chrétienne qu'il y avait là un point important si l'on voulait prendre au sérieux l'exigence de justice de l'Evangile.

Par-delà ces interventions ponctuelles, l'épiscopat a été amené depuis un an — depuis la signature, en septembre dernier, des accords franco-algériens et la mise en application de la loi Bonnet, laquelle a entraîné une aggravation considérable des

expulsions, notamment de jeunes — à intervenir sur le fond du problème. Je signale notamment que le Père Etchegaray avait demandé au Service National de la Pastorale des Migrants de constituer un dossier sur le problème des abus administratifs : refoulements aux frontières, expulsions, refus de cartes de travail à des jeunes, irrégularités au sujet des regroupements familiaux, etc. Le Père Etchegaray a tenu à ce que je présente moi-même ce dossier au Conseil permanent de l'épiscopat français en janvier 1981. Bien qu'il n'y ait pas eu immédiatement une prise de position publique de l'épiscopat, je crois que ce dossier a préparé le terrain pour les prises de position à propos de la grève de la faim, notamment l'intervention décisive du Père Etchegaray lui-même à la fin avril.

Au mois de mars, le Conseil permanent de l'épiscopat a encore consacré deux matinées à l'immigration, s'informant et discutant, entre autres, des expulsions d'immigrés. Dans la déclaration qu'il fait régulièrement au début de chaque Conseil permanent sur les sujets importants du moment, le Père Etchegaray mentionna très clairement les abus administratifs, et notamment les expulsions.

Tout cela permet de comprendre que les interventions de l'Eglise pendant la grève de la faim ne sont pas tombées du ciel : elles avaient été préparées par une information et une réflexion sérieuses.

LA CONJONCTION DE PLUSIEURS COURANTS

Christian Delorme a voulu donner aux jeunes immigrés une **voix**. Toute son expérience des dernières années l'ont rendu témoin du désarroi des jeunes de la deuxième génération, et plus particulièrement de ceux qui étaient menacés d'expulsion. Le déroulement de la grève a montré que les jeunes immigrés revendiquaient pour eux-mêmes un moyen d'expression propre de leur situation, ce qui a provoqué de fortes tensions au sein du mouvement de soutien, notamment au moment de la négociation et de la décision d'arrêter la grève. Mais en même

temps, Christian Delorme a tenu à se présenter comme un témoin de l'Eglise : dans le papier qu'il a communiqué à plus de 200 personnes avant le début de la grève, il utilise même le mot « clérical » pour caractériser son initiative ! Au nœud même de l'action qu'il allait mener, il y avait donc un appel à la solidarité de tous les prêtres. Il est à noter que la première manifestation de solidarité, dans cet ordre-là, a été celle des Evêques et des prêtres d'Algérie qui est intervenue dans les premiers jours de la grève.

Outre ces deux courants, les jeunes immigrés et l'Eglise, Christian Delorme a mis dès le début dans le coup un troisième courant, le courant non-violent, dont il est membre depuis longtemps. La grève de la faim est un des moyens de la non-violence pour faire appel à l'opinion publique. Moyen exceptionnel certes, dans la mesure où celui qui s'y résout met en jeu son existence même, mais c'est le moyen auquel la non-violence a recours quand tout le reste s'est montré inefficace... Je crois que le M.A.N. a joué un rôle considérable pour relayer cette grève à travers toute la France, même si le terrain ne lui était pas toujours très familier.

Ensuite, il y a eu, très tôt après le début de la grève, une expression qui s'est voulue politique. Il y a d'abord eu la prise de position du Parti Socialiste et le télégramme très engagé, envoyé très tôt par François Mitterrand, et précédé d'une visite personnelle de Pierre Mauroy aux grévistes de Lyon. Il y a eu aussi le courant représenté par Jean-Louis Hurst, de **Libération**, qui s'est situé parfois en opposition aux grévistes de la faim, mais qui a contribué à l'expression politique du mouvement, profitant du contexte de campagne électorale. Le « Manifeste contre la France de l'Apartheid », signé par un certain nombre de personnalités de gauche, a certainement donné un impact considérable au mouvement, quoique sous un biais un peu « partisan ». Les mêmes personnalités ont adressé une lettre aux candidats à la Présidence à laquelle Valéry Giscard d'Estaing a fait répondre par Jean-Philippe Lecat, annonçant une prise de position sur l'objectif de la grève avant la fin du mois d'avril. Par ailleurs, la page de publicité dans **Le Monde**,

intitulée « Brixton en France ? » a provoqué de vives tensions entre les grévistes et Jean-Louis Hurst, car elle introduisait dans le mouvement une note d'agressivité que les grévistes voulaient éviter. « Brixton en France », cela peut se lire comme un avertissement au Gouvernement : « si vous ne cédez pas à la grève de la faim, c'est votre dernière chance ; ensuite la violence va se déchaîner partout ». C'est vraiment un chantage à la violence.

Il y a enfin les associations d'immigrés elles-mêmes, qui n'ont pas hésité à prendre parti très rapidement pour cette grève de la faim. Et pourtant plusieurs d'entre elles avaient conscience de la difficulté des contacts avec les jeunes Immigrés. Je ne peux qu'évoquer rapidement le soutien de la C.F.D.T. et la lettre très circonstanciée d'Edmond Maire au Premier Ministre.

LE RESEAU ECCLESIAL

Pour revenir à ce que j'ai suivi de plus près, à savoir le réseau ecclésial, il faut se garder des interprétations univoques. En effet, ceux qui sont touchés par lui n'agissent pas directement **en tant** que membres de l'Eglise : ils font partie d'associations de soutien, de sections syndicales, de mouvements, etc., et c'est à travers ces canaux qu'ils agissent. Mais ce sont souvent eux qui ont provoqué les prises de position officielles de l'Eglise. Ce réseau de chrétiens engagés dans les problèmes de l'immigration a assuré un relai essentiel vers les communautés chrétiennes, les paroisses. C'est grâce à eux que le mouvement de soutien à la grève de la faim a eu un impact si large et si profond. C'est par eux notamment que la dimension **nationale** a pu être atteinte assez vite, car il faut bien se rendre compte qu'au départ, le mouvement de soutien était essentiellement lyonnais. Moi-même, je dois dire que, avant de me rendre à Lyon le 9 avril et de réaliser ainsi l'ampleur du soutien local, du retentissement dans la presse régionale, j'avais un certain nombre de doutes... Depuis Paris, il m'était difficile de me rendre compte, et je me demandais si cette grève n'allait pas être étouffée par la campagne électorale, où les problèmes des

Immigrés ne jouaient aucun rôle. Par ailleurs, tout en étant totalement d'accord avec l'objectif de la grève, je n'étais pas convaincu qu'il était possible d'obtenir une circulaire qui fasse revenir le Gouvernement sur sa propre pratique.

Mais après mon passage à Lyon, le 9 avril, j'ai pris la décision de dire au réseau ecclésial : il faut absolument soutenir ce mouvement. Même si nous ne sommes pas d'accord sur tous ses aspects, il prolonge et consolide toute l'action que nous menons depuis des années. Alors, bien sûr, il y a eu localement quelques réticences. Certains ont été gênés par la « politisation » dont j'ai parlé tout à l'heure à propos de Jean-Louis Hurst ; mais je crois que les grévistes ont bien su éviter toute récupération partisane. D'autres ont été un peu mécontents d'être placés devant le fait accompli, de ne pas avoir été consultés avant. J'ai même entendu plusieurs prêtres déclarer qu'ils avaient eux-mêmes pensé depuis plusieurs années à une action de ce genre et que, s'ils avaient été prévenus à temps, ils auraient désiré organiser une grève illimitée dans leur ville...

Et puis il y avait cet aspect très « lyonnais » dont je viens de parler. A mon avis, d'ailleurs, c'était une force : on voyait que le mouvement avait un ancrage dans une réalité sociale et politique très précise. Mais si cela m'a plutôt convaincu, cela a eu parfois un effet contraire sur le soutien parisien !... A cet égard, je dois dire que j'ai admiré les militants du MAN de Paris qui ont vraiment mené avec persévérance un dialogue pas toujours facile avec les mouvements parisiens.

LE PROBLEME ETHIQUE

Une réticence à laquelle on aurait pu s'attendre, et qui pourtant n'a presque pas joué, c'est celle qui s'appuierait sur une opposition de **principe** à la grève de la faim comme telle. On me dit par exemple que la grève de la faim irlandaise suscite, elle, un débat éthique permanent parmi les chrétiens anglais et irlandais. A-t-on le droit, comme chrétien, de faire

une grève de la faim **illimitée** ? Certains prêtres et certains membres de la hiérarchie, notamment le Cardinal Renard, ont mis en avant cette question. Nous avons diffusé assez rapidement et publié dans **Migrations et Pastorale**, l'étude d'Emile Granger qui répond à cette objection éthique ; mais nous nous sommes vite aperçus que les gens ne se posaient guère cette question. En fait, elle était peu posée par ceux qui étaient proches du problème des Migrants. C'est vrai qu'il y a une tendance, chez les chrétiens, à « moraliser » dans l'abstrait. Pour moi, la grève de la faim illimitée doit être considérée, non pas en soi, mais comme un moyen d'action dans une situation particulière. Dire que la grève est « illimitée » c'est, prenant l'opinion publique à témoin, l'inciter à mettre fin **elle-même** à la grève en mettant fin au problème qui a suscité la grève. « Illimitée », cela souligne la responsabilité des gens auxquels on s'adresse : c'est à vous de faire une pression assez forte pour que la grève puisse cesser. En somme, la « limite » dépend de vous...

LE ROLE DE L'OPINION PUBLIQUE

Le nombre de lettres qui sont parvenues au Ministère de l'Intérieur en huit jours est probablement compris entre 10 000 et 20 000. C'est assez considérable. Cette mobilisation a été déterminante. Je crois qu'elle s'explique par plusieurs facteurs. D'abord l'objectif était bien choisi. L'expulsion de jeunes immigrés n'était pas, au plan quantitatif, un problème énorme ; mais il était très **symbolique** de toute la situation de la « deuxième génération ». De plus, tous ceux qui travaillent de près ou de loin avec les immigrés ont eu, depuis quelques années, des dizaines de cas concrets d'expulsion parmi leurs amis. L'objectif de la grève rejoignait donc une préoccupation très immédiate des groupes militants. Mais en même temps, c'est un problème dont les données juridiques étaient assez complexes, si bien que l'opinion publique ne pouvait pas vraiment être alertée si on s'en tenait au plan strictement juridique. La grève de la faim, dans un cas de ce genre, a vraiment eu pour résultat de porter le problème devant la conscience publique.

LES CONTACTS OFFICIELS

J'en viens maintenant aux contacts avec les différents représentants de l'administration et du Gouvernement. Ils ont commencé le vendredi 17 avril, c'est-à-dire le Vendredi Saint, par une entrevue avec le Préfet du Rhône, M. Olivier Philip. Son irritation s'est davantage exprimée contre la presse que contre les grévistes. Il estimait que les journaux avaient publié des exagérations et des erreurs sur les problèmes des expulsions de jeunes. Mais il reconnaissait que le problème était réel, et que le Gouvernement aurait dû le prendre en compte. Il s'est donc montré assez ouvert, nous disant même qu'il serait le premier heureux si, grâce à notre mouvement, le problème pouvait être réglé au niveau national. En fait c'est lui qui a entrouvert la porte pour des contacts ultérieurs.

Au niveau du Gouvernement, les choses ont été plus longues à bouger. En fait, à ce niveau, personne ne croyait au départ que le mouvement allait « prendre » dans l'opinion. Ils ont été extrêmement surpris et dérouterés par quelque chose qui les prenait totalement au dépourvu. Cette erreur d'appréciation les a amenés à prendre d'abord une position dure et cassante. Cette position a été, très probablement, définie au niveau du **Gouvernement** lui-même avant le 17 avril, car j'ai eu la surprise, en téléphonant ce soir-là à un membre du Secrétariat d'Etat à la Santé (donc à un homme dont les compétences n'avaient rien à voir avec les problèmes de l'immigration), de trouver un interlocuteur parfaitement au courant du dossier et exprimant la position du gouvernement : pas question de céder au chantage. Je peux dire que j'ai même eu droit, au téléphone, à une sévère admonestation ! « Le problème est très mal posé, disait-il ; tous ces jeunes expulsés sont des délinquants, des multirécidivistes. Nous ne prenons des mesures qu'au bout de trois ou quatre délits graves, etc. » Les propos étaient violents, et il mettait son point d'honneur à dire que le gouvernement ne céderait pas.

Même attitude et mêmes arguments, peu de temps après, de la part d'un conseiller du Premier Ministre, M. Berger, que nous sommes allés voir pour préparer une entrevue avec le Premier Ministre

lui-même, entrevue qui n'a d'ailleurs jamais eu lieu. M. Berger nous a redit, à Roby Bois, Jean-Marie Muller et moi-même, que le problème n'existait pas et qu'il n'était de toutes façons pas question de céder au chantage.

L'emploi de ce mot « chantage » ne signifie aucunement qu'il faisait intervenir une considération éthique. Seuls les rapports de force intéressent les gouvernants. Je pense d'ailleurs qu'ils ont fait une très grosse erreur, du point de vue même du rapport de forces, en sous-estimant l'impact du mouvement dans l'opinion. Je m'en suis rendu compte lors d'une réunion que nous avons eue au Ministère de l'Intérieur avec M. Goudet, qui était, et est toujours,

Directeur de la Réglementation. Il nous a dit clairement : « Nous ne comprenons absolument pas ce mouvement de grève ni le soutien qu'il trouve dans l'opinion, alors que depuis trois ans les expulsions des jeunes Algériens sont en diminution. Nous pensons vraiment, en conscience, avoir pris toutes les mesures voulues pour ne commettre aucune injustice. » J'ai trouvé ce discours d'une grande naïveté politique et j'ai été confirmé dans mon idée que ce Gouvernement n'avait absolument pas réalisé l'impact de la grève sur l'opinion. Je pense d'ailleurs que cette erreur est à replacer dans une erreur plus générale du régime précédent : sa méconnaissance assez profonde de l'état réel de l'opinion sur un certain nombre de problèmes.



Manifestation du 22 avril 1981 à Lyon

photo : D. PERRON

Au cours de l'entrevue avec M. Berger, nous avons vraiment réalisé à ce moment-là que les chances étaient faibles de faire aboutir les requêtes des grévistes. Moi-même, d'ailleurs, je n'avais jamais été très convaincu que nous arriverions à obtenir un texte ! J'ai fait tout ce qu'il fallait pour, bien sûr, mais sans vraiment y croire. A part l'entrevue assez encourageante avec le Préfet du Rhône, les contacts officiels nous avaient vraiment refroidis. Si nous avons finalement obtenu quelque chose, c'est bien au rapport de forces établi par la grève que nous le devons.

En voyant la raideur du gouvernement, à laquelle je m'attendais d'ailleurs, je me suis dit : il faut absolument monter d'un cran dans le rapport de forces. Quand j'ai appris que l'initiative, totalement indépendante, de trois ou quatre personnalités proches du gaullisme (avec notamment Germaine Tillion, Stanislas Mangin et Postel-Vinay) n'avait rien donné non plus, j'ai pensé qu'il fallait recourir aux responsables des Eglises. N'oublions pas qu'on entraînait alors dans la quatrième semaine de la grève, et je commençais à être inquiet : on avait beau n'être que des porte-parole, on se sentait tout de même un peu responsables...

LA FIN DE LA GREVE

Nous arrivons donc ainsi à l'initiative finale, l'intervention personnelle de trois hautes personnalités religieuses françaises, le Pasteur Maury et les Cardinaux Etchegaray et Renard. L'impulsion est venue du Pasteur Maury d'abord, qui m'a téléphoné au moment même où, de mon côté, je commençais à préparer une intervention du Père Etchegaray. C'était, je crois, le 23 avril. Dans l'après-midi même, on a fait le lien entre le Pasteur Maury à Strasbourg et le Père Etchegaray à Marseille, puis avec le Père Renard à Lyon. La rapidité avec laquelle les deux Cardinaux ont donné leur accord s'explique par tout le travail préparatoire dont j'ai parlé au début. Le problème n'était pas neuf pour eux. Il y avait d'ailleurs déjà eu, le Vendredi Saint, une déclaration du Père Saint-Gaudens, Président de

la Commission épiscopale des Migrations. Je signale au passage que les media l'avait pratiquement ignorée, parce qu'ils ne s'intéressent qu'aux prises de position « au sommet », ce qui pose, à mon avis, un sérieux problème : si on veut percer dans les media, il faut tout de suite recourir aux grands noms, alors que souvent des gens moins connus, mais plus compétents sur leur domaine particulier, disent des choses tout aussi pertinentes. Ça peut parfois créer des malaises, soit à l'intérieur de la hiérarchie ecclésiale, soit entre les chrétiens et la hiérarchie... C'est pourquoi, personnellement, je fais très attention à ce que les prises de position « au sommet » soient toujours préparées avec l'accord des mouvements et groupes chrétiens qui sont actifs dans le domaine concerné. Mais dans le cas de la grève de Lyon, on n'a pu éviter certaines réactions plutôt réticentes, notamment de l'ACO et de la JOC... Elles étaient d'accord sur l'objectif, mais pas du tout sur la méthode de la grève de la faim et sur l'esprit non-violent de cette action. Je dois à la vérité de dire que, après la grève, ces mouvements ont vraiment essayé de dépasser leurs réticences et ont pris le temps d'analyser ce qui s'était passé, mettant en question leur attitude de méfiance vis-à-vis de cette action.

La lettre des trois personnalités a donc été déposée à l'Hôtel Matignon le lundi 27 avril. Le Secrétaire Général de l'épiscopat français est venu la remettre lui-même à l'un des conseillers de Raymond Barre. Le lendemain, mardi, le groupe des trois porte-parole, Roby Bois, Jean-Marie Muller et moi, nous avons estimé nécessaire de rédiger à notre tour une lettre au Premier Ministre afin de bien souligner que, même après l'intervention du Pasteur et des Cardinaux, la décision restait entre les mains des grévistes. Il nous semblait important, après avoir évité la récupération politique, d'éviter également la récupération religieuse.

Cette lettre ne disait rien d'extraordinaire, mais rappelait simplement que les grévistes nous avaient désignés pour les représenter et que nous désirions en conséquence être informés des décisions que prendrait le Gouvernement. Il importait que sa ré-

ponse ne soit pas à l'opinion publique en général, ni aux autorités religieuses, mais aux grévistes et à leurs représentants. C'est pourquoi je n'ai pas voulu faire parvenir cette lettre par le canal de l'épiscopat, comme celle de la veille. J'ai profité d'une relation personnelle pour entrer en contact avec un autre conseiller de Raymond Barre. Ce dernier a accepté de transmettre la lettre, non sans m'avoir auparavant manifesté une certaine mauvaise humeur en me demandant ironiquement combien de prêtres avaient fait la grève de la faim lorsque les Français ont été expulsés d'Algérie après l'Indépendance. J'ai essayé de lui expliquer qu'une injustice ne pouvait jamais légitimer une autre injustice, mais notre conversation n'est pas allée très loin... Je dois dire d'ailleurs que, dans toute cette affaire, j'ai été plusieurs fois étonné par le niveau souvent primaire, voire raciste, des réactions de certains officiels haut placés. J'ai entendu de mes propres oreilles des propos franchement racistes dans la bouche de M. Bonnet, ministre de l'Intérieur. Allusions aux odeurs de mechoui dans les HLM, à la saleté, etc...

Le lendemain, mercredi 29 avril, vers trois heures moins le quart, le conseiller du Premier Ministre m'a téléphoné pour m'annoncer qu'un Communiqué allait être diffusé à trois heures. Il était clair que ce communiqué leur avait été arraché de mauvais gré par le rapport de forces créé par la grève et l'intervention des responsables ecclésiastiques, car il ne put s'empêcher de me faire cette réflexion au téléphone : « Croyez vous que ce soit une bonne solution de faire des ghettos de délinquance en France ? »

Le Gouvernement a donc « lâché », et assez rapidement en somme, quelque chose qui allait contre sa politique. Cela s'est passé, il faut le souligner, sans aucune **négociation** entre lui et nous. Les porte-parole, les grévistes, les Cardinaux ont été simplement avertis par téléphone qu'un Communiqué allait être diffusé. Malgré tout, il est clair que les termes du Communiqué reprennent d'assez près les demandes des grévistes et offrent une solution de compromis. Mais cela n'a pas fait l'objet d'un accord préalable.

INFLUENCE SUR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Je terminerai par quelques remarques sur le rôle de cette grève de la faim dans les décisions prises par le nouveau gouvernement socialiste. Là encore, le relais par l'opinion publique me paraît essentiel : le gouvernement Mauroy savait que l'opinion avait été sensibilisée, et cela lui a permis de prendre rapidement des mesures qu'il aurait peut-être mis des mois à prendre s'il n'y avait pas eu la grève. N'oublions pas que de très nombreux militants socialistes ont été mobilisés dans le soutien aux grévistes de Lyon, et cela a sûrement beaucoup compté.

Sans la grève, on peut dire que les problèmes de l'immigration auraient été totalement absents de la campagne électorale. En amenant Mitterrand à prendre position très clairement, par un télégramme et par une lettre, la grève a préparé très immédiatement les mesures qui ont été prises dès la fin du mois de mai. Je dois donc avouer que, après avoir eu personnellement de sérieuses réserves quant au **moment** choisi par Christian Delorme pour commencer la grève, je considère maintenant que la coïncidence avec la campagne présidentielle a été une bonne chose. Je ne dis pas, d'ailleurs, que c'était de sa part un calcul stratégique très élaboré. Campagne ou pas, il aurait fait sa grève, car elle correspondait chez lui, d'après ce que j'ai senti, à une véritable exigence intérieure : il ne pouvait littéralement plus supporter la situation. Mais il a su greffer sur cette exigence intérieure une attention aux possibilités offertes par la situation politique, et cela me semble très important.

propos recueillis à Paris,
par Christian Mellon,
le 10 septembre 1981.

Le chrétien et la grève de la faim

Éléments de réflexion théologiques

Ce texte a été demandé dès les premiers jours de la grève de la faim au théologien Emile GRANGER par la commission « Eglises » du mouvement de soutien.

Avant tout, je reconnais qu'il y a quelque indécence à traiter au plan théorique d'un événement réel où quelqu'un joue sa vie. On n'a pas le droit d'être martyr par personne interposée. Simplement cette réalité pose question et c'est à ce seul niveau que se situent ces lignes qui ne dispensent pas d'une autre participation. Par ailleurs, j'admets d'emblée la cause défendue : les expulsions qui frappent, dans notre pays, un nombre important de jeunes immigrés sont une faute grave qu'il faut enrayer.

Le drame humain que représente une grève de la faim est un enjeu qui se suffit à lui-même. Reste qu'elle pose des questions spécifiques aux chrétiens et que ce sont celles-ci qui seront ici envisagées, tout en affirmant que la morale chrétienne ne saurait se constituer contre l'homme. Sur cet horizon, nous pouvons aborder quelques interrogations.

PEUT-ON JOUER DE SA VIE ?

Une grève de la faim illimitée met en jeu la mort possible et, encore une fois, dans un cas réel, toute dissertation a quelque chose d'odieux. Dès lors se pose la question : a-t-on le droit de risquer ainsi sa vie ? et un tel geste ne s'apparente-t-il pas à un suicide ?

— Il est quand même navrant que le don de soi apparaisse comme problématique pour une foi qui, au terme, culmine dans la reconnaissance d'un Dieu qui s'est manifesté comme Dieu justement en livrant sa vie d'homme : « Ayant aimé les siens, il les aima jusqu'au bout ». C'est le cœur même du message et nous savons que ce « jusqu'au bout » a le poids d'une mort réelle. C'est parce qu'il a refusé de renoncer à ce qu'il savait du Père et du service fraternel que Jésus a été exécuté, et nous savons que la même voie est ouverte aux disciples. C'est elle qui motive les martyres aujourd'hui canonisés. Que l'on relise Ignace d'Antioche.

— Il est vrai que cela ne justifie pas qu'on se précipite au-devant du supplice. Dès les premiers siècles, l'Eglise condamne le montanisme. Et l'exégèse moderne nous apprend que Jésus a subi sa mort (« Il fut livré ») plutôt qu'il ne l'a provoquée. Il serait faux de faire de la croix un geste spectaculaire de provocation à la réflexion. Jésus ne se sacrifie pas comme Jan PALACH ou les bonzes du Viet-Nam pour poser un problème. Il est condamné et exécuté par d'autres. (Ce qui n'enlève rien au geste de Jan Palach).

— La perplexité demeure donc et il ne semble pas qu'il y ait de réponse définitive. Mais du même coup, cela nous invite à deux recherches :

a) poser un acte radical dans l'obscurité, cela fait partie de la foi. Il semble que Jésus lui-même

se soit interrogé sur la portée de sa mort. Notamment en ce qui concernait le destin de son peuple. Et pourtant, dans cette nuit, il n'a pas été en arrière. Si dans l'ordre humain le relatif doit se sacrifier pour l'absolu, dans l'Evangile j'apprends que c'est l'Absolu qui meurt pour le relatif.

b) qu'as-tu fait de ton frère ?

La question de la responsabilité d'une mort se pose lors d'une grève de la faim et c'est justement ce qui nous fait souhaiter qu'elle n'aille pas jusqu'au bout. Car si l'issue fatale intervenait, faudrait-il parler de suicide généreux ou de non-assistance à personne en danger ? Car le moyen de faire cesser cette grève est clairement énoncé et c'est bien au nom du Peuple Français que les expulsions sont mises en œuvre. Je ne sais pas si celui qui en meurt est figure du Christ crucifié, je sais que ceux qui le laissent mourir risquent fort de ressembler à Pilate.

LE PROPHÉTISME

Historiquement la mort de Jésus et la façon dont il l'affronte peut se lire dans la ligne du prophétisme. Le prophète prend à contre-pied les événements pour y lire l'avenir de Dieu. Mais c'est surtout à ses risques et périls : la persécution fait partie de son authenticité. Nul ne peut s'arroger à lui-même le titre de prophète. Mais ce n'est pas non plus quelque action magique qui l'authentifie. Au terme, c'est la reconnaissance par le peuple de Dieu qui l'établit comme tel. Cela ne va pas sans controverse. Malheur pourtant à l'Eglise si elle ne veut pas se laisser interroger par les prophètes lorsqu'ils prennent la parole. Il est trop facile, après coup, d'admirer Mgr ROMERO de loin. Le geste d'une grève de la faim n'est pas automatiquement prophétique mais nous ne pouvons pas exclure l'hypothèse qu'il le soit. Force nous est donc d'entendre la question.

Curieusement les actes prophétiques semblent contredire la morale établie. Lorsque Isaïe se promène nu dans les rues de Jérusalem, il outrage la pudeur. Lorsque Jérémie demande la reddition de Jérusalem, il manque de patriotisme et quand Jésus relativise le sabbat, il conteste la loi de Moïse.

Certes, il ne suffit pas de subvertir la morale pour être prophète. Mais cela permet au moins aux contemporains de ne pas écarter l'interpellation au nom de la morale établie. Celle-ci peut demeurer valable...

Je maintiens que le respect de la vie et de la sienne propre est une valeur primordiale avec laquelle on ne joue pas. Mais cette valeur n'est vivante qu'à condition d'être toujours rappelée à sa raison d'être.

Et il advient que, pour retrouver cette racine, des gestes exceptionnels sont nécessaires, qui transgressent la loi, attestant son véritable sens.

Ce sens, dans le christianisme, est de lier irréductiblement la cause de Dieu et la cause de l'Homme. Et puisqu'il s'agit de l'humanité réelle, c'est-à-dire divisée, la cause de Dieu prend parti dans cette division et, toujours pour les prophètes, le critère décisif est la cause des pauvres et des opprimés. C'est pour les défendre qu'ils se dressent jusqu'à être pourchassés par les pouvoirs en place. Et cette identification : Dieu-pauvres est établie par Jésus définitivement. Il fréquente les exclus, en fait son sacrement : « J'étais étranger et vous m'avez accueilli » jusqu'à être lui-même exclu et sans pouvoir. Et c'est pour témoigner que Dieu l'a fait Seigneur et Christ « ce Jésus que vous avez crucifié » que les martyrs iront jusqu'à la mort, jusqu'au bout car il y a un « illimité » de l'amour de Dieu. Mais il est pour les hommes démunis. Ce n'est pas dire qu'un arrêt de la grève de la faim serait une trahison de cet amour.

C'est bien que nous sommes tous requis à aimer non pas en paroles seulement mais en actes et en vérité ; que nous sommes tous requis à mettre la loi pour l'homme et non l'homme pour la loi ; que nous sommes tous requis à la folie de Dieu crucifié sur une croix : « Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime ».

Et il paraît que « c'est sur l'amour que nous serons jugés » (J. de la Croix).

Emile GRANGER - 8 avril 1981.

Regards ...

FRANCESCO AZZIMONTI

Il ne m'était pas possible en tant qu'étranger, immigré vivant dans ce pays, portant dans ma peau la peur et le risque de l'expulsion, de passer à côté d'un geste si fort et public comme une grève de la faim. Et j'ai vécu celle-ci au quotidien, essayant d'être présent, d'organiser au mieux la spontanéité des soutiens, l'urgence d'une efficacité, les besoins d'une lutte.

Je suis italien, concerné moi et mes compatriotes par tous les problèmes de l'immigration, expulsions comprises. Même si au premier plan actuellement, ce sont les Maghrébins qui sont en scène, il est impossible de laisser de côté les autres immigrations (et pourtant, pendant et après cette grève de la faim, rien ne s'est fait encore dans le sens de cette solidarité inter-immigrations). Peut-être ma présence servait-elle à signifier aussi que d'autres que les Maghrébins étaient également pris dans le jeu des revendications à satisfaire ? La solidarité internationale a certainement un sens, et peut passer aussi par là.

Une grève de la faim, de solidarité, pas pour soi spécialement : pour d'autres. Peut-être le dernier « cri » d'une forme de solidarité Français-Immi-

grés vécue en France depuis dix ans et plus ?... Dernier cri, geste ultime, risquer le tout pour le tout, dans un contexte politique et social assez incertain à l'époque. Une forme de solidarité « pour » les autres, qui est allée jusqu'à la limite de mettre sa vie en danger. Geste très fort et puissant, je le reconnais. Et, pour moi, la nécessité de soutenir, être près de mes amis, crier avec eux cette injustice et réclamer satisfaction, tout en essayant d'y adapter mes analyses et mes démarches politiques, pour qu'elles rentrent, tant bien que mal, dans ce geste que je n'avais pas choisi.

Et comprendre que, maintenant, c'est à nous de jouer. Il nous fallait encore un coup de pouce, un coup de force en vérité. Mais maintenant, ce devrait être fini de rester à genoux, d'attendre que d'autres fassent pour nous, de croire encore aux lois de l'hospitalité, de garder nos complexes d'infériorité... On n'a rien à attendre de personne. On est là, on existe, il faut nous défendre. On est grands, maintenant ! (Je suis comme ça : italien, étranger, avec mes goûts et mes manies. Eh bien ! désormais, il faut que vous en teniez compte. Je ne crois pas qu'il y ait des meilleurs et des pires, qui méritent plus ou qui méritent moins. Il y a des gens qui, par leur vie et leur travail, ont acquis des droits comme tout le monde, vivent dans ce pays et qui ont à se battre et à se réjouir comme tout le monde ici...).

Je ne peux cacher que, pendant cette lutte, comme souvent dans d'autres occasions de lutte, j'ai découvert des amis. J'ai connu des personnes, noué des relations, appris beaucoup de choses. Mais oui, c'est aussi important : connaître des gens, se faire des amis, travailler avec. Et surtout : travailler avec dans des conditions d'urgence, où on n'a pas le temps de s'étudier, de se draguer, d'y réfléchir mille fois, de contourner les obstacles... Un chassé-croisé de choses, de gestes, de compétences, d'options différentes qui ont fait qu'on a quand même réussi.

Ce qui m'a surpris, et qui a aussi participé à la réussite de l'action, c'est la solidarité immense qui s'est dégagée :

Une solidarité immédiate.

Une solidarité publique.

Une solidarité des jeunes et des Immigrés eux-mêmes.

Une solidarité immédiate, pas facile à canaliser (courrier, téléphone, visites, télégrammes, assemblées générales, manifestations publiques...) et qu'il fallait faire passer de la spontanéité à une efficacité au moins sociale et collective, et parfois de la grève de la faim en elle-même au problème des jeunes et des expulsions.

Une solidarité publique qui, je dois dire, m'a étonné, moi étranger, vue pour la première fois en France, sur un problème pas particulièrement « populaire ». En plus de la mobilisation et du soutien des Eglises, des partis et des syndicats d'une façon très large et unanime, j'ai vu apparaître en force les associations familiales, les associations ou groupes de solidarité avec le Tiers-Monde, les associations de parents d'élèves... C'est un fait nouveau qu'il ne faudra pas laisser tomber...

Et les jeunes, les mères, les Immigrés eux-mêmes. Les jeunes clandestins sortis de l'ombre. Une prise de parole qui s'organise. Une prise en mains des problèmes quotidiens. Une amorce de recherche collective. Une meilleure connaissance d'autres jeunes, d'autres villes. Et de commencer

à dire : c'est à nous de faire quelque chose, c'est à nous de jouer. Je regrette seulement que trop souvent, les jeunes, et les Maghrébins en particulier, ne savent pas travailler ensemble, parler et s'écouter dans un groupe, critiquer et se faire critiquer, dépasser leurs vies et leurs envies personnelles, enclencher une démarche collective sur un projet qui tient à cœur.

L'aspect le plus fort, pour moi, a été de toutes façons cet espace créé par la grève de la faim, où les jeunes ont pris place, ont pris parole, ont pris conscience, en termes d'évolution constante et d'apprentissage quotidien qui préparent un travail à plus longue durée.

Je continue à rêver « d'états généraux » des jeunes d'origine étrangère en France. Ce sera la réponse publique et claire à la grève de la faim, l'autre côté de la balance, l'éclatement au grand jour. A la découverte de leur identité, de leurs droits, de leurs possibilités d'expression, sans trop continuer à se référer à des revendications que d'autres ont élaborées pour eux, Français ou Immigrés. Une semaine, au moins, l'année prochaine, où tous les jeunes rassemblés en un même lieu, présenteraient ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent, à travers tout ce qu'ils auraient préparé : cinéma, théâtre, musique, livres, journaux, paroles, danses, etc...

Quand les grévistes ont décidé d'arrêter leur grève de la faim, c'est vrai, je me suis senti dépossédé. Je me disais : ce n'est pas le moment, ce n'est pas suffisant ce qu'ils ont obtenu ; on peut tenir encore, ils se sont fait avoir... Je me suis senti dépossédé, car effectivement, le problème des expulsions n'était pas seulement celui des grévistes, mais le mien, le nôtre aussi. Car pendant vingt-neuf jours, on avait aussi travaillé, jeûné, peu dormi... Car pendant vingt-neuf jours, des choses importantes s'étaient passées, des prises de conscience, des prises de parole, et on ne pouvait s'arrêter. C'était aussi notre affaire, car..., car..., car...

Une page d'histoire est tournée maintenant, d'autres conditions politiques existent, et c'est l'avenir qui est certainement le plus intéressant.

JACQUES DE BOLLARDIERE

Notre attitude collective face à la vie, aux espoirs et aux souffrances des travailleurs immigrés en France, est un problème qui me hante depuis de longues années. Un de mes amis a mis sur pied dans la banlieue parisienne une association : « Logement et Promotion Sociale », pour tenter d'aider les migrants à faire face par eux-mêmes à leurs propres problèmes. Vers 1973, il m'a demandé de faire partie de L.P.S., qui disposait d'une soixantaine d'animateurs répartis dans 25 cités de transit aux environs de Paris.

Une grande part de ces migrants étaient Algériens. J'avais pu mesurer pendant la guerre que nous leur avions imposée dans leur propre pays notre aveuglement, notre mépris, et notre brutalité envers eux. Aujourd'hui, murés dans notre égoïsme, nous étions impuissants à les voir autrement que comme une main d'œuvre anonyme, sans autre intérêt qu'être indispensable au développement de notre économie et à la satisfaction de nos besoins matériels.

Quand Christian m'a annoncé sa décision et m'a envoyé le dossier qu'il avait constitué en partageant étroitement leur vie depuis de longs mois, comment ne me serais-je pas senti très proche et profondément solidaire ?

J'avais eu l'occasion de réfléchir à cette terrible décision qu'est l'engagement sans retour en arrière dans une grève de la faim illimitée. Nous en avons longuement parlé entre nous au M.A.N. plusieurs fois, dans les moments les plus difficiles de la lutte au Larzac.

Certains disent, et tout récemment encore Mère Thérèse à propos des prisonniers irlandais, que c'est là une violence inacceptable, une action suicidaire qui ne s'accorde pas avec l'esprit évangélique.

Pourtant, au cours de 30 années passées à faire la guerre, j'ai vu glorifier, sacraliser même par les plus hautes instances politiques et quelquefois religieuses, l'acceptation de la mort par des jeunes hommes à qui le droit n'était pas reconnu de réfléchir au plus profond de leur conscience sur la justice de la cause à laquelle on exigeait qu'ils sacrifient leur vie.

J'ai eu, je l'avoue, un serrement de cœur en pensant que Christian et ses amis s'engageaient peut-être dans une impasse. Je sais d'expérience, à propos des tortures en Algérie, à quel aveuglement peut conduire la « Raison d'Etat ». L'attitude du gouvernement britannique face aux Irlandais le confirme aujourd'hui.

Peut-être seule la conjoncture politique a-t-elle permis que l'action entreprise par Christian aboutisse non seulement à une large prise de conscience de l'opinion publique, mais à un règlement politique favorable des problèmes des enfants des migrants.

Ma femme Simone et moi, en tout cas, n'avons jamais douté que Christian accomplissait pleinement sa vocation de prêtre en acceptant, après avoir tout essayé en vain, de donner sa vie pour que cessent les humiliations et les souffrances de ceux qu'il aime pour avoir partagé jour après jour leurs espoirs et leurs peines. Sa contestation de la violence de l'Etat a pris d'autant plus de sens et de force, que toute sa vie a été vouée à la non-violence.

JEAN COSTIL

Christian Delorme m'a demandé de faire un article pour la revue qu'il dirige : Alternatives non-violentes. Et cela parce qu'ensemble, nous avons participé à la grève de la faim d'avril 1981 contre les expulsions de jeunes étrangers.

Le M.A.N. a été d'emblée l'association qui a soutenu notre action. Mais je dois dire que j'ai toujours été étranger au mouvement non-violent, percevant dans la « non-violence » une illusion... ou une hypocrisie.

Le travail de la Cimade s'exerce, depuis des années, dans l'immigration, à deux niveaux. Le premier peut s'appeler « action ». Il consiste à défendre individuellement des personnes échouées à la Cimade après que les autres portes se sont fermées pour cause d'impuissances diverses (services sociaux, associations, administrations bien sûr, avocats dont certains ont fait beaucoup d'argent sur le dos des immigrés sans forcément beaucoup de succès!...). Cette défense est évidemment complétée par l'action publique avec d'autres (tracts, manifestations...).

Le deuxième niveau, lui, consiste, à partir de cette expérience acquise sur le terrain, à globaliser les informations et à sensibiliser l'opinion, à un niveau national, à la cause des immigrés. C'est ainsi qu'une campagne en direction des députés fut menée à bien contre les projets de lois Bonnet-Stoléro.

Si je rappelle ce travail de la Cimade auquel je participe, c'est pour définir ce que je considère être la « voie non-violente » en face de la violence d'Etat contre les étrangers en France : le chemin de la parole, qui dénonce au nom du respect des Droits de l'Homme ; le chemin d'une action qui sert de relations pour obtenir parfois un sursis ou un retour pour un expulsé ; le chemin qui en appelle aux bons sentiments des parlementaires, des Chrétiens et autres non-informés de la dureté des lois, etc.

Cette forme de travail est nécessaire lorsqu'une législation particulière, visant une catégorie spécifique de population, se met en place et peut et doit être dénoncée. C'est la voie normale de contestation pour une association ; c'est le jeu normal, en démocratie, des contre-pouvoirs possibles. Ce n'est pas la violence... mais la légalité.

Là où tout se complique, c'est lorsqu'on prend conscience que le chemin et le jeu de la légalité ne sont plus possibles, car on estime que l'Etat passe les bornes du tolérable. Alors, après le temps des compromissions, se pose la question de la violence ou de la honte. Disons qu'on se demande, par exemple, comment on va pouvoir encore répondre, une fois de plus, au type paumé qui va venir : « Tu as deux solutions : retourner dans ton pays, ou devenir clandestin ». C'est le moment où « y-en-a-marre », le moment où il faut « faire un faire », au lieu de faire de la parole parlée ou écrite... Après tant de rages impuissantes, s'est ainsi posée à moi la question de la violence.

Après le compromis et le jeu réglementaire : la violence ! Oui... mais laquelle ? Selon quel mode ? Car il s'agit d'attaquer une politique, un pouvoir qui l'applique, une opinion indifférente !

Une majorité gouverne, une majorité vote les lois injustes. Une toute petite fraction de l'opinion est sensibilisée... Il s'agit alors d'engager une action pour convaincre et obtenir la victoire, une action significative à valeur symbolique, une action dont on parle et qui suscite des soutiens... une action dont l'enjeu soit tel qu'il force la réponse : vie ou mort..

Il s'agit alors de mettre réellement un contenu dans les mots sans cesse utilisés comme simples épouvantails : « lutte », « combat », « pouvoir », « liberté », « injustice », « résistance »... Passer de l'épouvantail sans cesse brandi pour faire peur (et parfois obtenir), à l'épouvante pour vaincre. Plus simplement : employer la violence c'est-à-dire : violer !

Mais quelle violence ? La violence physique contre le pouvoir et ceux qui le servent ? Aujourd'hui, le terrorisme est partout, tant sont nombreux les régimes ressentis comme intolérables... La violence physique contre soi-même, comme moyen de pression ? C'est là aussi un terrorisme, mais d'un autre type, plus insidieux, porteur de l'idée d'immolation, de sacrifice... C'est une manière subtile de mettre peu à peu mal à l'aise... Poser une bombe ? Tout le monde dit « Non ! ». Mettre sa vie en jeu lentement ? On dit « Non » ou « Oui », forcé, obligé, si l'enjeu poursuivi est suffisamment juste.

Et c'est bien de cela qu'il s'agit dans la grève de la faim : exercer une pression intolérable sur l'esprit, la conscience, le cœur, l'âme de celui qu'on veut faire plier. Entrer en « violence propre », aux deux sens du mot : « propre » parce qu'on ne va pas faire couler le sang des autres mais leur laisser le temps de changer d'avis ; « propre » au sens de « contre soi-même ».

Voilà ce que je voulais rapidement dire, et qui peut se résumer ainsi : il est un temps où les mots qu'on emploie doivent prendre un contenu réel et non plus imagé ! Ce temps est le temps du passage de l'agressivité à la violence. Entrant avec Christian dans cette grève de la faim — et cela nous distinguait et continue de nous distinguer —, je n'ai jamais ressenti ni compris mon action comme non-violente, offrant une alternative non-violente... J'ai voulu « faire violence » en réponse à la violence du pouvoir, et je crois que nous y sommes parvenus.



JEAN-LOUP CACHEUX
avocat à Lyon

Depuis plus de six ans, un nombre croissant d'avocats lyonnais s'est vu confronté au dramatique problème des procédures d'expulsion concernant des enfants de travailleurs immigrés, enfants nés en France ou qui y étaient arrivés si jeunes qu'ils ne pouvaient avoir le souvenir d'un autre mode de vie que celui qu'ils y avaient rencontré.

Peut-être serait-il fastidieux d'énumérer ici les difficultés rencontrées :

— difficultés de dialogue avec une Administration qui, malgré son souci d'humanité, ne disposait, sur le plan local, que d'une très mince marge de manœuvres ;

— difficultés procédurales, tant il est vrai que l'Université préparait peu, jusqu'à un passé récent, les avocats à la procédure administrative ;

— difficultés de preuves quand une Brigade de Gendarmerie — qui avait délivré à un jeune étranger un certificat de perte de papiers mentionnant les numéros des cartes d'identité, carte de séjour et carte de travail — ne craignait pas, par la suite, d'affirmer que l'intéressé n'avait jamais eu de papiers et n'était donc pas justiciable de la Commission d'expulsion ;

— difficultés de dialogue avec les clients : l'avocat, comme beaucoup de juristes, est soucieux de classification et de stabilisation, d'où la tentation d'inviter les jeunes en difficulté à solliciter la nationalité française afin d'esquiver dorénavant tout risque d'expulsion ;

— difficultés avec certains Magistrats qui ne voient, dans ces procédures de demande de nationalité, que

des démarches dilatoires alors que les intéressés, après une discussion loyale, ont librement choisi de former ces demandes ;

— malgré l'écoute de Magistrats administratifs et judiciaires de plus en plus nombreux à être émus par la situation d'injustice faite à nos jeunes clients, tentation de découragement devant les aggravations faites par la loi du 10 janvier 1980 au sort des jeunes immigrés et par les discours électoraux du Président Giscard d'Estaing et de la majorité d'alors ;

— sensation de prêcher dans le désert, sensation que les discours démagogiques et xénophobes rallient une majorité ;

— tentative de travailler en équipe avec d'autres avocats et avec les militants des quartiers sensibilisés au problème ;

— quelques victoires grâce à cette coordination, mais plus généralement, un sentiment d'impuissance devant l'ampleur des difficultés et de la tâche effectuée sur leur seul plan judiciaire.

Voilà quel était à peu près l'état d'esprit de la plupart des avocats intéressés au début du printemps 1981.

C'est alors que nous avons appris la décision de Christian DELORME, de Jean COSTIL et de Hamid BOUKHROUMA de tenter une grève de la faim.

A différentes reprises, nous avons tenté de crever le mur du silence, mais nos efforts n'avaient recueilli qu'un écho fort discret, alors même que les faits que nous dénoncions nous paraissaient être de nature à attenter non seulement à la liberté de nos clients étrangers, mais aussi aux libertés de chacun des citoyens français.

La grève de la faim a permis de renverser le combat et de sensibiliser l'opinion.

J'ai vu nombre d'avocats civilistes ou spécialistes de droit commercial, peu sensibilisés à ce genre de problèmes, s'y intéresser et prendre l'initiative de nous demander quel était notre rôle dans cette action.

Avec quelques confrères, nous avons, à plusieurs reprises, rendu visite aux grévistes de la faim.

Nous avons compris que les critiques qui leur étaient faites de recourir à un chantage à la mort ne résistaient pas à l'examen.

Il fallait voir que la foi qui les animait dans le succès de leurs justes revendications était un facteur de vie.

Il fallait voir avec quel soin ils avaient organisé l'observation médicale qui accompagnait leur action.

Il fallait voir quel soutien moral leur apportaient les très nombreuses visites qu'ils recevaient rue Pasteur :

— visites de Maghrébins de tous âges qui se joignaient à leurs prières, qui les interrogeaient avidement, qui leur racontaient leurs difficultés, et qui, grâce à ce dialogue et grâce à l'intérêt accordé par l'opinion à l'entreprise, avaient le sentiment d'accéder à une dignité nouvelle ;

— visites aussi de tous ceux qui abordaient le problème : avocats, prêtres, militants de quartiers confrontés à des détresses individuelles face auxquelles ils n'avaient pas les éléments de réaction.

Pour soutenir cette foi et cet enthousiasme, les trois grévistes de la faim ont su multiplier les initiatives et faire travailler leur imagination.

Leur volonté de créer un climat de confiance a trouvé une nouvelle illustration dans l'acceptation de l'offre, cependant très conditionnelle, qui leur avait été faite par le Ministère de l'Intérieur, de surseoir pendant un court délai aux expulsions afin de réexaminer les différentes situations.

Cette grève de la faim n'a pas résolu totalement le problème posé par la vie de jeunes étrangers en France.

Cette solution doit être trouvée dans l'esprit qui régnait rue Pasteur, esprit de foi, de dialogue, de confiance réciproque.

Voilà le souvenir que m'a laissé cette expérience.



PAUL GRAVILLON

journaliste au « Progrès » de Lyon

Pour un journaliste, cette grève de la faim constituait l'un de ces « événements-information » dont l'actualité est riche depuis 68. Cette forme d'action non-violente, pourtant ancienne dans notre pays (en tout cas depuis la guerre d'Algérie), n'avait pas encore été vraiment comprise par l'opinion publique et restait marginale ou folklorique : ce qui s'est passé à Lyon pour la deuxième génération a permis à la non-violence d'acquiescer droit de cité dans la conscience des Français. A mon avis, parce qu'il s'agissait d'une

action très cohérente : parfaitement organisée, solidement argumentée...

Elle n'a pas éclaté comme un fait divers, et pourtant elle en a eu la force dramatique. Elle a été conduite avec sérénité : sans passion, sans faiblesse, avec mesure mais avec résolution. Le style « jusqu'au-boutiste » s'alliait à une tactique très réaliste : deux qualités que l'on voit rarement ensemble dans une action politique.

Certains ont regretté la « cléricatisation » de fait — sinon d'intention — de cette action. Il y a eu, certes, comme c'est inévitablement le cas en pareille circonstance (notamment du fait des media), un certain vedettariat. Mais les principaux intéressés ont pu, de ce fait, émerger progressivement : prendre le temps de trouver leurs moyens d'expression au lieu d'être piégés par le mensonge d'une parole qu'on donne brutalement à quelqu'un qui n'y avait pas droit jusque-là.

Deux critiques de détail : la publicité informative dans « Le Monde », d'abord, contre le principe de laquelle beaucoup de journalistes sont. On peut s'interroger sur la validité et sur l'efficacité de cette forme moderne d'expression. Les bulletins quotidiens d'information, d'autre part, élaborés par le comité de soutien : tenir les journalistes informés à tout moment, certes, mais sans leur donner l'impression qu'on fait leur travail ni multiplier les bilans. J'aurais préféré, pour ma part, des rencontres d'informations mais aussi de réflexions sur la forme même de l'action : pour ce type d'action-information, un échange entre professionnels des media et acteurs de l'événement aurait été utile, car la non-violence, en France, est encore un fait nouveau, mal appréhendé.



MARCELLE COTTAIS

Dès le début de la grève de la faim, un comité de soutien s'organisa très vite à Paris.

Notre tour de force à nous ne fut pas de réunir — et ce fut relativement facile — mais d'essayer de faire travailler ensemble « des jeunes prolétaires et des intellectuels, des personnes différentes par l'âge et par l'histoire, des immigrés et des Français, des marxistes-léninistes et des chrétiens... et j'ajouterai des non-violents et des « violents ».

La grève de la faim fut contestée comme moyen de lutte.

— « N'y a-t-il vraiment pas autre chose à faire ? »

— « Est-ce bien dans la ligne de l'Evangile ? »

— « A-t-on le droit de risquer ainsi sa vie ? »

Questions entendues au comité et à la permanence... Christian Delorme et Jean Costil ont essayé bien d'autres moyens de lutte avant d'arriver à cette ultime décision, mais voilà, « on est toujours dérangé par quelqu'un de plus courageux que nous ».

La limitation de l'objectif aux jeunes immigrés fut contestée aussi.

Quelques-uns menacèrent de quitter le comité et le perturbèrent à chaque séance pour demander d'élargir les revendications à toute l'immigration : expulsés adultes, sans papiers, clandestins, etc. N'est-ce pas faire injure aux grévistes de penser qu'ils n'avaient pas réfléchi au problème global de l'immigration. Plus lucides et plus réalistes, ils savaient qu'en voulant tout obtenir, on n'obtiendrait rien. Qui pouvait en mars-avril prévoir le résultat du 10 mai ?

Le terme « circulaire » fut lui aussi mis en cause.

Depuis de nombreuses années, plusieurs organisations se battaient pour que le gouvernement cesse de régler l'immigration à coup de circulaires. Mais il faut reconnaître qu'avec beaucoup de loyauté et de respect, plusieurs responsables de ces associations qui n'étaient pas d'accord parfois même avec la forme de la lutte et son objectif restreint continuèrent leur action au sein du comité jusqu'au bout.

On a reproché aussi à Christian Delorme et sans doute aussi à Jean Costil d'avoir fait du mouvement une « affaire d'Eglise ».

Un journaliste écrira même que « Christian Delorme avait changé de terrain pour essayer de mouiller l'Eglise. » N'est-ce pas normal qu'un prêtre cherche le soutien et l'action de son Eglise ? Et pourtant, Ch. Delorme écrira le 19 avril dans Non-violence Politique : « Nous comptons beaucoup sur l'appui des Eglises... Elles se sont sérieusement laissées tirer l'oreille avant de nous apporter leur concours. » Il m'est arrivé moi-même

d'avoir, comme chrétienne, honte de mon Eglise. Quelques curés parisiens ont travaillé avec courage et acharnement. Mais comme j'aurais aimé entendre plus tôt la voix de Mgr Lustiger ! Il a accompagné jusqu'au métro Saint-Michel un de ses prêtres venant à la permanence de Saint-Séverin. Quelques mètres lui restaient à franchir pour pouvoir prendre contact avec le comité, et il ne les a pas franchis ! Crainte ? Peur ? Prudence ? Je n'ai jamais décelé cette attitude chez le Christ quand il s'agissait de défendre les pauvres, les marginaux. Heureusement, la base qui est aussi l'Eglise a réagi promptement et a soutenu le mouvement.

On a dit aussi que le mouvement a été une affaire d'associations d'aide aux immigrés et non d'immigrés.

Le pouvaient-ils vraiment à cette époque ? Maintenant, ce devrait être plus facile pour eux de prendre la parole et d'agir. Le droit d'association devrait leur être reconnu. Certains ont commencé à s'organiser.

Avec eux, à notre place, nous continuerons d'être « le cœur conscient » de la France qui demeure raciste.

MICHEL PASCAL

abbé d'Hautecombe (Savoie)

Dès l'instant où j'ai appris qu'un frère dans le sacerdoce, un frère pasteur et un jeune immigré entreprenaient cette action d'une grève de la faim, il me semble que j'en ai aussitôt mesuré l'importance et la grandeur, et je me suis senti concerné. Derrière le visage de Christian et de Jean, j'ai vu le visage de Jésus et je n'ai pu rester les bras croisés et les lèvres silencieuses. J'ai donc informé ma communauté monastique en suscitant un soutien actif par la prière. L'accueil fut assez diversifié, ce qui est normal, certains achoppant sur le principe de la grève de la faim. Les jeunes surtout ont été touchés par la démarche entreprise, par cette dimension du sacrifice pour la justice et le droit des humiliés, dans le droit fil des actions non-violentes. Pour ma part, je n'ai eu de cesse que de trouver une occasion d'aller personnellement rencontrer mes nouveaux amis pour leur manifester mon appui. J'ai eu ensuite la joie de les accueillir à Hautecombe pour approfondir ce lien d'Eglise.

MARIANO IRIARTE

Avant de dire ce qui me semble l'essentiel, je veux signaler que la réaction des formations et groupes politiques, syndicaux ou religieux devant l'événement de la grève de la faim, surtout au départ et à la fin, montre nettement la position qu'ils ont par rapport à ce qu'ils disent défendre (les plus pauvres, le prolétariat, les travailleurs...). Il y a eu ceux qui ont pris le train en marche quand ils ont vu que le mouvement prenait de

l'ampleur... et il y a eu ceux qui ont sauté du train en marche, pour essayer de l'arrêter. Et ils ont été nombreux ! Des curés proches du mouvement ouvrier aux organisations de gauche et d'extrême gauche, en passant par les groupes « spécialisés » dans l'immigration...

Parmi les groupes d'extrême-gauche, il y a ceux qui font un bilan tout à fait négatif de la grève de la faim, en espérant sûrement ramasser des miettes. Un des arguments « forts » consiste à présenter la grève de la faim, et plus particulièrement l'action de Christian DELORME, comme une action de « tuteur », une action paternaliste (il est

curé et ça colle !), une action qui vise à utiliser la Deuxième Génération. Ils s'appuient, pour cela, sur certaines erreurs qui ont été commises : au lieu de placer ces erreurs dans l'ensemble du mouvement et de les expliquer, ils expliquent le mouvement à partir de ces erreurs !

La grève de la faim avait deux caractères tactiques. D'un côté elle prétendait s'appuyer sur une mobilisation des masses, et tout spécialement sur celle des jeunes Immigrés. De l'autre, elle prétendait s'appuyer aussi sur les notables, pour obtenir des résultats immédiats. La gravité de la grève de la faim a fait que le deuxième caractère tactique l'a emporté quand les deux sont entrés en contradiction...

Deux choses me paraissent devoir rester comme les deux contributions essentielles de cette grève. La première, c'est la mise en route d'une partie de la jeunesse immigrée, même si celle-ci est le fait d'une poignée de jeunes qui avancent à trébuchon. La deuxième, c'est l'expérience que nous avons faite de l'unité possible, à un moment donné, entre gens très différents les uns des autres. La grève de la faim est pour moi une leçon que je n'oublierai jamais, et que d'autres auraient grand besoin d'apprendre.

A l'annonce de la grève de la faim, une vingtaine de femmes maghrébines réunies à Gerland ont dit : « Si Christian fait la grève de la faim, c'est que c'est juste ! ». A leurs yeux, l'action que Christian se proposait d'entreprendre était juste d'abord parce que c'était lui qui la faisait. Et cela me paraît très important. La mobilisation des Maghrébines de Gerland pendant la grève de la faim n'a pas été due seulement au fait que la lutte contre les expulsions les concernait, mais elle a été due aussi à la confiance accordée à Christian et aux liens tissés avec lui.

Ce sont les mères de Gerland qui, du commencement à la fin, ont été les plus engagées dans la lutte par rapport à l'ensemble des mamans maghrébines. Le vécu de l'expulsion de leurs enfants était évidemment leur motivation principale pour se mobi-

liser, mais pour qu'elles le fassent, il a fallu l'action menée par Christian depuis plusieurs années auprès des jeunes de Gerland, et sa décision d'entreprendre une grève de la faim.

C'est cette action qui a précédé la grève que je veux évoquer, car c'est elle qui a rendu possible la grève de la faim et, bien entendu, la mobilisation des jeunes Immigrés de Gerland et surtout de leurs familles. Cette action antérieure à la grève est une grande leçon politique pour tout un milieu politico-syndical qui, depuis des années, s'efforce de mobiliser les Immigrés sans trop de résultats.

L'aboutissement d'une histoire de fidélité

J'ai été un témoin privilégié de cette histoire de fidélité, et c'est pourquoi je puis tirer une leçon qui a remis en question ma propre pratique politique...

C'était il y a six ans. Nous vivions, Christian et moi, dans une même communauté à Gerland. Tous les jours, à n'importe quelle heure, matin et soir, les jeunes étaient là, frappant à la porte et demandant : « Christian est là ? ». C'était le « mot de passe » des gamins maghrébins des maisons de la ville. Christian était pour eux leur ami. Cette amitié, à mon avis, dépassait un peu les bornes. Des fois, ils étaient vraiment emmerdants et Christian trop consentant. En plus, pour moi militant du monde ouvrier et suivant la plus orthodoxe tradition du mouvement ouvrier, Christian me paraissait ne pas avoir la moindre conscience des moyens à mettre en œuvre pour que ces jeunes parviennent à participer à la lutte du prolétariat. Sûrement que j'avais raison dans mes critiques... Seulement, mon « savoir faire » était extérieur à la vie de ces jeunes prolétaires. Christian, lui, avec ses erreurs politiques et son style petit-bourgeois, avait malgré tout « plongé » à l'intérieur de leurs vies...

Plus tard, nous sommes partis de Gerland, mais Christian est resté en lien avec ces jeunes. Il a continué à « perdre du temps » avec eux, allant de temps en temps chercher du travail avec l'un, venant manger un couscous chez un autre...

En 1980, j'ai participé, au Centre Social de Gerland, à une réunion autour des problèmes de l'immigration. C'était Christian qui l'animait. Il était très clair dans son analyse de la politique gouvernementale, et j'ai découvert alors que sa fidélité à la vie des jeunes Maghrébins, avait amené Christian à un sérieux mûrissement politique. Comme j'ai découvert, avec la grève de la faim, combien cette fidélité produisait une transformation politique non seulement chez Christian, mais encore chez ceux envers qui il est resté fidèle. Ce n'est donc pas toujours vrai que « la ligne politique est toujours déterminante par rapport à l'ensemble », comme le disait Mao Tsé Toung. Dans ce cas, une attitude d'amitié (dans d'autres : un sentiment de classe, ou de dévouement pour l'humanité, etc) a déterminé la ligne politique. Mais ce que je retiens comme vrai, c'est que, pour la libération de nos chaînes collectives, l'amour fidèle et gratuit est tout aussi nécessaire qu'une conscience plus prolétarienne.

Je notais précédemment qu'un des résultats les plus probants de la grève avait été la mobilisation des jeunes. Dans leur ensemble, les jeunes de Gerland ont bien compris l'importance de cette lutte. Ils se sont « sentis concernés » dès le premier moment, même ceux qui, en principe, selon la loi, ne pouvaient pas être expulsés. Ils ont compris, en effet, que cette grève n'était pas seulement contre les expulsions, mais touchait à quelque chose de plus grand qui les concernait tous.

Entre : « On est concernés » et : « Il faut aller voir les autres jeunes des autres quartiers », le pas a été fait très rapidement, à Gerland et ailleurs. Des clivages, certes, se sont opérés entre les jeunes de la Deuxième Génération, mais ils montrent les transformations qui sont en train de s'accomplir et les idées qui s'affrontent.

D'un côté on trouvait : « Tu peux rien faire avec eux : ils sont cons ! » ; « Ceux-là, ils n'ont pas de parole, ils ont changé leur veste ; ce n'est pas la peine d'aller les voir » ; ou encore : « Nous sommes spéciaux, nous ; nous sommes déjà perdus ! ». Mais en face de ces manques de confiance envers les

autres ou envers eux-mêmes, on trouvait la prise de conscience que « On n'est pas seuls », « On est une force », « C'est à nous de prendre nos problèmes en mains ». Le journal SANS FRONTIERES a certainement joué un rôle très important pour faire passer l'idée qu'il ne fallait pas « laisser les autres agir à notre place », mais qu'il fallait agir ensemble. Des actes et des sentiments nouveaux sont ainsi apparus : des jeunes ont distribué des tracts en pleine rue ; ils ont manifesté ; ils sont allés rencontrer et parler à d'autres jeunes ; ils ont dit : « Nous avons bien parlé »... et la fierté était en eux !

Ces paroles et ces actes nouveaux des jeunes Immigrés ont constitué l'événement capital de la grève de la faim, et c'est ce qui doit être désormais consolidé et étendu.

L'autre expérience inoubliable, c'est le rassemblement de personnes les plus diverses que nous avons vécu. Avant avril, après les bulldozers du Parti Communiste contre des Immigrés, tout semblait jouer en faveur de l'injustice ; l'impuissance nous envahissait. Et puis, soudain, la vapeur a semblé se renverser ! Nous nous sommes retrouvés nombreux, de Gerland, de Villeurbanne, de beaucoup d'autres quartiers et de beaucoup d'autres villes... Nous étions des jeunes et des moins jeunes, des Français et des Immigrés, des ouvriers et des intellectuels... Il y avait des humanistes, des syndicalistes, des révolutionnaires... des « gens », tout simplement ! Et nous avons marché main dans la main. Aussi différents que nous étions, il nous a été possible de nous unir autour d'un problème qui était d'une si grande importance pour la classe ouvrière, et cela alors que quelques semaines auparavant, nous étions désarmés et impuissants !

Ce regroupement avait pour cause non seulement la grève de la faim et les personnes qui la faisaient, mais aussi l'objectif limité du départ, la « cible » bien précise : l'arrêt des expulsions des jeunes de la Deuxième Génération.

Cet objectif limité et accessible a permis de mobiliser beaucoup de monde, malgré les divergences politiques ou philosophiques, sans pour autant

regards

exclure le débat sur les problèmes de fond. La cible permettait d'espérer un combat efficace à court terme, mais en même temps, elle s'inscrivait à l'intérieur d'objectifs larges : la place de la Deuxième Génération et de l'ensemble des Immigrés dans la société française, et la solidarité entre Français et Immigrés.

Maintenant que la grève est finie, reste chez nous la conscience que quelque chose a changé... ou doit changer. On ne peut revenir au même stade d'organisation qu'avant la grève de la faim.



photo : C. BOISSEAUX

Meeting du 7 mai 1981 à Lyon : une mère algérienne de Gerland.

BERNARD BOLZE

Parce que trois personnes rangèrent, pour un mois, au magasin des accessoires, leurs casseroles, leurs couteaux et leurs fourchettes, et que deux millions de personnes menacées d'expulsion sur les quatre qui constituent la population étrangère en France, leur doivent de partager avec nous le gâteau occidental ;

parce que le peuple de France, allant urner le 10 mai 1981 a, pour des raisons qui relèvent autant des sciences occultes que d'un changement socialiste désiré, envoyé à l'Elysée un président qui aime les symboles, et que ces deux millions de personnes, dans leur écrasante majorité, ont bon espoir de voir régulariser leur situation (mais où est donc passée l'écrasée minorité ?) ;

parce que ces deux millions de personnes sont deux millions d'occasions pour chacun d'entre nous de perturber notre confort, notre normalité et l'ordre par nous établi ;

parce qu'il n'est pas impensable, pas plus que les paysans du Larzac, le juge Bidalou, Mauvillain ou les habitants de Plogoff n'ont eu raison de la raison d'Etat, que ce n'est pas la grève de la faim qui a mis un terme (définitif ?) aux expulsions, mais le changement de régime lui-même, et qu'ainsi le succès des trois grévistes n'est qu'une contribution au véritable succès collectif enregistré le 10 Mai ;

parce que l'état de grâce dure ce que durent les roses, et que les roses ainsi cultivées n'ont pas à voir avec l'herbe rebelle ;

parce que la fiction dépasse toujours la réalité dès lors qu'il s'agit de simple équité, et que le droit de vote annoncé des immigrés pour les élections municipales de 1983 ne leur sera pas accordé, rendant nécessaire la poursuite du mouvement et de ses acquis ;

parce que ce mouvement collectif a subverti la distribution traditionnelle des groupes militants, faisant agir ensemble

des personnes différentes par l'âge, la race, l'appartenance politique, religieuse ou socio-culturelle ;

parce que des individus ont, pour beaucoup et pour moi, cessé d'être étrangers sans cesser d'être Arabes, cette grève de la faim, creux au ventre des opprimés, nourrit nos luttes de libération.



ROMAIN GRANJON, avocat à Lyon

Comment ai-je reçu, vécu et soutenu le mouvement de grève de la faim d'avril 1981 ?

Avant de tenter d'esquisser une réponse, et à cette fin même, il me paraît essentiel (et il m'est paru essentiel dès le début) de bien voir que, par son essence même, la grève de la faim est foncièrement différente d'une grève « classique », bien que l'objet — le soutien de revendications — en soit identique. Il s'agit en effet de l'engagement le plus extrême (sans nuance péjorative), puisque le prix en est physique et physiologique. La vie même étant en jeu, l'engagement est ultime. Par le moyen employé, une telle grève ne me paraît pas susceptible de compromis, sauf à déconsidérer le mouvement et ses auteurs. Pour ces raisons mêmes, il est impératif que les revendications aboutissent dans un délai bref, celui que permettent les lois de la résistance humaine.

Malgré leur caractère banal, notamment depuis la « dissémination » de tels mouvements réactualisés par les grèves de l'Irlande du Nord, ces considérations ne m'apparaissent pas sans incidence sur le type de soutien — et la décision de soutien — que l'action de Christian Delorme, de Jean Costil et d'Hamid Boukhrouma pouvait recueillir.

Il est en effet, à mon sens, des heures où l'hésitation n'est plus permise, car elle équivaut alors à un refus de soutien. C'est pourquoi, au-delà de toute réserve, de toute

interrogation d'ordre métaphysique ou politique, et dès lors que j'adhérais totalement aux revendications des grévistes, je ne pouvais pas ne pas soutenir ces derniers dans leur mouvement ; je ne pouvais que soutenir un tel engagement.

Quelle forme a pris mon soutien ? J'ai toujours pensé, du premier au dernier jour de grève, que le mouvement n'avait de chances d'aboutir et de ne pas s'épuiser que s'il restait public, que si les journaux, les milieux intéressés en parlaient sans relâche. J'ai donc tenté, avec plusieurs autres évidemment, de participer à ce que, sous des formes diverses (conférences de presse, présentation de « cas », institution de la « commission publique anti-expulsions »), cela reste chaque jour « l'actualité ».

J'étais présent lorsqu'a été arrêtée la décision de suspendre le mouvement à la suite de l'instruction du Ministre de l'Intérieur encore en place, Christian Bonnet, et à la suite des assurances du Préfet de Région. Le soir, en sortant de la chambre des grévistes, je ne pouvais cependant m'empêcher de me demander si c'était bien une réussite du mouvement, ou simplement un tranquillisant destiné momentanément à apaiser, sur le chapitre des « libertés publiques », une opinion momentanément sensibilisée à cela. Je me demandais aussi quelle serait alors la crédibilité des grévistes — ce qu'elle serait devenue — si tel avait été le cas...

Mais ces interrogations ont été vite balayées, puisque des élections allait sortir la réponse, qui démontrait qu'indubitablement l'action de la grève avait été utile, et une réussite.

Utile parce que, malgré le soutien de « la Gauche » et de mouvements tels qu'Amnesty International, le mouvement a forcé ceux-ci à se prononcer sur les points mis en exergue, et contribué à ce qu'une partie plus large de l'opinion considère effectivement l'expulsion comme une injustice, et « s'intéresse » au sort des jeunes étrangers (malgré et avec toutes les réserves qu'inspire le nouveau « produit » baptisé Droits de l'Homme, qui souvent suscite un intérêt qui ressemble par trop à celui des dames de charité pour « leurs » pauvres).

A travers ces lignes, on ressentira probablement mes interrogations plus personnelles, et sur le type d'action, et sur ses soutiens, interrogations liées, je l'avoue, à une méfiance viscérale envers tout ce qui est clérical et aussi envers la notion de « sacrifice ».

Le fait que j'ai connu Christian n'est pas indifférent au fait que j'ai soutenu l'action, loin de là. Cette même notion de sacrifice pouvait alors m'apparaître sous un jour différent, et mon anticléricalisme primaire, au contraire, s'estomper.

Ma méfiance, finalement, a eu peut-être pour contre-poids une certaine... attirance pour ce type d'engagement aussi fort. Je crois qu'essentiellement, voir les grévistes aller au bout de leur engagement propre ne pouvait et ne peut que faire taire mes réticences personnelles, taire tout jugement de valeur lorsque le choix, le doute, l'hésitation ne sont plus permis.

Je pense qu'ainsi on comprendra et mon adhésion, et ma distance, et mon silence sur cette distance.



MOHAMED SLIMANI

« Nous partîmes cinq cents, et par un prompt renfort, nous nous vîmes deux mille en arrivant au port. »

Cornéille (Le Cid).

Au fait ! combien étions-nous, au soir de la fin de l'action, à nous dire : « Enfin ! nous avons réussi », avec plus ou moins de joie sur l'issue du mouvement, d'ailleurs ?

Pourtant, une grève de la faim semblait être de ces actions sans écho possible, surtout en pleine campagne électorale. La défense contre les oppressions et pour les droits des immigrés, la prise en compte de la minorité des minorités, la descente dans l'arène de ceux qui, habituellement, préfèrent la distribution des hosties aux prises de positions politiques... tout cela, autres choses et l'espoir, oui, tout cela semblait peu promis au moindre succès.

Mais la volonté d'action de beaucoup de personnes a fait que les médias, le gouvernement « hautement libéral », les partis politiques de gauche et surtout le com-

mun des mortels ont répondu à l'appel qui leur était lancé. Petit à petit, et même plutôt vite que lentement, l'espoir que cessent les iniquités a succédé à l'incrédulité chez bon nombre d'organisations.

Et puis surtout, ceux qui viennent en France, dit-on, « pour les Allocations Familiales », pour « voler le travail et le pain de la bouche des pauvres Français », et, accessoirement, pour grossir les listes d'attente de l'A.N.P.E. ; ceux-là qui d'habitude se taisent, pour beaucoup d'entre eux ont enfin compris que cette lutte était la dernière, celle qu'il fallait mener, sinon ils n'auraient plus qu'à faire leurs valises sans mot dire...

C'est pourquoi si, demain, le nouveau gouvernement décide de suivre la trace de l'ancien régime, tout en paraphant ses mesures de l'estampille magique « de gauche », nous serons prêts à rejeter une fois encore les vues à court, très court terme de certains dirigeants qui croient toujours incarner le « droit divin ». Des dirigeants dont l'investissement principal de leur vie semble souvent le changement sans arrêt de leurs idées et de leurs comportements, pour mieux coller à la réalité d'un avenir fantastique...

Devant les revirements « de gauche », que nous reste-t-il à faire ? Lutter, lutter, en démontrant qu'un racisme de gauche vaut allègrement celui de droite, que l'injustice n'est l'apanage de personne et la démagogie et l'intolérance et les belles promesses non plus.

Pour une fois — mais cela est-il à penser ? — on voudrait que le cœur triomphe sur la raison d'Etat... qui n'a rien à voir avec la raison tout court !

Documents ...

L'exposé du projet

Texte diffusé par Christian DELORME en mars 1981
auprès de ses amis pour faire partager son projet.

Il vit parmi nous tout un PEUPLE que nous feignons de ne pas voir ; un peuple que nous méprisons ; un peuple nombreux dont les responsables de notre pays nient quasiment l'existence. Ce peuple, c'est CELUI DES ENFANTS D'IMMIGRES, ceux que certains sociologues ont appelés « La Deuxième Génération », mais qui est surtout UNE NOUVELLE GENERATION. Ce peuple de presque un million et demi de personnes, dont près de LA MOITIE EST DE SANG MAGHREBIN, est volontairement confondu avec l'ensemble des « immigrés ». Et comme tous ceux à qui est accolée cette dernière étiquette, les membres de ce peuple sont, dans ce pays soi-disant de libertés, les « SANS-DROIT » par excellence, quand bien même LA PLUPART EST NEE ICI ou (et) a passé plus de la moitié de sa vie en France.

Mettant en place, ces dernières années et surtout ces derniers mois, une législation de « liberté surveillée » pour les immigrés, le gouvernement a sciemment ignoré la DIFFERENCE de cette nouvelle génération, à tel point que certains — comme les

Algériens — qui sont nés dans l'hexagone voici 20 ou 30 ans, qui y ont passé toute leur existence, sont traités administrativement comme s'ils étaient arrivés en 1973 ou en 1974. C'est-à-dire qu'ils ne sont admis à vivre sur la terre française que dans la mesure où leurs bras et leur tête peuvent être exploités... et c'est tout. Comme leurs parents, ils ne peuvent se prévaloir que d'une autorisation provisoire de vivre dans le pays qui les a vus grandir, et l'administration se garde le pouvoir de les jeter hors de nos frontières selon son seul vouloir.

Des situations très diverses, mais des droits toujours bafoués

L'ensemble des jeunes dont il est question se trouve dans des situations très diverses. Il y a ceux qui sont nés ici, avant ou après telle date fatidique (pour les jeunes de familles algériennes, tout dépend s'ils sont nés avant ou après l'Indépendance de l'Algérie). Il y a ceux qui sont nés hors de France mais qui y sont venus tout jeunes. Il y a enfin ceux qui y sont arrivés ces dernières années, déjà parfois adolescents, dans le cadre des regroupements familiaux pourtant difficiles à réaliser. Selon qu'ils sont Algériens ou d'une autre origine, leurs capacités à bénéficier de la nationalité française (qui est au moins un rempart contre l'expulsion) sont tout à fait différentes. Les Algériens nés dans l'hexagone et hors de l'hexagone avant l'Indépendance ont généralement perdu la nationalité française avant cette dernière, même s'ils étaient à l'époque des

bébés, et la réintégration dans cette nationalité n'est pas aisée. Ceux qui sont nés en France après le 1^{er} janvier 1963 ont droit automatiquement à la nationalité française parce que « nés en France de parents nés en France » (l'Algérie était alors française). Pour les jeunes d'autres pays d'origine, être nés en France et avoir vécu dans ce pays au moins de l'âge de 13 ans à l'âge de 18 ans donne normalement accès à la nationalité française. Mais ceux qui ne sont pas nés en France, même s'ils y sont arrivés à l'âge de quelques mois, doivent faire de longues démarches de « naturalisation »... ou bien vivre définitivement avec le « statut » précaire d'immigré.

Mais, même lorsque ces jeunes ont droit ou accèdent à la nationalité française, rien n'est souvent changé pour eux, surtout s'ils appartiennent à des ethnies et à des cultures du « Tiers-Monde ». Ainsi, le droit au logement est refusé de plus en plus aux familles maghrébines, même lorsque celles-ci comptent (et c'est à présent le cas le plus fréquent) plusieurs enfants français de droit, cela en vertu de la notion fallacieuse de « seuil de tolérance ». Ainsi, on entend crier à « l'envahissement des écoles par les enfants étrangers », même quand ceux-ci sont français au regard du Code de la Nationalité. Ainsi, le délit de « teint basané » reste vrai pour nombre de policiers, que l'on soit porteur d'une « carte de séjour ou de résidence » ou d'une carte d'identité française. Ainsi, être de sang maghrébin vous ferme les portes de beaucoup d'employeurs, quelle que soit la couleur de vos papiers... Ceux qui ont le statut d'étranger ne peuvent se réclamer d'aucun droit propre à leur condition, car aucun droit n'est inscrit dans quelque code que ce soit. Ceux qui ont la nationalité française voient leurs droits régulièrement bafoués.

L'administration s'autorise à jeter hors de nos frontières des jeunes qui sont nés ou (et) qui ont grandi ici, s'obstinant à les traiter comme des « corps étrangers » parce que cela l'arrange. Beaucoup de ces jeunes — surtout parmi les garçons — posent des problèmes « d'ordre public », notamment à travers des actes de délinquance et de violences diverses. Mais plutôt que de chercher nos respon-

sabilités dans cette situation et chercher à détruire tout ce qui, dans notre société, est un « désordre établi », on décide de se débarrasser des « gêneurs »... lesquels sont et seront de plus en plus nombreux. On prétexte qu'il s'agit là d'une « mesure d'hygiène » qui voudrait faire disparaître les abcès où viennent se nourrir les réactions racistes, ne mesurant pas que cela fait grandir la haine chez les jeunes des cités. L'opinion publique mal informée se montre satisfaite de ces expulsions... et c'est ce qui compte — seul — pour les pouvoirs publics.

Ces dernières années, plusieurs de mes amis ont été de la sorte arrachés à la vie en France, ce qui, pour beaucoup, consistait à être arrachés à la vie tout court. Il m'est alors arrivé d'aller les rejoindre pour quelques jours en Algérie, et j'ai vu leur misère, mesuré leur solitude, entendu leur désespoir. Certains ont pu revenir en situation régulière, par suite de grâce ministérielle ou préfectorale ; d'autres sont revenus clandestinement ; d'autres dépérissent littéralement en Algérie loin de tous ceux qu'ils aiment, loin de leur terre natale ou de croissance.

Depuis l'adoption par le Parlement de l'honteuse loi « Barre-Bonnet », véritable machine à expulser, le mouvement de renvoi par la force « d'étrangers » s'est manifestement accéléré, et sur le seul quartier de Gerland, nous attendons pour les semaines qui viennent au moins trois ou quatre expulsions de jeunes.

L'action que j'ai pu déployer ces dernières années en solidarité avec les jeunes expulsés et leurs familles, en lien notamment avec François Lefort, prêtre à Alger, et l'association Rencontre et Développement ; en lien aussi avec diverses organisations, divers avocats et divers travailleurs sociaux, me vaut par surcroît d'être de plus en plus sollicité pour communier à la détresse de dizaines de jeunes dans cette situation sur Lyon et pour essayer de « faire quelque chose » avec eux, notamment lorsqu'ils sont en prison... où ils préfèrent souvent rester plutôt qu'être expulsés !

Malheureusement, comme François Lefort à Alger et quelques autres amis de par la France, je n'ai aucun pouvoir particulier sinon celui de

refuser de baisser les bras devant la justice qui est faite à ces jeunes, et personne jusqu'ici, organisation ou individu, n'a pu réussir à rendre impossible la condamnation à l'exil de jeunes qui ont toute leur vie en France, toutes leurs relations, toutes leurs préférences, et qui ont généralement largement payé de peines de prison les délits qu'ils ont pu commettre. Quelquefois, l'administration, par bienveillance ou par peur du scandale (par exemple, quand sont expulsés des mineurs), veut bien surseoir à des expulsions, mais il s'agit de « repêchage individuel » qui ne corrige rien.

La décision d'entreprendre une grève de la faim illimitée

Accablé par les appels de désespoir, blessé à cause des amis qu'on m'arrache ou qu'on veut m'arracher, j'en suis donc venu, après avoir cherché et essayé bien d'autres moyens d'action, à faire le projet d'une grève de la faim illimitée pour que cessent enfin les expulsions des jeunes nés ou ayant passé plus de la moitié de leur vie en France, et pour que les jeunes qui ont été bannis puissent revenir.

Il me paraît fondamental, en effet, de ne pas agir pour les gens, mais avec eux, même si tous ces problèmes de la vie entre ethnies et cultures différentes nous concernent très personnellement et très collectivement dès lors que nous ne voulons pas devenir des « petits blancs d'Afrique du Sud » dans un système « d'apartheid » façon Giscard, Bonnet, Stolérou ou Peyrefitte.

Or aujourd'hui, me semble-t-il, les temps sont mûrs pour ces actions ensemble, surtout chez les dizaines de milliers de jeunes Maghrébins qui en ont assez des humiliations et des rejets permanents. Déjà, ils s'organisent dans les Cités de Paris, de Marseille comme de Lyon. A Vitry, à Ivry et à Nanterre, les « Rebeux » (« Arabes » en verlan) parlent de « Brown Power » (Pouvoir Brun) et ils ont pour devise : « War and Love » (Guerre et Amour), ce qui dit bien à la fois la rage qu'ils ont et leur désir d'aimer et d'être aimé. Ce sont, certes, des groupes encore minoritaires, mais cette aspiration à la révolte est de plus en plus sensible chez l'ensemble de ces jeunes.

La grève de la faim illimitée à laquelle je suis décidé à me livrer n'aura de sens que si elle s'accompagne de prises de parole et d'initiatives venant des Maghrébins de France eux-mêmes, et les contacts déjà pris me font penser que cela viendra. Faire cette grève à la veille des élections présidentielles me paraît également important, si elle sert à rappeler et surtout à faire entendre la présence des « immigrés » et de leurs enfants dans notre pays dans un moment où l'avenir de ce dernier et de ces populations peut être modifié.

La « cible » visée est l'arrêt des expulsions de jeunes nés ou ayant grandi en France, mais l'expulsion étant le symbole du rejet dont les jeunes « immigrés » et leurs parents font l'objet en France, s'attaquer à l'expulsion est revendiquer du même coup la reconnaissance de DROITS pour toute cette partie de la population de France. Mais il faut laisser à ces jeunes et à leurs parents la liberté de dire ce à quoi ils aspirent. Pour ma part, j'ai entendu le cri souvent étouffé des expulsés, et je veux lui donner écho simplement.

Lettre de Edmond MAIRE à Raymond BARRE le 16 Avril 1981

Monsieur le Premier Ministre,

Un prêtre, l'abbé DELORME, un pasteur, M. COSTIL et un jeune immigré ont commencé depuis deux semaines une grève de la faim pour porter témoignage de la situation qui est faite aux jeunes immigrés menacés d'expulsion et obtenir une modification de la réglementation appliquée à leur rencontre.

La CFDT en appelle à vous pour trouver une solution au problème ainsi soulevé. Même si la CFDT n'a pas choisi le moyen d'action employé, il n'empêche qu'il a permis de révéler à l'opinion publique un drame vécu par de nombreux jeunes et de nombreuses familles immigrées. Il souligne avec force un des aspects les plus scandaleux de la situation faite aux jeunes de la « seconde génération » et particulièrement aux Maghrébins, situation que la CFDT dénonce depuis bien longtemps.

En soi, nous contestons le fait même de l'expulsion de personnes en France depuis longtemps, a fortiori quand il concerne des jeunes vivant en France, souvent depuis leur plus jeune âge, quand ils n'y sont pas nés. Il s'agit bien d'une « double peine » qui vient s'ajouter à des condamnations déjà sévères, pour souvent des délits mineurs.

Les expulsions ne sont pas possibles, certes, avant qu'ils atteignent la majorité de 18 ans. Mais alors, les conséquences sont dramatiques : il s'agit de jeunes dont les attaches familiales, pour la quasi-totalité, sont en France, l'expulsion se traduisant alors par la rupture des liens familiaux, par l'abandon brutal et forcé du foyer familial. Il s'agit, pour eux, d'une nouvelle immigration, contrainte, vers un pays dont la plupart ne connaissent même pas la langue. Ayant perdu en général tout lien

avec le pays d'origine de leurs parents, ils y sont des déracinés. D'ailleurs, de ce fait, beaucoup reviennent en France clandestinement, ce qui multiplie les difficultés pour eux-mêmes, et pour leurs familles, sans régler quoi que ce soit. Enfin, nous voulons dire le caractère discrétionnaire et arbitraire de ce type d'expulsions basé sur la défense de l'ordre public interprété abusivement. Par exemple, certaines interviennent après l'âge de 18 ans, mais sont motivées par des faits, souvent des péccadilles, commis plusieurs années auparavant, alors que les intéressés avaient 14 ou 15 ans.

La CFDT pense que les jeunes ayant passé une large part de leur vie en France ne doivent pas être expulsés du seul fait de leur nationalité qui est alors souvent pour eux un simple statut juridique. En règle générale, ils souhaitent l'insertion dans ce pays et il faudrait savoir pourquoi les autorités qui parlent souvent à leur propos d'insertion répondent alors par le rejet.

Si la situation continue ainsi à dégénérer, nous allons vers des difficultés sérieuses que les autorités ne maîtriseront pas. Il est évident que l'opinion publique comprendra aisément qu'il est injuste, immoral, non conforme à nos traditions de chasser un jeune de chez ses parents ou, s'il est marié, de sa propre famille, de ne pas lui laisser ses chances alors qu'il est déjà marginalisé par ses origines, par notre système scolaire.

La CFDT vous demande, Monsieur le Premier Ministre, l'arrêt immédiat des procédures d'expulsion en cours ou envisagées à l'encontre de ces jeunes. Elle vous demande le réexamen du cas des jeunes expulsés revenus clandestinement en France pour les raisons indiquées ou qui vivent déracinés dans leur pays d'accueil et non dans leur famille demeurée en France. Elle vous demande une modification de la législation, de sorte que de telles expulsions ne soient plus possibles.

La C.F.D.T., qui va faire une campagne d'information publique sur ce grave problème pour qu'on laisse ces jeunes vivre en France sans l'incertitude du lendemain, demeure prête à en discuter avec les autorités compétentes.

Recevez...

Edmond Maire.

Non à la France de l'Apartheid

Le manifeste rédigé par Jean-Louis HURST et Félix GUATTARI, publié au début de la grève de la faim avec les signatures de plusieurs dizaines d'intellectuels.

La France se replie sur-elle-même. Elle a peur pour son standing, sa tranquillité et même la couleur de sa peau. Comme l'Allemagne de 1933, elle s'invente des boucs émissaires.

Un jour ce sont les immigrés, le bulldozer de Vitry prenant le relais des mesures Bonnet-Stoléro et des ratonnades de Bondy. Le lendemain ce sont les jeunes dont la petite délinquance, influencée par le chômage dont elle est loin pourtant d'épouser la courbe, justifie l'union sacrée des représentants de tous les partis et la loi «Sécurité et liberté».

L'ennemi est à l'intersection de ces deux camps, mais personne — ou presque — n'a encore osé le nommer clairement : c'est le jeune immigré, et plus précisément **le jeune maghrébin et le jeune noir**.

Car, à y regarder de plus près, il y a dans ce pays deux politiques de l'immigration : l'une d'intégration, assortie d'une arrière-pensée nataliste, pour les bons c'est-à-dire pour ceux qui ont le type européen ; l'autre de ségrégation et de rejet, dans la plus pure tradition du racisme colonial, pour les mauvais c'est-à-dire pour ceux qui viennent principalement du continent africain.

Comme il y a aussi deux politiques de la jeunesse, l'une élitiste et l'autre de précarisation et de contrôle social

Télégramme de François Mitterrand

du 17 avril 1981.

« J'ai déjà eu l'occasion dès le 6 avril, de manifester par l'intermédiaire de Pierre Mauroy mon parte-parole, ma solidarité avec l'action que mènent les grévistes de la faim. Ma position est connue. Avec mes amis du Parti socialiste je suis à l'origine d'une proposition de loi déposée en décembre 1978 qui tend à inscrire la reconnaissance des droits des immigrés. Ce texte aurait pour effet de protéger les jeunes immigrés contre les expulsions que vous dénoncez et que je condamne formellement. C'est une atteinte aux Droits de l'Homme que de séparer de leurs familles et d'expulser vers un pays dont bien souvent ils ne parlent même pas la langue des jeunes gens nés en France ou qui y ont passé une partie de leur jeunesse. Ces pratiques sont inacceptables. Si je suis élu président de la République je demanderai au gouvernement d'y mettre immédiatement fin et de présenter les dispositions législatives nécessaires pour que nul désormais ne puisse avoir recours à ces pratiques.

Cordialement. »

François Mitterrand.

pour le plus grand nombre, en particulier tous ceux qui sont parqués dans les banlieues-dépotoirs.

Les jeunes « immigrés » du sud de la Méditerranée sont, au bout du compte, pris deux fois dans le colimateur.

Les quotas que les maires communistes veulent maintenant imposer, pour préserver la paix de leurs communes, ne visent personne d'autre. Et lorsque M. Peyrefitte se propose d'agrandir les prisons c'est bien encore ceux-ci qui sont visés, dans le prolongement de la même logique, puisque près des trois quarts des détenus mineurs, fabriqués par notre société, portent aujourd'hui des noms arabes.

Seule la Nouvelle Droite a osé formuler ouvertement son émoi à propos d'un phénomène qui inquiète beaucoup de monde mais sur lequel on garde hypocritement le silence, à savoir que la stagnation démographique globale de la France s'accompagne d'un baby-boom au sein de sa population étrangère.

Le Français moyen serait prêt à s'accommoder d'un tel appoint démographique, mais uniquement à la condition que son narcissisme racial n'en soit pas affecté. Par contre il s'affole, il devient proprement délirant (comme dans cette autre puissance coloniale que fut la Grande-Bretagne) à l'idée que son pays puisse être souillé par la prolifération sur son sol des « gens de couleur ». Que le phénomène s'accroisse et il se transformera bientôt en sudiste, en petit blanc du Transvaal, en défenseur grotesque mais combien redoutable d'une civilisation raciale aux abois.

Comment ne pas craindre le pire puisque le PCF, qui était censé défendre l'opprimé, a lui-même basculé ? Gérant en grande partie la périphérie

de nos villes rénovées et blanchies, il l'épure à son tour, se transformant objectivement en rempart contre les intrus.

Un consensus s'instaure. Les mesures gouvernementales et municipales (de quelque obédience qu'elles soient) se complètent admirablement. Ségrégation du logement, puis intimidations de toutes natures à l'égard des immigrés prétendument non assimilables et refus systématique du droit d'asile aux ressortissants d'Afrique : tout est mis en œuvre pour que soient étouffées les questions politiques et sociales que pose, au sein de la société française, l'existence d'une communauté non blanche de plus de trois millions de personnes (Antillais et harkis inclus). Le racisme et le nationalisme le plus étroit ont tacitement force de loi.



Un apartheid administratif est d'ores et déjà institué. Son rouage le moins connu et le plus radical est celui des expulsions.

Si, depuis le blocage de l'immigration en 1974, le nombre de celles-ci est monté rapidement à cinq mille par an, il semble, à de multiples indices, qu'il va presque tripler en 1981. Mais à ce chiffre il conviendrait d'ajouter celui, autrement plus lourd, des refoulements pour non renouvellement des titres de séjour ainsi que les départs dits « volontaires » dus au chômage, aux tracasseries administratives et au climat de haine ambiant.

75 % des expulsés officiellement reconnus sont des jeunes maghrébins de moins de vingt-cinq ans, de sexe masculin. Souvent nés en France ou y ayant grandi, ils sont ainsi brutalement séparés de leurs sœurs et de

leurs compagnes et arrachés du tissu social qui fut le leur depuis leur enfance.

Il suffit que ces adolescents aient commis deux délits, même infimes, pendant leur minorité, pour être convoqués, parfois des années plus tard, devant une commission d'expulsion préfectorale et conduits deux mois après au bateau ou à l'avion. Leur sort dépend donc presque entièrement du policier qui décida un jour de constituer leur dossier, voire du premier délateur venu.

Ils se retrouvent ainsi à Alger, Casablanca ou Tunis, dans un pays qu'ils connaissent à peine et dont ils assument mal les coutumes. S'ils y retrouvent leurs familles, ils s'y réinsèrent difficilement car ils avaient souvent fait le choix de vivre sur un mode différent.

Le cas des jeunes Algériens est encore plus paradoxal puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à posséder d'office la nationalité française. C'est là une « conséquence » de l'indépendance de l'Algérie qui perd ses enfants dès lors qu'ils sont nés en France à partir de 1963. Ainsi les premiers d'entre eux, atteignant **cette année** leur majorité légale, ont-ils le droit de voter. Mais le régime giscardien, semblant les considérer comme un cadeau empoisonné, a trouvé un chantage odieux pour les neutraliser. Il s'attaque à leurs frères aînés, demeurés étrangers, se débarrasse du maximum d'entre eux dans les délais les plus rapprochés, destructurant ainsi les familles, mettant les plus jeunes devant le dilemme tragique de les renier ou de repartir avec elles.

Cependant les jeunes expulsés sentent viscéralement qu'ils sont ici « chez eux ». Après quelques semaines d'errance, parfois de profond désarroi qui en a conduit plusieurs dizaines au suicide, beaucoup reviennent en France clandestinement.

Ainsi est en train de se développer dans ce pays une société souterraine, traquée, mais de plus en plus organisée et chaleureuse qui fonctionne grâce à la complicité des cités-ghettos mais aussi à la solidarité grandissante de Français qui, ayant rencontré, estimé, aimé, à travers leur activité professionnelle ou leur vie de tous les jours, ces maquisards involontaires d'une nouvelle guerre coloniale inavouée, ont ressuscité les « réseaux de soutien » de jadis et en acceptent les risques.



Il est temps de faire connaître ouvertement cette réalité.

C'est pourquoi les soussignés,

— révoltés par ce drame humain qui n'a, toutes proportions gardées, rien à envier à celui des « boat-people » qui fit, il y a peu, l'unanimité des émotions ;

— scandalisés par la mise en place, en France, d'un système d'apartheid occulte et par la lâcheté des élus de toutes tendances qui le couvrent ;

— conscients de la subtile fascisation des mentalités qu'il entraîne et donc de la fascisation du régime dans son ensemble ;

— convaincus que l'évolution normale, irréversible, de nos sociétés économiquement développées, devenues des pôles d'attraction mondiaux, va dans le sens de la multiracialité, elle-même garante de tout vrai développement culturel ;

se déclarent prêts à aider à leur tour, par tous les moyens légaux ou **illégaux**, toute personne menacée d'être expulsée de ce pays alors qu'elle tient à y vivre, pour y avoir grandi, travaillé ou s'y être réfugiée pour des raisons politiques ; et ceci jusqu'à ce que le droit d'y résider lui soit pleinement reconnu.

Les 60 premiers signataires

Simone de BEAUVOIR
Général de BOLLARDIERE
Etienne BOLLO
Robert BONNAUD
Huguette BOUCHARDEAU
Claude BOURDET
Isabelle CABU
JEAN CARDONNEL
Jean-Michel CARRÉ
Pasteur Georges CASALIS
François CHATELET
Geneviève CLANCY
Daniel COHN-BENDIT
Jean COSTIL
Christian DELORME
François DELLA-SUDDA
Dominique ELUARD

Claire ETCHERELLI
Jean-Pierre FAYE
Gérard FROMANGER
Roger GARAUDY
Félix GUATTARI
Daniel GUERIN
Raymond GUGLIELMO
Jean-Louis HURST
Vladimir JANKELEVITCH
KIRJUEH
Guy KONOPNIKI
Jean-Jacques LEBEL
Yan LE MASSON
François LEFORT
Bernard-Henri LEVY
François LONCLE
Gabriel MATZNEF

Claude MAURIAC
Professeur Paul MILLIEZ
Jean-Marie MULLER
François PAIN
Jean-Claude POLACK
Wladimir RABINOVITCH
Olivier REVAULT D'ALLONES
Pasteur René ROGNON
Paul ROZEMBERG
Laurent SCHWARTZ
Delphine SEYRIG
Gérard SOULIER
Antoine SPIRE
Philippe TANCELIN
Daniel TIMSITT
VERCORS
Pierre VIDAL-NAQUET

Démarche à l'ONU le 21 Avril 1981

Pétition déposée à la Commission des Droits de l'Homme

Depuis le 2 avril 1981, Jean COSTIL, pasteur de l'Eglise Réformée, Hamid B., Algérien né en France il y a 32 ans et en instance d'expulsion, et moi-même, prêtre catholique, sommes en grève de la faim illimitée à Lyon. Avec tous ceux, nombreux, Français et Immigrés qui nous soutiennent, nous voulons obtenir du Ministre français de l'Intérieur un texte stipulant que ne peuvent plus être expulsés du territoire français des jeunes qui sont nés ou/et qui ont passé l'essentiel de leur vie en France, ou encore qui ont toute leur famille dans notre pays.

Vous savez que la France, depuis des décennies, a eu besoin d'une main-d'œuvre immigrée abondante que l'on a fait venir dans des conditions généralement très anarchiques où les intérêts économiques français passaient avant le souci des personnes. Depuis 30 ans, et jusqu'en 1973, sont notamment venus en France plusieurs centaines de milliers de travailleurs originaires du Tiers-Monde, et particulièrement des pays du Maghreb. Ces travailleurs ont été nombreux à faire venir à leur tour leurs familles, et ainsi s'est établie en France une immigration de peuplement et non plus seulement une immigration de passage. Des dizaines de milliers d'enfants

d'origine immigrée sont nés en France, y grandissent et comptent y demeurer. Cependant, aucune place ne leur a été réservée dans notre société. De l'école aux bureaux d'embauche, dans les divers lieux de la vie sociale, ils sont le plus souvent victimes d'exclusion, de rejet, surtout s'ils sont Maghrébins. Ainsi, on estime que près de 75 % des jeunes Algériens de France âgés de 16 à 23 ans sont sans occupation. Et à tout cela s'ajoute un contrôle policier de plus en plus pesant, qui tend à faire passer tout jeune d'origine immigrée comme un délinquant ou un danger social en puissance. Il n'est pas étonnant, dès lors, que beaucoup de ces jeunes croient pouvoir s'engager dans les voies de la délinquance (généralement petite, au moins en ses débuts). Hélas! à partir de ce moment-là, ils sont l'objet d'une répression rapide, et en plus de peines de prison (souvent plus lourdes pour eux que pour les jeunes Français de souche), ils sont condamnés par le Ministère de l'Intérieur à la peine de bannissement: l'expulsion hors du territoire français, dans le pays de leurs parents qu'ils ne connaissent parfois pas du tout et où ils n'ont personne.

Officiellement (mais les chiffres sont invérifiables), il y a chaque année en France quelque 5 000 expulsions, dont au moins 1 500 expulsions de jeunes Maghrébins. Si l'on additionne les années, cela fait très vite un nombre impressionnant de jeunes brutalement arrachés à leur pays natal et de croissance, et surtout à leurs familles. Qui plus est, nous savons que ces jeunes reviennent pour la plupart clandestinement en France, souvent au péril de leur vie, ce qui signifie qu'il y a dans ce pays plusieurs milliers de jeunes clandestins dans leur propre pays. Dans la situation où ils sont alors, ils n'ont évidemment guère d'autres ressources que de s'enfermer un peu plus dans les chemins de la délinquance.

La politique du gouvernement français en la matière est, malheureusement, de plus en plus une politique anti-immigrés, comme en témoigne toute la réglementation déjà mise en place (Loi Bonnet de janvier 1980 et circulaire Stoléru) ou en projet (projet de Loi Stoléru). Dans cette réglementation, il n'est fait allusion nulle part aux fils et aux filles d'Immigrés que l'ont s'obstine à traiter toujours comme des « corps étrangers » alors qu'ils font partie de notre présent et de notre avenir. Il faut d'ailleurs ajouter à ces considérations les problèmes complexes que pose le Code français de la Nationalité, essentiellement pour les familles algériennes. En effet, dans une même famille, des jeunes nés français (quand l'Algérie était française) ont perdu aujourd'hui cette nationalité, tandis que leurs frères et sœurs nés en France après 1963 de parents maintenant de nationalité algérienne... sont français de droit! Il est ainsi très fréquent que les jeunes expulsés de France aient des frères et des sœurs français, voire des enfants français quand il s'agit de jeunes pères de famille. Mais le gouvernement français se refuse à corriger ces anomalies dans le sens de la justice, l'expulsion lui paraissant une arme bien trop précieuse pour maintenir un climat de peur dans les communautés immigrées, et donc un climat de soumission. De toutes manières, que ces jeunes aient droit ou non à la nationalité française, ils sont toujours victimes du même mépris que celui connu par leurs parents, et ils ne peuvent espérer aucune reconnaissance de leur identité culturelle ou religieuse propre.

Plutôt que d'assumer nos responsabilités à l'égard de ces millions d'hommes, de femmes et de jeunes, et de partager avec eux le pain noir de la crise économique après avoir bénéficié du pain blanc qu'ils nous ont permis de manger, on préfère restreindre de plus en plus leurs libertés, les

contrôler de plus en plus, et les expulser quand cela est possible et qu'on estime qu'ils nous gênent, même s'ils sont nés en France ou s'ils s'y trouvent depuis 20 ou 30 ans. Par exemple encore, la réglementation française de l'immigration stipule qu'une absence de plus de six mois du territoire français entraîne le retrait du permis d'y vivre. Or cette disposition est également appliquée aux jeunes nés ou ayant passé l'essentiel de leur vie en France!!!

En face de pareilles injustices, les organisations syndicales, politiques ou de défense des Droits de l'Homme ont tenté, ces dernières années, d'intervenir le plus efficacement possible. Sur ce problème précis des expulsions de jeunes, et plus largement sur ce problème des jeunes « de la deuxième génération d'immigrés », elles ne sont malheureusement parvenues à rien, ce qui explique le geste radical que nous avons choisi.

Nous savons que le gouvernement français refuse aux organismes de l'O.N.U. le droit de s'occuper de ses affaires soi-disant internes. Mais la situation que nous dénonçons est bien plus large qu'une affaire « interne » :

— Il s'agit d'une affaire de Droits de l'Homme qui ne sont pas respectés, puisque cette population de jeunes d'origine immigrée ne bénéficie, dans la législation française, si elle n'a pas accès à la citoyenneté française, d'aucun droit écrit leur assurant un minimum de protection et de sécurité (c'est également le cas de leurs parents). C'est en opposition à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, à la Convention Européenne des Droits de l'Homme et aux Accords d'Helsinki (entre autres) que la France a signés, que ces jeunes peuvent, en très grand nombre, se voir nier le droit de vivre dans le pays de leur choix, et surtout le droit de vivre avec leur famille.

— Il s'agit d'une affaire internationale, dans la mesure où les pays d'origine de ces jeunes et de ces familles ne peuvent être insensibles aux situations d'injustice qui sont faites à leurs ressortissants. Ainsi, en ce mois d'avril 1981, l'Assemblée Populaire Nationale Algérienne a adopté une vigoureuse résolution exigeant pour l'ensemble des citoyens algériens et leurs enfants dispersés à l'étranger, le respect de tous leurs droits humains. Les organismes dépendant de l'O.N.U. sont compétents à ce niveau.

— Il s'agit d'un problème qui dépasse largement le cadre français. La plupart des grands pays européens, en effet, comptent aujourd'hui en leur sein des populations venues de l'étranger et qui s'y sont installées de telle sorte qu'elles vont y rester. Ces pays sont appelés inévitablement à devenir des sociétés multiraciales et pluriculturelles. Comme en témoigne la France avec ses populations maghrébines, mais aussi antillaise, réunionnaise, guyanaise, tzigane ou indochinoise ; comme en témoigne la Grande-Bretagne avec ses populations antillaise et indo-pakistanaise (on a à l'esprit la révolte des jeunes Noirs jamaïcains du quartier de Brixton à Londres les 11 et 12 avril 1981) ; comme en témoignent encore les Pays-Bas avec notamment leur population sud-moluquoise, ou encore l'Allemagne Fédérale avec sa population turque... l'acceptation de ce phénomène ne va de soi nulle part. Une réflexion et des programmes d'action doivent donc de toute urgence se mettre en route au plan européen et au plan international d'une manière plus sérieuse que ce qui a déjà pu être commencé, cela afin que soient évitées des catastrophes préjudiciables à tous. Le problème des expulsions de jeunes du territoire français, en effet, n'est que le couronnement d'une politique globale d'exclusion de ces jeunes et de leurs familles qu'on

retrouve dans d'autres pays, même si ces derniers ne peuvent pas toujours pratiquer la même politique d'expulsions (les jeunes Jamaïcains de Grande-Bretagne, par exemple, ont la nationalité britannique).

C'est à cause de tout cela que nous avons voulu saisir la Sous-Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U., et que nous nous promettons de saisir d'autres organisations internationales. Nous demandons que la présente pétition soit prise en compte et largement portée à la connaissance de qui de droit. Il s'agit certes là d'un acte d'accusation contre le gouvernement français, mais notre démarche se veut constructive d'avenir.

A Genève, le mardi 21 avril 1981,

Pour le Mouvement déclenché en France : Christian DELORME, prêtre du diocèse de Lyon.

avec l'accord de Mohamed et Hocine SLIMANI, et celui de Nacera KEBAILI, jeunes Algériens de France.

Attention UN INDISPENSABLE COMPLEMENT

Ce dossier sur la grève de la faim de Lyon, avec ses deux articles annexes sur celle d'Irlande du Nord et celle d'Andalousie, n'épuise pas le sujet : il ne comporte pas de réflexion de fond sur la grève de la faim en général et sur les divers problèmes, politiques, tactiques, éthiques, religieux qui se posent à son sujet. Mais si nous ne publions pas cette réflexion ici, c'est parce que nous l'avons fait dans notre numéro 34 de juillet 1979. L'article de Hervé OTT, intitulé « La grève de la faim, du dialogue avec la mort et les vivants » constitue donc un indispensable complément au présent dossier.

Nous rappelons d'autre part l'article de Pierre CROISSANT sur la grève de la faim de masse en BOLIVIE (1978-79) dans notre numéro 39.

Vous pouvez commander chacun de ces numéros pour 15 F (+ 2 F de port) à ANV, 3, rue Dumenge, 69004 LYON.



23-24 mai 1981 : deuxième rencontre nationale de groupes de jeunes immigrés à Balan.

Irlande du Nord : morts pour rien ?

par Christian MELLON

C'est au début de ce siècle que les nationalistes irlandais ont commencé à recourir à la grève de la faim. Mais il y avait déjà dans la culture traditionnelle de ce pays, comme d'ailleurs dans celle de l'Inde, une certaine connaissance de la force du « jeûne » dans les relations sociales et politiques. Ainsi on trouve dans un recueil de lois du VIII^e siècle la mention de cette vieille coutume : lors d'un conflit entre deux personnes de rangs différents, l'inférieur pouvait réclamer justice en jeûnant une journée entière devant la porte de son adversaire de rang supérieur. Ce dernier devait alors jeûner à son tour et le litige était soumis à un arbitrage.

La première grève de la faim « illimitée » (1) de l'histoire irlandaise remonte à 1913. Le nationaliste James Connolly, emprisonné dans la trop fameuse prison Mountjoy de Dublin, cessa de s'alimenter pour exiger de meilleures conditions de détention. L'idée lui vint probablement des « sufragettes » anglaises qui menaient alors une campagne vigoureuse pour le suffrage des femmes et

qui, emprisonnées pour leurs actions, recouraient régulièrement à la grève de la faim pour se faire libérer. James Connolly obtint sa libération après quelques jours de jeûne.

La première victime, premier nom d'une longue série, s'appelait Thomas Ashe. Emprisonné en 1917, il exigea d'être traité comme « prisonnier de guerre » et se mit en grève de la faim illimitée. Il mourut au bout de cinq jours seulement, victime d'une séance d'alimentation forcée qui tourna mal. A la suite de cette tragique affaire, le gouvernement anglais renonça pour de longues années à sa politique d'alimentation forcée. Plusieurs grèves de la faim menées massivement — par 60 prisonniers à Dublin en 1920, puis par 170 autres à Londres — s'achevèrent par la libération des détenus.

La deuxième victime, Terence Mc Sweeney, reste aujourd'hui encore très célèbre. D'abord parce qu'il était un « notable », maire de la ville de Cork, ce qui attira l'attention du monde entier. Ensuite parce que ce fut la première grève de longue durée : avant lui, personne n'avait jeûné plus de 20 ou 30 jours. On ignorait donc qu'il était possible à un organisme humain de résister jusqu'à 74 jours, si bien que le « suspense » de son agonie interminable n'en fut que plus intense. C'est ce Mc Sweeney qui, peu avant son arrestation, avait prononcé la

(1) Dans la suite de cet article, l'expression « grève de la faim » doit partout s'entendre « grève de la faim illimitée ». Les grèves limitées dans le temps, quelle que soit la manière dont on les désigne, ne posent pas du tout les mêmes problèmes.

fameuse phrase qui reste dans les mémoires nationalistes irlandaises et que les comités de soutien aux prisonniers des Blocs H citent aujourd'hui encore régulièrement : « Les vainqueurs ne seront pas ceux qui seront capables d'**infliger** les plus grandes souffrances, mais ceux qui seront capables de les **endurer**. »

Après avoir arraché leur indépendance à la Grande Bretagne en 1921, les Irlandais s'affrontèrent en une brève mais sanglante guerre civile (1922-1923). Il y eut donc de nouveaux prisonniers politiques dans les prisons de Dublin et, par conséquent, de nouvelles grèves de la faim. Mais le nouveau pouvoir de l'Irlande libérée se montra aussi implacable que l'ancien pouvoir colonial et laissa mourir, en novembre 1923, trois prisonniers nationalistes. La grève de la faim fut alors abandonnée pour près de 20 ans.

En 1939, le parti au pouvoir à Dublin était celui de Eamon de Valera, celui-là même qui, vaincu dans la guerre civile, avait finalement gagné par les élections, le **Fianna Fail**. Il se montra aussi intraitable que son adversaire et, en 1940, laissa s'allonger la liste des victimes : Jack MacNeela et Tony d'Arcy, combattants de la nouvelle IRA, moururent en prison, sans avoir fait fléchir leur ancien compagnon de lutte, devenu Président de la République.

Après la guerre, des prisonniers inaugurèrent une forme de protestation promise à un avenir célèbre : refusant les vêtements de la prison, ils restèrent nus sous une couverture. L'un d'eux se mit en grève de la faim, puis de la soif : il mourut en mai 1946. Cet épisode sans lendemain contribua cependant beaucoup à la renaissance de l'IRA.

Nous arrivons alors à la période contemporaine, celle qu'inaugurent les « troubles » de 1968-69. La grève de la faim renaît en même temps que les prisons se remplissent à nouveau de prisonniers politiques. Le cas des deux sœurs Price, notamment, soulève en 1973 une certaine émotion : condamnées à 20 ans de prison, elles se mettent en grève de la faim pour obtenir d'être transférées dans une prison d'Ulster. Revenant sur sa politique tradition-

nelle, le gouvernement anglais décide de recourir à l'alimentation forcée, dont la technique a progressé depuis Thomas Ashe ! Dolours et Marian Price tiendront ainsi 200 jours, avant que le gouvernement ne cède et ne les transfère à Armagh. Cette affaire suscita dans l'opinion anglaise et internationale un intense débat sur la légitimité de l'alimentation forcée, débat à la suite duquel le gouvernement décida que dorénavant il laisserait les grévistes mourir plutôt que de les nourrir de force. On a appris récemment que les deux sœurs Price ont été libérées pour raison de santé : elles souffraient d'anorexie mentale grave... Deux autres noms obscurs sur la liste, celui de Michael Gaughan en juin 1974 et celui de Frank Stagg en février 1976, nous mènent jusqu'à celui de Bobby SANDS : ainsi donc, au moment où il a pris sa décision, des exemples tout récents lui rappelaient que ce n'était pas seulement dans le passé lointain que Londres laissait mourir les grévistes sans rien céder...

LA GRANDE GREVE DE 1981

Douze victimes de 1917 à 1976 : six pour Londres et six pour Dublin. La grève de la faim, dans la mémoire irlandaise, a déjà une longue et lourde histoire lorsque commence l'actuelle épreuve de force. Mais qui aurait pu imaginer qu'elle allait faire en cinq mois presque autant de victimes qu'en soixante ans ?

Il faut remonter à 1972 pour comprendre comment a commencé l'épreuve actuelle. A la suite d'une grève de la faim, victorieuse celle-là, un statut de « catégorie spéciale » avait été accordé à 80 nationalistes et 40 loyalistes (principalement de l'UDA, groupe paramilitaire qui lutte pour le maintien de l'Ulster dans le Royaume Uni), emprisonnés pour des faits liés au conflit. Ce statut comportait notamment la liberté de ne pas travailler, de porter ses propres vêtements et de se réunir librement. De 1972 à 1976, le nombre de ces prisonniers passa de 120 à 1 000 (avec toujours un bon tiers de loyalistes). Le gouvernement travailliste estima alors

que l'heure était venue, après avoir porté des coups sévères à l'IRA sur le plan militaire, de lui porter un coup politique : enlever le statut spécial aux prisonniers, c'était, selon ses plans, leur faire perdre l'auréole du « martyr », les traiter comme des « criminels » et, par conséquent, porter atteinte à leur prestige dans la population catholique de l'Ulster. C'était aussi donner un gage aux Protestants extrémistes, lesquels voyaient d'un œil hostile l'abolition de la procédure d'« internement sans jugement » en vigueur depuis 1971.

Le gouvernement de M. Wilson décida donc que les prisonniers condamnés pour des faits postérieurs au 1^{er} mars 1976 ne jouiraient plus du statut spécial. Ce statut serait néanmoins maintenu à ceux qui en bénéficiaient déjà. C'est ainsi qu'il y a encore aujourd'hui à Long Kesh plus de 300 prisonniers qui jouissent de tous les avantages pour lesquels luttent et meurent leurs camarades.

Le premier prisonnier à qui l'on présenta l'uniforme de la prison s'appelait Kieran Nugent. « Il faudra que tu me le cloues sur le dos » dit-il au gardien. Resté nu, il se couvrit d'une couverture, imité en cela par tous les détenus qui arrivèrent après lui. Jusqu'en 1978, même certains prisonniers UDA adoptèrent cette forme de protestation. Mais lorsque les détenus républicains se mirent au « dirty protest » (refus de se laver, de se raser ; barbouillage des parois avec leurs excréments) les loyalistes cessèrent de les imiter.

A la fin de 1980, il apparut que cette situation ne pouvait plus durer : non seulement les détenus s'imposaient de vivre dans des conditions épouvantables, mais ils perdaient du même coup leurs droits aux rémissions de peine, droits réservés à ceux qui se conduisent bien. Ils doubleraient ainsi pratiquement leur temps de détention. Contre l'avis, semble-t-il, des chefs de l'IRA, ils décidèrent d'avoir recours à la grève de la faim : le 27 octobre 1980, sept détenus cessaient de s'alimenter, suivis quelques semaines plus tard par 33 autres, dont quelques femmes de la prison d'Armagh. Il sembla même, à un certain moment, que des détenus protestants loyalistes allaient se joindre au mouvement...

Les objectifs des grévistes étaient clairs : bien que le Gouvernement et les media anglais se soient obstinés à prétendre que les détenus réclamaient le « statut politique », il faut rappeler que le véritable objectif de la lutte était et reste les « cinq demandes » :

- le droit de porter ses propres vêtements,
- le droit de ne pas travailler pour la prison,
- la liberté de réunion,
- le droit à une visite et à une lettre par semaine,
- le rétablissement des rémissions de peine.

Il est vrai que les quatre premières demandes caractérisent un régime pénitentiaire qui n'est pas, ordinairement, accordé aux « Droits Communs ». En ce sens, leur obtention « équivaldrait » à la reconnaissance d'un statut politique, et c'est bien là-dessus que le Gouvernement britannique fonde son argumentation pour les refuser. Mais puisqu'il est clair que le véritable enjeu de l'épreuve de force est une question de « principe », tant d'un côté que de l'autre (en effet, la prison de Maze est une prison modèle où les détenus « soumis » jouissent de conditions de détention meilleures que dans la plupart des prisons britanniques), le gouvernement anglais pourrait accorder les cinq demandes tout en prétendant qu'il n'a pas cédé sur la question de principe, celle du « statut politique ». En fait, c'est sur un autre principe que Mme Thatcher ne veut pas avoir l'air de céder : un Gouvernement ne cède pas au « chantage ». Et sur ce point elle est très largement soutenue par l'opinion anglaise. Accorder des améliorations au régime des prisons ? Tout à fait d'accord, mais cessez d'abord votre grève. On ne discute pas sous la pression, encore moins avec des « terroristes »...

Cela explique le grand malentendu sur lequel se termina la grève de 1980. Peu avant Noël, alors que Sean McKenna avait perdu la vue et s'approchait de la mort, on communiqua aux détenus un document de 32 pages intitulé « Régime des prisons d'Irlande du Nord : vie quotidienne des prisonniers, spécialement à Maze et Armagh ». Dans ce document, des aménagements étaient envisagés sur les

5 points en litige, mais pour **tous** les prisonniers d'Irlande du Nord. La revendication d'un statut « spécial » était donc ainsi habilement évacuée.

Le commandant des détenus de l'IRA, Bobby Sands, fit pression sur les grévistes pour qu'ils considèrent ce document comme une victoire et mettent fin à leur grève. Certes, il n'y avait aucun engagement de la part du gouvernement britannique; mais il y avait là un moyen d'interrompre la grève sans perdre la face.

C'était oublier que l'objectif premier de Mme Thatcher n'était pas de résoudre au mieux le conflit, mais de sauvegarder le principe : on ne négocie pas avec les terroristes. Il lui importait donc non seulement que les détenus cessent leur grève, mais qu'ils se soumettent au règlement en vigueur **avant** que les améliorations soient octroyées. Les prisonniers, eux, envisageaient plutôt un processus de concessions réciproques successives. Après avoir manifesté leur bonne volonté, notamment en désignant un groupe-test de 96 d'entre eux qui acceptèrent de se laver, de se raser et de ne plus souiller leurs cellules, ils attendaient que le gouvernement, à son tour, fasse un geste... Fin janvier, il devint clair que ce geste ne viendrait pas tant que leur soumission ne serait pas totale. Le 23 janvier, le refus des autorités pénitentiaires d'accepter les sous-vêtements apportés par les familles fit comprendre à Bobby Sands et à ses camarades qu'ils s'étaient faits avoir. Le 27 janvier, les 96 mirent en morceaux le mobilier de leurs cellules et retournèrent sous la couverture. Le 5 février, Bobby Sands annonça qu'il commencerait une grève de la faim le 1^{er} mars et qu'il serait suivi à une semaine d'intervalle par trois autres. Les détenus républicains venaient d'inventer une nouvelle forme de grève de la faim, encore inédite : la chaîne ininterrompue...

La suite est encore dans toutes nos mémoires, car, depuis lors, la rubrique « Irlande du Nord » est devenue quasi permanente dans nos journaux : l'élection de Bobby Sands comme député de Fermanagh, sa longue agonie, sa mort, les émeutes, puis les noms et les visages des trois suivants, leurs funérailles, encore des émeutes, et puis la deuxième

vague en juillet, les tentatives de médiation de l'Eglise, d'autres morts, d'autres émeutes... On s'habitue. Bobby Sands avait eu droit à la « Une », et plusieurs jours de suite. Le dixième — comment s'appelait-il, déjà ? — est exilé en bas de page intérieure. La régularité émousse le tragique. Les journalistes s'ingénient à doper leurs titres pour réveiller un intérêt qui faiblit : « La dame de sang », « Thatcher fait le mort », « Irlande du Mort »... Dérisoires efforts : encore dix de plus, et l'on sera tout à fait habitués...

LES RAISONS D'UN ECHEC

Il faut donc bien se résigner à parler d'échec. En effet, même si un compromis devait être trouvé entre le moment où j'écris ces lignes (12 septembre) et le jour de leur publication, et même si ce compromis donnait satisfaction aux grévistes sur des points substantiels, il conviendrait néanmoins de parler d'échec relatif : c'est la première fois dans l'histoire des grèves de la faim qu'il aurait fallu la mort de dix hommes (et peut-être davantage) et sept ou huit mois d'épreuve de force pour obtenir satisfaction.

Pour expliquer cet échec, il est utile de faire un petit détour théorique et de proposer un « modèle » explicatif de la manière dont fonctionne une grève de la faim. Certains pourront trouver cynique cette manière d'analyser la grève de la faim comme une « machine » destinée à produire une pression politique. Ne suffit-il donc pas, pour réussir, que la cause soit juste et que les grévistes soient courageux et décidés à donner leur vie ? Eh bien, non, justement ; la grève de Belfast est là pour l'illustrer : cela ne suffit pas. Comment espérer qu'une machine marche si l'on a oublié, dans son montage, une ou plusieurs pièces essentielles ?

Je propose donc de comparer sommairement le mécanisme d'une grève de la faim à un moteur à trois temps :

— une ou plusieurs personnes mettent en jeu leur vie pour obtenir quelque chose qu'elles croient juste et qui semble raisonnablement « gagnable » en fonction de la situation politique et des rapports de force existants ;

— ce « sacrifice » suscite un mouvement de sympathie dans de larges secteurs de l'opinion ; bien des gens qui ne partagent pas nécessairement les objectifs des grévistes s'identifient à eux ou à leur famille, se « mettent à leur place » comme on dit, de telle sorte qu'ils en viennent à estimer que leur vie vaut bien quelques concessions ;

— cette sympathie diffuse est rassemblée, cristallisée en **force de pression** sur les décideurs (ordinairement le gouvernement) grâce à l'organisation d'une campagne de soutien, notamment à travers la presse.

Par rapport à ce modèle théorique, on peut dire que les grévistes de Maze ont commis deux erreurs : une erreur d'appréciation sur l'enjeu même de leur grève, beaucoup moins « gagnable » qu'ils ne le croyaient ; une erreur beaucoup plus grave touchant au fonctionnement même du mécanisme de la grève de la faim : la méconnaissance totale de l'importance du « 2^e temps ».

Voyons d'abord la question de l'enjeu. Il est clair que si la question ne portait vraiment, au fond, que sur les « 5 demandes », une solution de compromis aurait pu être trouvée assez rapidement. En fait, comme on l'a rappelé dans le bref historique ci-dessus, cette solution avait effectivement été trouvée avant Noël 1980. Si le Gouvernement de Londres, en janvier, a pris le risque de rompre l'accord qui avait été trouvé, accord réel quoique tacite et non négocié, c'est parce qu'en fait, pour lui, l'enjeu n'était plus vraiment la question du régime pénitentiaire. L'enjeu, c'était de faire mordre la poussière à l'IRA. Après avoir obtenu des victoires certaines, quoique non décisives, sur le terrain militaire, Londres a voulu profiter de l'occasion que l'ennemi lui offrait lui-même pour lui faire subir une défaite psychologique, morale, politique. En somme, entre décembre et mars, l'enjeu a changé :

Mme Thatcher s'est convaincue que, dans cette grève de la faim, l'IRA jouait en fait sa dernière carte et qu'il suffisait donc de remporter cette bataille, ce « bras de fer » (qui va céder le premier ?), pour obtenir enfin une victoire décisive. Dans ces conditions, on comprend qu'elle soit prête à payer un prix élevé (en termes de prestige international). Ce prix, qui serait tout à fait disproportionné si l'enjeu n'était vraiment qu'une question de règlement pénitentiaire, ne l'est plus du tout si l'on peut acheter enfin une victoire dans un long conflit. Les « 5 demandes » étaient un enjeu raisonnablement gagnable par une grève de la faim ; mais à partir du moment où l'enjeu devient une victoire décisive dans un conflit de dix ans entre l'IRA et Londres, il devient trop important pour être gagnable par une grève de la faim.

Cela l'IRA l'a bien senti, d'autant plus qu'elle-même avait aussi « monté les enjeux » sans le dire : par delà les « 5 demandes », c'est bien une victoire politique qu'elle recherche elle aussi. D'où sa décision, les enjeux étant plus forts, d'augmenter la mise : la décision de passer d'une grève « ordinaire » à une grève « en chaîne » représente, à cet égard, un formidable coup de poker. Si on gagne, on gagne beaucoup ; si on perd, on perd la bataille, et peut-être même la guerre... En introduisant cette nouveauté effroyable dans la pratique de la grève de la faim, l'IRA croyait augmenter considérablement la force de pression, pour la mettre à la mesure de l'enjeu nouveau. Il se pourrait bien qu'elle ait fait là une erreur tactique monumentale : il semble en effet qu'à partir d'un certain nombre de morts, la pression n'augmente plus. La routine tue le tragique. Là encore, le calcul de Mme Thatcher peut s'avérer juste : elle s'est dite persuadée que le maximum de pression serait au début, lors des premiers morts, et que cette pression ne pourrait aller ensuite qu'en diminuant.

En fait, l'erreur essentielle de l'IRA est ailleurs : elle tient à une grave méconnaissance d'un élément essentiel dans toute grève de la faim, le « 2^e temps », celui de l'opinion publique. Certes, on pourra dire que l'IRA a réussi à re-mobiliser autour des grévistes la sympathie de presque tous les catholiques

du Nord, d'une partie de ceux du Sud et de larges secteurs de l'opinion européenne et américaine. Mais elle n'a rien fait pour mobiliser la seule opinion qui puisse exercer une pression réelle sur le gouvernement de Mme Thatcher, à savoir l'opinion **britannique**. On s'étonne, à l'étranger, de l'apathie de cette opinion. En fait, cette apathie n'a rien d'étonnant : comment l'Anglais moyen pourrait-il « se mettre à la place » du gréviste mourant, au moment même où les camarades de ce gréviste continuent à abattre des Anglais dans les rues de Belfast et de Derry ? Un exemple : le lendemain même de la mort de Bobby SANDS, l'IRA abattait un policier de 33 ans, Charles ELLIS. Bien entendu, la télévision et les journaux montrèrent les deux enterrements en parallèle. Pourquoi plaindre la veuve de l'un plutôt que celle de l'autre ? Et les deux petits garçons étaient, dans leurs larmes, également émouvants... Ce qui frappe alors l'Anglais moyen c'est que l'opinion mondiale s'est émue pour SANDS et pas pour ELLIS, alors que le premier avait **choisi** de mourir, choix qui n'avait pas été laissé au second... Ce raisonnement peut paraître simpliste, et ne pas tenir compte des responsabilités respectives des Anglais et des Irlandais dans le conflit. Mais l'opinion ne fait pas des analyses sophistiquées. La mort de Charles Ellis l'empêche de saisir le caractère non violent de celle de Sands. La grève de la faim n'a alors plus rien à voir avec celles de Gandhi. Elle est perçue comme une pure manœuvre de propagande au service d'une cause qui continue à user de violence.

Cette dramatique affaire illustre une fois encore l'impossibilité de combiner violence et non-violence au service d'une même cause. Il n'y a pas de moyens non-violents **en soi** : tout dépend du contexte. Dans un contexte de guerre, on ne peut s'identifier à l'ennemi ; on ne peut que souhaiter sa mort, quel que soit le moyen qu'il emploie, fusil ou grève de la faim, puisque lui-même (ou ses amis) est prêt à tuer ceux de votre camp. Tant que l'IRA fournira à l'Anglais moyen l'occasion de s'identifier à d'autres Charles ELLIS, elle lui rendra impossible de s'identifier aux autres Bobby SANDS. Encore une fois, il s'agit là d'un **mécanisme**, qui n'a rien à voir avec la **justice** des causes défendues de part et

d'autre. Si l'IRA l'avait compris, elle aurait réalisé que la seule manière, pour elle, de gagner la grève de la faim, c'était de suspendre ses opérations militaires. A vouloir poursuivre simultanément deux types d'action, guerre et grève de la faim, aux logiques opposées, elle risque de perdre sur les deux tableaux. En fait, la seule explication à cette incohérence c'est précisément que la décision de commencer la grève de la faim a été prise par les détenus **contre** l'avis des chefs de l'IRA. Mais les comités de soutien aux H-Blocks ont beau souligner leur distinction d'avec l'IRA et inviter la population catholique à ne pas répondre par la violence à la mort de chaque gréviste, cela n'est pas suffisant pour dissocier, dans l'esprit de l'Anglais moyen, les grévistes qui meurent et leurs compagnons d'armes qui tuent.

La machine étant « cassée » dans son deuxième temps, on comprend sans peine que la pression exercée sur les décideurs soit très faible par rapport à ce qu'elle aurait été si l'opinion anglaise avait pris fait et cause pour les grévistes. Ceux qui s'indignent du manque de « cœur » de Mme Thatcher oublient simplement que, sauf exceptions très rares, une grève de la faim n'atteint jamais ses objectifs par pression **directe** sur le « cœur » ou la « conscience » des gouvernants en tant qu'individus, mais par pression **indirecte** (c'est-à-dire à travers un mouvement d'opinion) sur le Gouvernement en tant que pouvoir politique sensible aux rapports de force et aux calculs de ses intérêts. C'est un moteur à trois temps, non à deux.

SACRIFICE OU STRATEGIE ?

Face à ce constat d'échec et à ces essais d'explication, on pourrait faire valoir qu'il s'agit d'un échec tout relatif : l'échec sur l'objectif avoué, les « 5 demandes », masque peut-être une victoire politique : la remobilisation des catholiques du Nord derrière l'IRA, un léger déblocage dans l'aile gauche du Parti Travailleiste britannique, et surtout le retour du problème irlandais au premier plan de l'actualité

internationale. Tout cela est vrai, mais bien fragile. La mobilisation des catholiques du Nord signifie simplement qu'ils s'identifient à ceux des leurs qui meurent en prison, en tant précisément que leur mort est perçue comme **causée par l'ennemi** anglais. Cela ne signifie pas que les catholiques du Nord se soient massivement convertis aux objectifs politiques et aux stratégies militaires de l'IRA. Sur le thème de la « solidarité » avec les victimes, on obtient toujours un certain succès ; mais il est douteux que l'IRA conserve tout ce capital de sympathie parmi les catholiques lorsqu'il s'agira de soutenir ses positions sur l'ensemble du problème de l'Ulster. Tout aussi précaires apparaissent les relatifs succès vis-à-vis de l'aile gauche des travailleurs et de l'opinion internationale : ils ne représentent pas à proprement parler des soutiens à la cause de l'IRA, mais plutôt une mise en accusation de la manière dont le gouvernement britannique actuel traite le problème irlandais.

Il me semble donc que, si l'on s'en tient à une approche « rationnelle », c'est-à-dire si l'on essaie d'analyser cette grève de la faim uniquement comme une **stratégie** où des moyens doivent être proportionnés à des fins, elle restera pour une bonne part inexplicable. Que, malgré l'échec, malgré les pressions de leurs familles, malgré les condamnations de l'Eglise, plus de 100 volontaires soient encore sur la liste, voilà qui appelle des explications d'un autre ordre que celles du calcul rationnel. Un remarquable article de Richard KEARNEY, paru en avril 1979 dans la revue **Esprit** sous le titre « Terrorisme et Sacrifice », nous met sans doute sur la voie d'une explication plus profonde. Excellent connaisseur du mouvement nationaliste irlandais des origines à nos jours, Kearney soutient que l'IRA ne s'est pas vraiment débarrassée de l'idéologie « sacrificielle » qui a marqué son origine. Pour les leaders du grand soulèvement de 1916, programmé pour le jour de Pâques, l'Irlande ne pouvait renaître que du **sang de ses fils**. Le principal chantre de cette idéologie, Pearse, proclamait que les Irlandais, vaincus dans la vie, « triomphaient dans la mort ». Il est d'ailleurs frappant de voir que le soulèvement de Pâques 1916 n'avait littéralement aucun sens d'un point de vue militaire : mal organisé, sans objectifs

gagnables, sans soutien de la population, il était d'avance promis à l'écrasement, et ses instigateurs au martyre. C'est ce qui arriva. « Nous sommes venus ici pour mourir, non pour vaincre » répondirent les insurgés à l'Anglais qui leur offrait de se rendre et de sauver leurs vies. Et la phrase de Terence Mc Sweeney que nous citons au début de cet article s'inscrit dans le même courant mystico-politique ; le fait que cette phrase soit reprise régulièrement aujourd'hui par les grévistes suffit à établir le lien. Au fond, on peut dire que, dans cette grève, à un certain niveau inconscient, les détenus jouent à « qui perd gagne ». Gagner le soutien de l'opinion anglaise, objectif que leur imposerait tout bon stratège, ne les intéresse aucunement. Comme leurs pères, ils entrent dans la grève de la faim comme dans un **sacrifice** dont l'efficacité apparaîtra plus tard. Et, de fait, tous les historiens s'accordent à reconnaître que, en 1916, ce ne fut pas le soulèvement de Pâques qui réveilla le nationalisme du peuple irlandais (lequel y était au contraire très hostile) mais l'**exécution des leaders** dans les semaines qui suivirent, et notamment le fait que ces exécutions eurent lieu presque une par une, séparées par des délais qui entretenaient le suspense et faisaient croître la sympathie populaire envers les condamnés... Le parallèle avec les morts espacées de la présente grève est trop évident.

L'histoire ne se répète pas. Mais si le schème « sacrificiel » analysé par Kearney est toujours vivace en Irlande du Nord, il se pourrait bien que, quelque temps après l'échec « stratégique » de la grève actuelle, le « martyre » des détenus de Maze ne porte des fruits inattendus.

Andalousie :

des grèves pour ne plus avoir faim

Marinaleda, village de 2 300 habitants, dans l'Ouest de l'Andalousie, a perdu 1 000 habitants depuis dix ans... Parfaite image de la situation de l'ensemble de cette région : sous-développement, émigration forcée, faim. « L'Andalousie est la terre la plus riche d'Europe, habitée par la population la plus pauvre », déclarent les animateurs du S.O.C. (Sindicato de Obreros del Campo). C'est là qu'en août 1980 plus de 800 villageois ont fait une grève de la faim « contre la faim » et ont récidivé en avril 81.

Au XV^e siècle, pour récompenser les capitaines qui venaient de vaincre les Maures et de les expulser d'Espagne, la reine Isabel la Catholique leur distribua les terres d'Andalousie. Cette période, que tous les Espagnols appellent la « Reconquista » (la reconquête, après huit siècles d'occupation arabe), les paysans andalous l'ont vécue comme une conquête de leurs terres par les seigneurs d'Aragon et de Castille, car leurs maîtres arabes avaient, eux, respecté les structures foncières... Certains expliquent par la survivance de ces souvenirs la déchristianisation de la campagne andalouse.

Toujours est-il que, depuis le XV^e siècle, la terre de l'Andalousie occidentale est restée partagée entre un très petit nombre de grands propriétaires. Le duc d'Infantado, par exemple, possède 13 700 hectares dans la province de Séville. Ces « latifundistes », qui vivent généralement à Madrid, et ne

paraissent sur leurs terres que pour chasser, entretiennent avec leurs ouvriers agricoles (« jornaleros ») des rapports de maître à esclaves : l'emploi est octroyé à la journée par le bon vouloir du contremaître qui passe en revue les hommes sur la place du village, le matin.

Jusqu'à ces dernières années, on cultivait surtout le coton, les betteraves, le tabac, les vignes, les oliviers : cultures exigeant une main-d'œuvre abondante, notamment pour les récoltes. Le niveau de vie, certes très bas, pouvait néanmoins être maintenu tant bien que mal. On s'était habitué à la misère, à la sujétion, à l'émigration permanente...

Mais les choses ont changé récemment : une véritable « réforme agraire à l'envers » a été déclenchée par le processus de « modernisation » et de « restructuration » de l'agriculture, provoquant

une réduction considérable des besoins en main-d'œuvre. Les cultures traditionnelles ont été remplacées par le blé et le tournesol, qui peuvent se récolter mécaniquement.

Le travail de la récolte des olives a été considérablement réduit : d'abord l'Etat a incité les propriétaires, par des primes, à arracher leurs oliviers ; ensuite une nouvelle machine, le « vibrateur » a été utilisée pour faire tomber les olives en secouant le tronc de l'arbre.

Résultat : mise au chômage presque total de tous les ouvriers agricoles d'Andalousie, condamnés à « avoir faim au déjeuner et faim au dîner ». Certains jeunes ne savent même pas tenir un outil, n'ayant jamais eu l'occasion de s'en servir. Les cafés ne désemplissent pas d'hommes robustes et pleins de santé qui passent leurs journées à jouer aux cartes.

On ne voit pas quelles solutions pourraient être trouvées dans le cadre des orientations de l'actuel gouvernement, tant est évidente sa détermination à ré-organiser l'économie sans tenir compte des populations. Une sorte de palliatif a été trouvé, depuis 1971, sous la forme de « l'emploi communautaire », sorte d'allocation-chômage déguisée : deux jours par semaine, les chômeurs sont employés à des travaux locaux d'intérêt public, souvent inutiles d'ailleurs. Parfois même ils sont regroupés pour rester à ne rien faire, la houe sur l'épaule... Inutile de dire que ces pratiques, à la longue, sont terriblement avilissantes pour la dignité des hommes.

Le Syndicat des ouvriers agricoles

Le jeune « Sindicato de Obreros del Campo » se démarque des Syndicats de la Gauche espagnole, notamment des « Commissions ouvrières » d'obédience communiste ; ces organisations, surtout préoccupées par les risques de « déstabilisation » politique, freinent toute lutte populaire un peu vigoureuse. Par ailleurs, le SOC pratique la démocratie directe, veillant à ce que le dernier mot reste toujours à la base. On peut résumer ainsi ses objectifs :

— s'opposer à la mécanisation des cultures, notamment aux « vibrateurs », aux machines à cueillir le coton et à certaines techniques chimiques. Toute mécanisation doit être **subordonnée au progrès social**, mais il ne faut pas s'opposer par principe à tout progrès technique.

— défendre et développer les cultures traditionnelles, créatrices d'emploi, en favorisant l'extension des divers moyens d'agriculture en commun.

— créer un **Fonds d'emploi rural**, alimenté notamment par les fonds de « l'emploi communautaire », mais en basant les calculs sur des données sérieuses concernant le nombre réel des chômeurs. Ce Fonds servirait à développer les œuvres sociales, l'irrigation, le reboisement, les industries de transformation des produits agricoles, des coopératives, une amélioration de l'habitat.

— préparer une véritable réforme agraire permettant enfin une utilisation sociale de la terre.

Ce programme va évidemment à contre-courant des efforts actuels du gouvernement espagnol qui essaie de transformer un système féodal millénaire en un système capitaliste moderne. Mais, aux yeux des officiels, les plans et les propositions du SOC ont pour principal défaut de venir du peuple lui-même ! Les dirigeants politiques et les propriétaires terriens (qui sont souvent les mêmes) ressentent cela comme une remise en cause de leur pouvoir et de leurs privilèges. Ce qui explique sans doute leur intransigeance.

La première grève de la faim : 15-24 août 1980

Le 14 août 1980, l'assemblée générale du S.O.C. de Marinaleda, regroupant plus de sept cents personnes, hommes, femmes et enfants, vote à l'unanimité la grève de la faim totale. Décision qui mûrissait depuis longtemps, après de nombreuses tentatives infructueuses pour attirer sur leur détresse l'attention des pouvoirs publics et des partis d'opposition. La grève fut votée sans indication de durée, et rediscutée et reconduite tous les soirs

« — Mon père est en grève de la faim et moi aussi, dit un garçon de onze ans, Cornelio, mince comme un spaghetti.

— Mais ton corps ne supportera pas, lui disons-nous.

— Il supportera... et ma petite sœur aussi a été en grève, mais elle s'est sentie mal et elle a déjà abandonné.

— Et pourquoi faites-vous cela ?

— Quelle question ! Pour qu'« ils » fassent attention à nous.

— Et tu crois qu'« ils » feront attention ?

— Si tous les villages d'Andalousie nous suivaient, vous verriez s'ils nous prendraient au sérieux.

— Et vous aussi, les enfants, vous votez dans les assemblées ?

— Bien sûr, si nous faisons la grève de la faim nous avons aussi le droit de voter.

— Et c'est vrai que vous ne mangez rien ?

— Rien que de l'eau, et en restant couchés pour tenir le coup.

— Jusqu'à ce qu'il y ait du travail, c'est ça ?

— C'est ça... et sinon il ne nous restera plus qu'à émigrer.

— Vous aussi vous travaillez ?

— Bien sûr que je travaille, dit Cornelio.

— Mais tu as onze ans...

— Oui, je travaille dans le coton.

— Alors tu es un ouvrier accompli.

— Bien sûr ! nous commençons tout petits pour nous habituer. Et vous voyez ce qui nous attend !!

(Du journal « Ideal », 22-8-80).

par l'assemblée générale jusqu'au jour (le neuvième) où le résultat obtenu fut jugé suffisant par tous. Mais dès le troisième jour, il était clair que l'on était dans la « logique » d'une grève de la faim **illimitée** : « Que notre grève de la faim soit à partir d'aujourd'hui indéfinie, disait-on dans l'assemblée, jusqu'à ce qu'ils nous écoutent. Ou bien le Gouvernement nous écoutera, ou bien nous sortirons les pieds devant. »

Les objectifs de la grève étaient clairs et bien définis :

1) Fonds d'emploi communautaire suffisants pour tenir jusqu'aux olives noires (décembre) pour manger au moins tous les jours.

2) Utilisation normale des cultures de la zone Herrera-Ecija, où 23 000 ha de terres irriguées sont semées en cultures de « secano » (terrains non irrigables) : blé, tournesol. Demande que ces terres soientensemencées en cultures « sociales » (tabac, coton, betteraves, etc.), ce qui réduirait de 30 % le chômage de la contrée.

3) Reboisement : dans la zone de Osuma, El Saucejo et Los Corales pourraient être plantés 8 000 ha de pins.

4) Construction d'un barrage sur le rio Genil. Ceci permettrait d'irriguer près de 50 000 ha.

5) Création d'industries de produits dérivés de l'agriculture et d'un réseau de commercialisation approprié.

6) La terre qui doit correspondre à une finalité sociale doit donner des richesses à tous et pas seulement jouissance et divertissement à quelques-uns. Pour cela on doit exiger un nombre fixe de travailleurs par hectare et mettre en œuvre une réforme agraire.

Qui eut l'idée de cette grève ? Comme bien souvent en pareil cas, il est difficile de savoir précisément d'où est partie l'idée. Diamantino Garcias, l'un des animateurs du S.O.C. déclare : « Il était indiqué, nécessaire, que quelques-uns d'entre nous

meurent... » Quant à J.M. Sanchez Gordillo, maire de Marinaleda, il explique ainsi la décision prise, dans son **Journal de la grève de la faim** :

« Les hommes au pouvoir s'interrogent : que pouvons-nous faire des travailleurs journaliers d'Andalousie ? Les mulets, on peut les envoyer à l'abattoir. Mais les journaliers on ne peut pas les faire fusiller ! Ce ne serait ni élégant, ni civilisé, au point de l'Histoire où nous sommes parvenus... Alors, laissons-les mourir lentement.

Cette mort lente, nous y sommes quand arrive le mois d'août. Il y a plus de vingt jours que nous n'avons donné un seul coup de pioche. En juillet, nous n'avons pas eu plus de trois ou quatre jours d'emploi communautaire. Nous sommes plus de 300 chômeurs recensés, sans compter ceux qui n'ont pas de carte de chômage. Les fonds envoyés par le gouvernement se montent à 200 pesetas (12 F environ) par chômeur. »

Des officiels annoncent régulièrement que des fonds vont arriver. Mais la faim, elle, n'attend pas... C'est ainsi que se décide la grève.

La dignité andalouse

Faim de pain, mais aussi faim de dignité. Les motivations des grévistes, au fil des jours, incluent de plus en plus la revendication d'une certaine liberté pour l'Andalousie :

« Nous allons vivre ou mourir, mais avec dignité ».
« Dans la faim
Il faut partager le pain
Parce que nous, les hommes,
Nous avons faim.
Mais, plus encore que de pain,
Nous avons faim de liberté. »

Le ciment de la lutte semble être un sentiment national andalou vraiment vivant et populaire (de quoi faire rêver nos militants occitanistes), alimenté notamment par le souvenir d'antiques révoltes,

comme celle du village de Fuenteovejuna (1), et par la tradition de résistance à la colonisation castillane.

Les Assemblées générales, qui se tiennent chaque soir dans une chaleur à peine supportable, regroupent de plus en plus de gens. Elles sont fréquemment interrompues par l'évanouissement et l'évacuation des plus faibles ; car même les vieillards, les enfants et une femme enceinte ont tenu à se joindre à la grève. L'unique médecin du village ne cesse de prescrire l'interruption du jeûne aux plus faibles et aux malades, mais sans succès. Il y a maintenant huit cent personnes qui ne mangent plus...

A la fin de la grève, les femmes seront toujours aussi nombreuses que les hommes « et avec davantage de courage », note encore le maire. « La femme d'ici est un miroir dans lequel nous devons nous regarder tous. Leur discipline et leur fermeté sont la clé des actions entreprises ici. » Quant aux enfants, ils participent selon leurs forces, mais toujours avec enthousiasme. Il leur vient l'idée d'écrire une lettre au fils du Roi, le prince Felipe qui a leur âge : « Est-il juste que, pendant que certains enfants sont en vacances avec leurs parents, d'autres ne savent pas ce qu'ils vont manger ce soir ? Est-il juste que, pendant que certains enfants ont des professeurs particuliers, d'autres ne peuvent pas aller dans les écoles de l'Etat ? Est-il juste que, pendant que certains dépensent de grosses sommes d'argent dans les jeux et le luxe, d'autres n'ont pas de chaussures et doivent marcher pieds nus ? » Avant d'être envoyée au Prince, cette lettre fut lue par les enfants en Assemblée générale, et plus d'une larme fut essuyée à la dérochée.

(1) Fuenteovejuna, gros bourg situé au nord de l'Andalousie est l'objet d'un dicton depuis le Moyen Âge : « **Fuenteovejuna, todos a una** », « Fuenteovejuna, tout le monde ensemble ». Selon cette vieille tradition, relayée par une célèbre pièce de Lope de Vega au XVII^e siècle, tous les habitants de ce village ont répondu de la même manière au Roi qui, à l'aide de la torture, cherchait à découvrir le meurtrier du Gouverneur militaire, mis à mort par les paysans qu'il opprimait. « Qui a tué le Commandeur ? » demande le Roi. — Fuenteovejuna, Seigneur. — Et qui est Fuenteovejuna ? — C'est tout le monde ensemble. »

Les vieux ne sont pas en reste. Le deuxième jour, c'est l'un d'eux qui emporte la décision, en Assemblée générale, de poursuivre la grève : « Alors se lève Rodriguez, raconte encore le Maire dans son journal, un retraité qui marche avec des béquilles. Depuis la création du Syndicat, il assiste à presque toutes les réunions. Il crie : « Il faut continuer ! » et l'assemblée applaudit. Quand la réunion se termine, la chaleur est insupportable ; on a décidé de continuer un jour de plus. Quant à notre doyen, le grand-père Pretoles, ses quatre-vingts ans n'étaient pas faits pour supporter tant d'épreuves, et il commence à se sentir mal : « Je serai avec vous en esprit, dit-il, car physiquement je ne peux pas : je ne veux pas mourir avant de vous voir

gagner cette grève. » Et il y a aussi le vieux Petronillo, avec ses quatre-vingts ans et ses souvenirs républicains. Lui qui a connu le temps de la terre aux travailleurs, il veut lutter, car son rêve c'est de revoir, avant de mourir, la terre aux ouvriers journaliers. »

Le soutien

Le mouvement lancé à Marinaleda fait tache d'huile. Dans une soixantaine de villages environnants on soutient la grève par divers moyens : occupation de la Préfecture de Séville, barrages de routes ; sans compter ceux qui se mettent eux aussi en grève de la faim. Même la lointaine mairie de



Marinaleda : le « local del Pueblo »

San Sebastian écrit pour se solidariser avec la lutte. Mais le soutien national est lent à se dessiner. Les hommes politiques de gauche hésitent à se mouiller, invoquant tous d'excellentes raisons. Quant au gouvernement, il essaie la calomnie, les fausses nouvelles. Mais les media ont commencé à s'intéresser à ce mouvement surprenant, et certains journalistes protestent contre les mensonges du gouvernement.

Au sixième jour, l'affaire atteint la presse internationale : les télévisions anglaises et allemandes envoient des équipes ; des journalistes arrivent de l'Europe entière. L'affaire menace de prendre des proportions telles que le gouvernement accepte enfin de recevoir le maire de Marinaleda.

La fin de la grève

Le 22 août, huitième jour de la grève, le maire et un de ses amis, mandatés par l'assemblée générale pour rencontrer le Ministre de l'Agriculture s'envolent pour Madrid. Le chauffeur du taxi qui les conduit de l'aéroport au ministère, après avoir exprimé son admiration pour le courage des gens de Marinaleda, refuse de leur faire payer le trajet. Le ministre est absent, en vacances dans le Nord. Mais il met une voiture à leur disposition pour les conduire à Salamanque où il viendra à leur rencontre. Leur entretien durera trois heures. A un moment, un coup de téléphone de Marinaleda informe le maire que l'un des grévistes est dans un état grave. Le ministre déclare au maire que si quelqu'un venait à mourir à cause de la grève, il ferait tout son possible pour le faire condamner et emprisonner. « Ce n'est pas moi qu'on devrait mettre en prison, répond-il, mais ceux qui maintiennent l'Andalousie dans un tel état de misère. »

Au bout de trois heures, le ministre cède sur la première exigence des grévistes : les fonds d'emploi communautaire seront débloqués en quantité suffisante pour aller jusqu'à la prochaine récolte des olives.

Le lendemain, tout le village est debout à quatre heures et demie du matin pour accueillir le maire et acclamer le résultat obtenu. A midi, au cours

d'une dernière assemblée générale, à laquelle assistent en observateurs des représentants venus de toute l'Espagne, la fin de la grève est votée. Elle aura duré neuf jours.

Bien sûr, cinq revendications sur six restent insatisfaites. Mais, outre l'assurance d'avoir à manger pendant six mois, le principal est obtenu : la confiance des gens en eux-mêmes : « Marinaleda a gagné. La classe ouvrière a gagné. L'Andalousie a gagné. A partir de maintenant, il faut qu'à Madrid ils se rendent compte qu'il existe dans le Sud une terre qui a un nom et surtout des nerfs assez solides pour accomplir la tâche de sa libération. Le peuple andalou est là, debout, et bien résolu à lutter. »

La deuxième grève : avril 1981

Cette résolution, le peuple andalou allait devoir la manifester à nouveau moins de huit mois plus tard. En effet, la victoire de 1980 était loin d'avoir résolu le problème de fond. Le chômage n'avait pas diminué, et la situation économique de l'Espagne fermait la vanne de sécurité constituée jusqu'alors par l'émigration : car, s'il y a six millions d'Andalous en Andalousie, il y en a deux millions en dehors, notamment en Catalogne ! Mais pourquoi émigrer en Catalogne si, même là-bas, on ne trouve plus d'emploi ? Autant rester au pays..

Les renseignements sur la grève de 1981 n'ont pas encore été rassemblés en un livre comme le furent ceux de 1980. C'est donc à travers divers articles de la presse qu'il faut tenter de reconstituer ce qui s'est passé.

Etrange coïncidence : c'est à la fin du mois de mars, au moment où Bobby Sands avait presque un mois de jeûne derrière lui, au moment où les grévistes de Lyon allaient à leur tour commencer leur grève, que trois Andalous se mirent en grève de la faim illimitée pour attirer à nouveau l'attention du gouvernement et de l'opinion espagnols sur le « terrorisme du sous-développement », selon l'expression d'un élu local. Seul le nom de l'un d'eux nous est connu : Francisco Casero, secrétaire général du S.O.C. La sensibilisation opérée par la grève de l'année précédente donna au mouvement une

*Le maçon est sur son échaffaudage
parmi ses briques
mais à midi il n'ira pas chez lui
il est en grève de la faim*

*l'épicier est dans sa boutique
mais il ne mangera pas
il est en grève de la faim*

*le fonctionnaire sera dans son bureau
parmi sa paperasse
mais aujourd'hui quand il terminera sa journée
il restera dans le parc de la liberté
avec les autres
il est en grève de la faim*

*à six heures du matin
Frasquito est sorti avec ses chèvres
mais il n'emporte pas son sandwich sous son bras
il surveille ses chèvres avec autant d'attention que
[d'habitude]
il est en grève de la faim*

*aujourd'hui quinze journalistes
sont sortis pour la betterave à dix kilomètres d'ici
mais ils n'emporteront pas de sac
ils sont en grève de la faim*

*et le petit paysan allait à l'aire à battre
et le vacher trayait ses vaches
ils sont en grève de la faim*

audience plus large : à la fin du mois d'avril, il y avait des grévistes dans plus de 200 villages et leur nombre atteignait 1 500, dont 500 à Marinaleda et 400 à Teba, au nord de Malaga. Il est vrai que ces deux grèves de masse avaient commencé avec trois semaines de retard sur celle des trois pionniers, les 22 et 23 avril respectivement.

Au début, le gouvernement espagnol se montra à nouveau intransigeant. D'une part il avait d'autres chats à fouetter : le coup d'Etat manqué de février, les activités de l'ETA et du GRAPO lui donnaient d'autres soucis ! Mais d'autre part, il pouvait avoir le sentiment de s'être engagé sur une voie de réforme agraire limitée, par le vote d'une loi prévoyant la modernisation de toutes les propriétés laissées à l'abandon par leurs propriétaires.

C'est donc seulement lorsque le mouvement eut pris à nouveau une ampleur inquiétante, débordant même les frontières de l'Andalousie, et après que Francisco Casero eut été hospitalisé à Séville, que Madrid commença à céder : comme en 1980, ce fut l'engagement à doubler les fonds de l'emploi communautaire qui donna satisfaction aux ouvriers agricoles. Le 2 mai au soir, le S.O.C. recommanda aux divers groupes de grévistes de cesser leur grève et d'évacuer les églises et bâtiments publics où ils jeûnaient depuis dix jours. Mais cette année la grève avait fait une victime : le dimanche 26 avril, à Teba, un cordonnier de 45 ans, Rafael Hoyos, s'était fracturé le crâne en s'évanouissant de faiblesse.

Dans ces conditions, faut-il parler de victoire ? D'année en année, il semble que le gouvernement ne soit prêt à céder que sur des allocations financières, jamais sur les réformes de structures proposées par le S.O.C.. Les 200 000 millions de pesetas d'investissements publics décidés par Madrid pour l'Andalousie seront-ils suffisants pour prévenir une nouvelle grève de la faim en 1982 ?

*Informations recueillies par Roger MOREAU
et Christian MELLON, à partir d'articles de
presse et — pour l'action de 1980 — de l'ou-
vrage du maire de Marinaleda, J.M. Gordillo,
intitulé Marinaleda, levantaos, ed Aljibe, Grana-
da, 1980, coll. Andalucía libre 7.*

LE JEUNE DE MARCO PANNELLA POUR ARRETER LE GENOCIDE DU TIERS-MONDE : AGISSONS !

Voici plus de deux ans déjà que nos amis du Parti Radical Italien mènent campagne, au plan européen surtout, pour que les nations riches se décident enfin à arrêter le génocide du Tiers-Monde.

Le 2 septembre, le principal leader de ce parti libertaire et non-violent, à la pointe des combats pour les droits civiques en Italie, Marco PANNELLA, député européen, a commencé une grève de la faim illimitée, qu'il n'arrêtera que si des plans d'intervention d'urgence sont mis en place pour sauver au moins 1/10^e des quarante millions de personnes qui sont vouées à la mort par la faim en 1982.

L'action de Marco PANNELLA et du Parti Radical a déjà recueilli des fruits importants : augmentation de l'aide au développement du gouvernement italien, appui de cinquante-quatre Prix Nobel et du Sénat belge, résolution de soutien à l'objectif de la grève de la faim votée par le Parlement Européen... Mais à l'heure où nous composons ce numéro d'ALTERNATIVES, l'exigence de Marco PANNELLA n'est toujours pas satisfaite, et la santé de notre ami se détériore quand bien même celui-ci prend cent calories par jour (en gros : trois cafés au lait).

NOUS VOUS DEMANDONS :

Pour participer à la victoire de la grève de Marco PANNELLA, nous vous demandons de découper (ou de recopier) le bulletin ci-dessous, et de l'adresser au Président François MITTERRAND, Palais de l'Elysée, 55, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS, en y joignant un chèque de 50 F à l'ordre de M. le Président de la République, qui exprimera votre désir d'effectuer un acte concret et donnera ainsi plus de poids à votre vote.

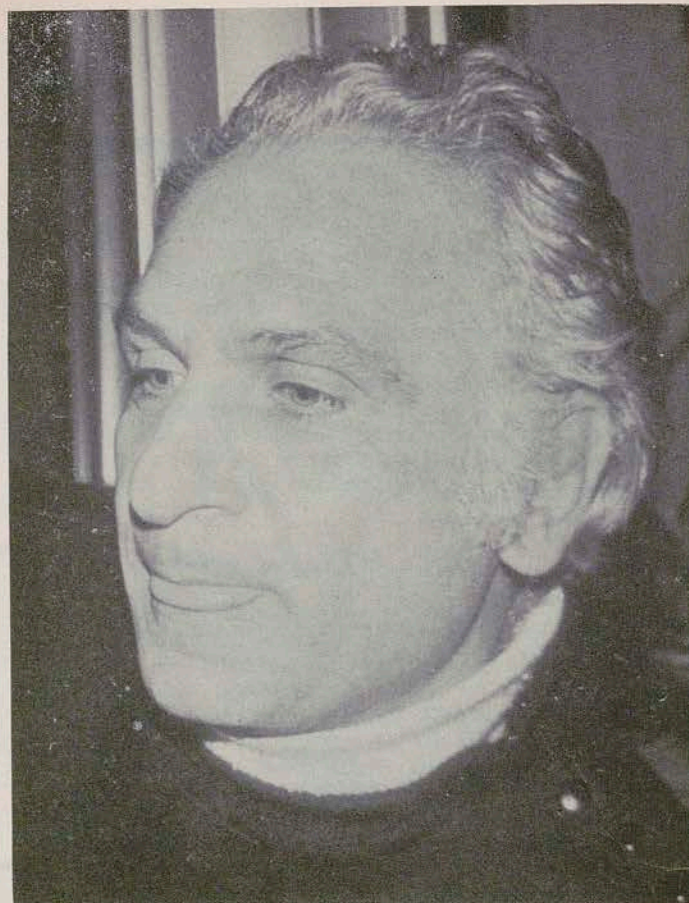
Le temps presse : merci.

Monsieur le Président de la République,

Ce bulletin, accompagné de 50 F., exprime mon souci de lutter contre le génocide du Tiers-Monde par la faim. Je vous l'envoie pour que vous preniez l'engagement, en tant que représentant des Français, de doubler la somme que je vous adresse pour sauver les quarante millions de personnes promises à la mort par la faim en 1982.

Ma démarche est faite en solidarité avec la grève de la faim entreprise depuis le 2 septembre par le député européen Marco PANNELLA, et je vous serai reconnaissant de m'indiquer quelle action aura pu être réalisée, sous votre responsabilité, grâce à ma contribution.

Croyez, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma respectueuse considération.



Le

Nom Prénom

Adresse :

Signature :

DEFENSE ET PAIX

Un Service de Formation et de Documentation sur les questions touchant la défense et la paix vient de se créer à Paris. Dans le but de « déspecialiser la défense », c'est-à-dire de donner au maximum de gens les informations et la formation nécessaire pour s'intéresser à des débats trop souvent abandonnés aux spécialistes, ce Service organise des cycles de formation en soirées ou en samedis après-midi.

SAMEDIS d'initiation :

7 novembre et 16 janvier : Comprendre les débats sur la défense.

28 novembre : Reconversion des industries militaires.

CYCLES de formation (en soirée) :

La défense en question : 14 décembre.

Le christianisme face à la guerre : 4 décembre.

Agressivité individuelle et violence collective : 6 janvier.

L'Europe entre les deux Grands : Force de frappe française et « euromissiles » : 10 novembre.

(les dates indiquées sont celles de la première soirée de chaque série).

Renseignements et inscriptions : 13, rue Petit, 75019 PARIS.

DEMAIN, LA GUERRE ?

Sous le titre « Demain, la guerre ? », l'Association française de recherche sur la paix (ARESPA) vient de publier les travaux de son Colloque d'avril 1980.

On peut le commander (pour 38 F, port compris) à Economie et Humanisme, 14, rue Antoine-Dumont 69372 LYON cedex 2.

DOSSIER « HIBAKUSHAS »

Le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté (M.D.P.L.) vient d'éditer un dossier spécial « HIBAKUSHAS » relatant les témoignages de survivants des bombardements atomiques de Nagasaki et d'Hiroshima en août 1945. Le dossier 18 F. Par dix, 140 F. A commander à MDPL BP 2135 34026 MONTPELLIER.

SESSION SUR LA TORTURE

Le Centre Thomas More organise les 5 et 6 décembre un week-end sur « La torture : la victime, le tortionnaire, la société et son Etat », avec J.C. Rolland, P. Vidal-Naquet et P. Virilio.

Centre Thomas More : B.P. 105, 69210 L'ARBRESLE. Tél. (74) 01-01-03.

TOULOUSE ET LE COMMERCE DES ARMES

Fruit d'un long travail de recherches par des membres du groupe MAN de Toulouse, la plaquette « Toulouse et le commerce des armes » (44 pages) présente un intérêt qui n'est pas limité aux habitants du Sud-Ouest : elle montre comment on peut poser le problème global du commerce des armes à partir d'une enquête sérieuse et minutieuse sur les entreprises d'une région. Outil précieux pour la lutte locale, exemple à suivre ailleurs.

La brochure : 15 F ; les 10 : 140 F.
A commander à : 103 - MAN, 39, rue Peyrollières, 31000 TOULOUSE.

CHAINE DE LA FAIM

Un appel est lancé, plus particulièrement aux femmes, pour créer une chaîne ininterrompue de jeûnes limités jusqu'à l'obtention du désarmement nucléaire universel.

S'adresser à :

Gisèle NOUBLANCHE, 25, avenue Jean-Jaurès,
93310 Pré-Saint-Gervais.

PROCHAIN NUMERO

LE NOUVEAU MOUVEMENT DE PAIX

A RENVOYER A ANV, 3, RUE DUMENGE 69004 LYON

ABONNEMENT : 60 F ETRANGER : 75 F SOUTIEN A PARTIR DE 90 F
REGLEMENT PAR CCP (2915-21 U LYON) ou CHEQUE BANCAIRE

Je m'abonne pour 1 an (4 numéros) NOM :

ADRESSE :

J'abonne pour 1 an (4 numéros) les personnes suivantes :

NOM : | NOM :

ADRESSE : | ADRESSE :

..... |

Personnes à qui peut être envoyé un exemplaire d'ANV :

.....

.....

NUMÉROS DISPONIBLES

N° 33 DEFENSE POPULAIRE NON-VIOLENTE

Peut-on se défendre sans armes ? Diverses expériences historiques (Prague 68) permettent de penser que oui. Et des gouvernements commencent à y penser... (6 F).

N° 34 DESOBEISSANCE CIVILE

Le droit de désobéir - Apprendre à l'organiser collectivement contre tous les arbitraires (réédition mise à jour) (15 F).

N° 35 LA POLITIQUE DE LA PEUR

Comment l'Etat gère la peur pour mieux administrer sa sécurité (10 F).

N° 36 CHRISTIANISME ET VIOLENCES

L'hypocrisie des Eglises face aux différentes formes de violences (militaire, politique...). Débats sur la non-violence avec René GIRARD (15 F).

N° 37 SURARMEMENT ET SOUS-DEVELOPPEMENT

Sous les termes officiels de désarmement et de développement, la réalité : course aux armements, militarisation sociale, exploitations économiques du Tiers Monde... On en parle comme des plaies à guérir, on s'en sert comme outils de domination (15 F).

N° 38 VIOLENCES BANALES

Mieux comprendre ces « petites violences » quotidiennes dont nous sommes les témoins, les victimes... ou les acteurs.
Un dialogue Michel Bosquet et Serge July (15 F).

N° 39 LA DEFENSE CIVILE EN QUESTION

Diverses études françaises et étrangères sur la défense civile et la militarisation. Un dossier essentiel sur la grève de la faim en Bolivie en 1978 (15 F).

N° 40 FEMMES ET VIOLENCES

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir, une approche historique de l'oppression des femmes (15 F).

N° 41 LES TRAVAILLEURS FACE A L'ARMEMENT

Quelle reconversion ?
Une table ronde CFDT MDPL MAN et Mouvement de la Paix (15 F).

N° 42 GREVES DE LA FAIM

Des analyses et des témoignages sur la grève de Lyon contre les expulsions de jeunes immigrés en avril 1981. La grève des prisonniers irlandais. La grève des paysans andalous (15 F).

Aux prix indiqués, ajouter 2 F de frais de port par numéro.

alternatives non violentes

3, rue Dumenge
69004 LYON

COMITE D'ORIENTATION

Jacques-Yves BELLAY
Guy BOUBAULT
Michel de CERTEAU
Yves-Bruno CIVEL
Pierre FABRE
Roger GARAUDY
Patrick GIROS
Jacques MARCHAND
Christian MELLON
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Laurent SAMUEL
Marlène TUININGA
Jean VAN LIERDE
Anne-Marie de VILAINE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

COMITE DE REDACTION

Béatrice ARNOULD
Lydie BONNET
Christian DELORME
Thérèse VIAL-MANNESSIER
Jacques SEMELIN

Directeur de Publication :

Christian DELORME

Rédacteurs en chef :

Jacques SEMELIN
15, rue du Commerce, 75015 PARIS
Christian MELLON
15, rue R.-Marcheron - 92170 VANVES

sommaire

EDITORIAL	1
PAR AMOUR ET PAR COLERE - Christian DELORME	2
ELEMENTS EN VUE D'UNE ANALYSE POLITIQUE - Christian BABOIN-JAUBERT	13
LA GREVE DE LA FAIM EST-ELLE UNE ACTION DEMOCRATIQUE ? Jean-Marie MULLER	17
LE TEMOIGNAGE D'UN PORTE-PAROLE - André COSTES	23
LES CHRETIENS ET LA GREVE DE LA FAIM : Eléments de réflexion théologique - Emile GRANGER	30
REGARDS : Francesco Azzimonti - Jacques de Bollardiére - Jean Costil - Jean-Loup Cacheux - Paul Gravillon - Marcelle Cottais - Michel Pascal - Mariano Iriarte - Bernard Bolze - Romain Granjon - Mohamed Slimani	32
DOCUMENTS : L'exposé du projet - Lettre de Edmond Maire - Télégramme de François Mitterrand - Non à la France de l'apartheid - Pétition déposée à l'O.N.U.	45
IRLANDE DU NORD : MORTS POUR RIEN ? - Christian MELLON	56
ANDALOUSIE : DES GREVES POUR NE PLUS AVOIR FAIM	63

numéro 42
Automne 81